

PCP "GRAND SUD CAMEROUN"

**Atelier de programmation des recherches
Synthèse des débats**

(Nkolbisson 18 - 21 mars 2003)

Yves Clouet, Cirad-Tera
Emmanuelle Cheyns, Cirad-Cp
Bertrand Tailliez, Coopération française

Cp-Sic n° 1609
Avril 2003

RESUME

Le processus de création d'un Pôle de Compétence en Partenariat autour de la "Gestion intégrée des exploitations familiales agricoles dans les écosystèmes agro-forestiers tropicaux du sud du Cameroun" est engagé depuis 2002 entre le Cirad et des institutions de recherche camerounaises. Après un accord de principe des partenaires au cours d'une mission Cirad, une première mise en commun des centres d'intérêts et une mission scientifique (Tonneau, Tailliez, Bella Manga, octobre 2002), un atelier de programmation des activités du PCP a été organisé. Cet atelier a eu lieu à Nkolbisson du 18 au 21 mars et a réuni une trentaine de chercheurs du Cirad, de l'Irad et des Universités de Dschang et de Yaoundé I et II. Le compte-rendu et la synthèse des débats de cet atelier sont restitués dans le présent rapport.

Les objectifs du PCP au Cameroun sont de développer des recherches autour des dynamiques de l'agriculture familiale et de son impact sur le développement durable, au travers d'une mise en commun de ressources humaines d'institutions différentes en partenariat, et de disciplines complémentaires. Ce pôle doit permettre de constituer une masse critique suffisante de chercheurs abordant la question des exploitations familiales agricoles de façon à répondre ensemble et par des approches complémentaires à des questions prioritaires et posées à la recherche au Cameroun. Il constitue un cadre à partir duquel des projets de recherche-développement qui répondent aux orientations scientifiques émergeront et pourront être proposées aux bailleurs de fonds dans le but de financer ces projets. Il doit permettre enfin la mise en place de formations et d'échanges scientifiques, ainsi que la diffusion des connaissances et des innovations.

Cet atelier de programmation de mars 2003 avait pour objectif d'enrichir des propositions de recherche formulées en 2002, centrées sur une approche agrotechnique de la production et de l'exploitation agricole, par des approches socio-économiques et géographiques. Il a débouché sur 3 grandes thématiques de recherches spécifiques au PCP, et sur l'engagement des participants de constituer des réseaux de conception de projets novateurs au sein de ces 3 thématiques. Un planning de rencontres entre mars et juin 2003 a été précisé pour définir les projets du PCP, avec des partenaires variés (acteurs des filières, développement, services publics, etc.). Ces rencontres se poursuivront par un atelier final (en terme de programmation fine du PCP) en juin 2003.

Les choix réalisés en terme de démarche de programmation au cours de ce premier atelier sont conduits par deux défis majeurs :

- Un premier défi, celui d'une articulation d'échelles : articuler une réflexion sur l'ensemble du grand sud Cameroun (250 000 km²) avec celle concernant une diversité et une multitude d'exploitations familiales agricoles (EFA) de quelques hectares. D'où l'intérêt d'une approche par espace géographique et territorial (réalisation d'un zonage) qui permet de prendre du recul et de montrer la diversité spatiale des territoires très contrastés dans lesquels vont s'insérer des EFA partageant des problématiques communes, aussi bien physico-climatiques (zones de café, hauts plateaux, etc.) qu'économiques (proximité du marché des grandes villes, enclavement, etc.) et sociales.
- Le deuxième défi était celui de réaliser cette programmation a) en partenariat : donner la parole à tous les participants, intégrer des sensibilités différentes (agronomie, géographie, sociologie, etc.), permettre des débats contradictoires et déboucher sur des thématiques communes, b) d'être créatif et novateur : ouvrir des perspectives nouvelles par rapport aux travaux réalisés, favoriser la créativité, mais aussi tenir compte de la réalité vécue par les participants dans les recherches en cours, et c) d'être efficace : réaliser ce travail en un atelier délimité dans le temps.

Par rapport à ces défis, les méthodes mises en œuvre ont eu pour objectifs d'alterner des moments de créativité et des moments de synthèse et de formalisation, des moments centrés sur l'ouverture et d'autres sur l'expérience. A partir d'un "zonage" de la région (diagnostic de territoire) et des réactions individuelles au zonage, de la part de tous les participants ("métaplan"), un certain nombre d'axes de recherche du PCP ont été identifiés. Ces axes ont été enrichis par 4 témoignages, des expériences vécues, mises en débat. L'articulation des axes novateurs identifiés et des expériences vécues (questions soulevées par les réalités de terrain, questions de méthodes, etc.) a permis de dégager 3 grandes thématiques du PCP et leur contenu.

Ces 3 thématiques sont les suivantes :

1. **Diversification, spécialisation, intensification, intégration.**
2. **Recompositions sociales et territoriales**
3. **Mise en marchés des produits.**

Le premier thème découle d'une approche de la production abordée à différentes échelles (systèmes agraires, systèmes de production, systèmes d'exploitation, systèmes techniques). Apporter uniquement des références techniques sectorielles ne suffit plus. Il est nécessaire de prendre en compte l'exploitation familiale comme objet intégrateur de différentes cultures (toutes les EFA sont des exploitations pluri-actives, intégrant différentes cultures, culture-élevage, agriculture-commerce, etc.). La question de la diversification des activités agricoles (et non-agricoles) de l'EFA devient alors centrale : quels en sont les déterminants, quel en est l'enjeu (sécurisation des revenus, gestion du risque, etc.), est-elle durable et une réponse toujours satisfaisante (par rapport à la spécialisation de l'activité), comment accompagner les choix de diversification ? Partant de l'hypothèse qu'elle constitue un enjeu pour la sécurisation des ruraux (revenus, gestion du risque), comment améliorer l'intégration entre cultures, entre élevage et agriculture (associations optimales, complémentarités, durabilité, efficacité) ? D'une façon plus générale, cette série d'interrogations pose le problème d'une articulation entre la production et les approches systèmes. Le système l'exploitation est évidemment un lieu de production mais aussi un lieu de régulation et de décision - on peut parler de stratégies. Les choix de gestion concernent notamment la main-d'œuvre et les emplois, la consommation familiale, les flux économiques, la conservation des surplus ainsi que l'intégration de l'exploitation dans une écologie et dans un dispositif géographique.

L'approche zonale et territoriale du sud du Cameroun a contribué à la mise en évidence de fortes disparités spatiales, et conduit à considérer une deuxième thématique : les recompositions sociales et territoriales. Les acteurs (paysans, organisations paysannes, entreprises et institutions, services de l'Etat, bailleurs de fonds) prennent des décisions concernant aussi bien l'aménagement du territoire que les dynamiques sociales qui les accompagnent. Comment s'articulent les recompositions sociales et territoriales, quelles sont les conditions d'appropriation du territoire, de l'espace (et espace public) par les EFA ? Quelles en sont les conséquences ? Ce deuxième thème permet notamment d'aborder la question du faible développement de la zone enclavée du sud-est, des migrations et mobilités, des fronts pionniers, des conflits fonciers, etc., mais aussi des dynamiques porteuses de développement (dynamiques spontanées notamment, zones motrices entre Hauts plateaux, Douala et Yaoundé), et le rôle des acteurs dans les processus de négociation, de représentation locale, etc.

Enfin, le troisième thème, mise en marchés, part du constat que produire ne suffit pas, il faut pouvoir être connecté à des marchés, vendre sa production. Cela signifie quitter la parcelle pour aborder la commercialisation, le marché, l'approvisionnement des villes, etc. Il s'agit d'un travail sur les produits (qualité, stockage, conservation, transformation), mais aussi sur les institutions et mécanismes de régulation des filières, marchés et territoires qui constituent des champs intermédiaires entre la production et la consommation, et qui permettent l'adéquation et la connexion de l'offre à la demande.

Ces trois thématiques constituent un cadre d'analyse structurant pour aborder l'EFA avec recul et distanciation sans se disperser dans une multitude d'études sans fil conducteur.

Ce cadre d'analyse a par ailleurs l'avantage d'être le résultat d'un travail collectif partagé.

D'autres questions ont été soulevées mais non-approfondies, concernant des questions de méthodes et concepts, de moyens et de partenariats du PCP. Les questions débattues sont : a) peut-on (faut-il) partager un cadre méthodologique et théorique commun (clarifier le concept par exemple de "EFA"), b) quelle articulation entre recherche finalisée, recherche fondamentale et demande sociale ?, c) Quels partenariats : un PCP avec qui ?, pour qui ?, d) faut-il considérer la mise en place d'observatoires, et e) les compétences sont-elles toutes réunies par rapport aux thématiques émergentes dans ce PCP ?

Nous retiendrons pour la suite des réflexions quelques questions ou points centraux :

- La clarification du concept "EFA" et "agriculture familiale" doit être poursuivie et fera l'objet d'une recherche bibliographique dans un premier temps.
- Les partenaires potentiels du PCP, et directement opérateurs, ne sont pas que des exploitants, ils sont aussi des acteurs de l'aval des filières. Ces partenaires, ainsi que les structures de développement et les "décideurs" seront présents au cours des prochaines rencontres entre avril et juin, rencontres qui visent à définir de façon précise un certain nombre de projets dans les 3 thématiques.
- Il restera à organiser les modalités d'organisation et de fonctionnement du PCP qui n'ont pu être abordées au cours de cet atelier.

Il est prévu que 3 rencontres se tiennent avant l'atelier de programmation final en juin 2003. Elles auront lieu à Dschang (24-25 avril), à Douala (semaine du 12 au 16 mai) et à Yaoundé (semaine du 2 au 6 juin), et permettront d'approfondir les 3 thèmes du PCP en développant la réflexion autour de projets, ainsi que de débattre des articulations entre les différents acteurs du PCP.

Enfin, des recherches bibliographiques, déjà amorcées au Cirad à Montpellier, seront poursuivies en les centrant sur les 3 thématiques identifiées.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION : RAPPEL DU CONTEXTE	7
1.1. Lancement du concept de PCP au Cameroun	7
1.2. Préparation d'un programme de recherche	7
1.3. Mission d'appui scientifique (Tonneau, Tailliez, Bella Manga, octobre 2002)	7
1.4. Étape consacrée à la construction / consolidation / validation de la problématique du PCP correspondant au 1 ^{er} Atelier (mars 2003)	8
1.5. Étape liée à la programmation des activités de recherche proprement dites (prévue d'avril à juin 2003)	8
1.6. Objectifs et produits attendus du PCP	8
1.6.1. Les objectifs	9
1.6.2. Les produits attendus	9
2. OBJECTIFS, METHODES ET MODALITES D'ACTION	10
2.1. Les objectifs et produits attendus de l'Atelier 1	10
2.1.1. Objectifs de l'atelier	10
2.1.2. Produits attendus de l'atelier	10
2.2. Méthodes et modalités d'action	10
2.2.1. Les défis	10
2.2.2. Les méthodes	11
2.2.3. Les choix	11
2.2.4. Les modalités d'action : rôle des équipes de synthèse	12
3. ACTIVITES - ZONAGE ET IDENTIFICATION DES AXES DE RECHERCHE	14
3.1. Zonage	14
3.1.1. Objectifs	14
3.1.2. Méthode	14
3.1.3. Résultats : trois "Grand-sud Cameroun"	15
3.2. Réactions - Réalisation d'un Méta-plan	16
3.2.1. Objectifs	16
3.2.2. Méthode	17
3.3. Axes de structuration (organisation du Méta-plan)	17
3.3.1. Objectifs	18
3.3.2. Méthode	18
3.3.3. Résultats	19
3.4. Analyse de la construction d'un axe (approfondissement du Méta-plan : exemple axe Mono / Poly)	19
3.4.1. Objectifs	20
3.4.2. Méthode	20
3.4.3. Résultats	20
Résultat 1 : la construction de l'axe "Mono / Poly"	20
Résultat 2 : présentation des trois autres axes	21

4. EXPERIENCES VECUES - RESULTATS ET IDENTIFICATION DES THEMES DE RECHERCHE DU PCP

23

4.1. Objectifs

23

4.2. Méthode

23

4.3. Résultats

24

4.3.1. Présentations / discussions autour des expériences vécues

24

- Développement des systèmes intégrés Pisciculture / Agriculture en zone forestière camerounaise. 24
- Partenariat entre l'agriculture de plantation industrielle et l'agriculture paysanne pour le développement de la petite exploitation familiale 24
- Le devenir de l'exploitation agricole familiale face au développement du vivrier dans les Hautes Terres 25
- Caféiculture paysanne dans l'Ouest Cameroun 25

4.3.2. Discussion sur les méthodes, les moyens et les partenaires

25

4.3.2.1. Cadre méthodologique commun, quels concepts ?

25

4.3.2.2. Articulation entre types de recherches

26

4.3.2.3. Partenariat et bénéficiaires du projet

27

4.3.2.4. Observatoires

28

4.3.2.5. Compétences

28

4.3.3. Définition des grands thèmes du PCP

28

4.3.4. Approfondissement de deux thèmes par une liste de proposition de projets

29

Thème 1. Diversification / spécialisation, intensification, intégration 29

Thème 2. Recompositions sociales et territoriales 30

5. PERSPECTIVES

31

5.1. Construction des projets et articulation avec les thèmes de recherche identifiés

31

5.2. Organisation de trois rencontres

32

5.3. Recherches bibliographiques

32

5.4. Deuxième atelier

33

ANNEXES

34

Annexe 1. Liste des participants - Liste des participants supplémentaires à la séance de restitution

Annexe 2. Fonction et mise en œuvre des projets – Modèle PAEI

Annexe 3. Réactions à partir du zonage

Annexe 4. Grille de présentation

Annexe 5. Présentations

- V. Pouomogne (IRAD)
- J. Tchakoa (U. Dschang)
- M. Kueté (U. Dschang)
- I. Tchouamo (U. Dschang)

Annexe 6. Débats sur les quatre présentations

Annexe 7. Autres présentations (non présentées en séances)

1. INTRODUCTION : RAPPEL DU CONTEXTE

Le Pôle de Compétence en Partenariat intitulé « Gestion intégrée des exploitations familiales agricoles dans les écosystèmes agro-forestiers tropicaux du sud du Cameroun » a évolué en phases successives depuis son initiation début 2002. La 4^{ème} vient de s'achever avec la tenue du 1^{er} Atelier (18-21 mars 2003) et la 5^{ème} est organisée pour les mois d'avril à juin 2003.

1.1. Lancement du concept de PCP au Cameroun

Une délégation du CIRAD composée des directeurs de départements CP et TERA, du délégué DRE Afrique, et des directeurs scientifiques de CP et de FLHOR, s'était rendue au Cameroun en février 2002. Elle avait présenté le projet de PCP aux différents partenaires du CIRAD au Cameroun. Ce projet serait consacré à la gestion des exploitations familiales, à dominante de cultures pérennes, au sud du Cameroun. L'IRAD, l'université de Dschang, l'université de Yaoundé, dans un premier temps, l'IRD, le CARBAP et la cellule PROMOPA, dans un second temps, ont manifesté leur accord de principe.

1.2. Préparation d'un programme de recherche

Les partenaires ont, courant de l'année 2002, concrétisé leur intention par le moyen de fiches. Plusieurs réunions de travail entre partenaires ont abouti à proposer une structuration autour de directions :

- Connaissance agro-économique du milieu,
- Mise au point d'innovations techniques,
- Amélioration de la qualité,
- Formation, et diffusion de l'information.

Cette organisation du PCP reflète une volonté de recherche-action pour le développement, donc des relations suivies et structurées avec la profession agricole (associations et organisations de producteurs...) et avec l'Etat, dans sa fonction "Politique agricole".

Quels que soient les thèmes de recherche retenus, ceux-ci doivent :

- naître d'une analyse des situations réelles et répondre à des besoins,
- faire l'objet de processus d'adaptation technologique en concertation avec les agriculteurs,
- s'intéresser à l'ensemble de la filière autour de la notion de qualité, comprise comme l'adéquation entre les caractéristiques des produits et les besoins,
- avoir un impact sur les conditions de production et de vie des agriculteurs,
- être le support à des actions de formation pour l'ensemble des partenaires, en privilégiant les jeunes chercheurs du Nord et du Sud.

1.3. Mission d'appui scientifique (Tonneau, Tailliez, Bella Manga, octobre 2002)

Au cours de cette mission il avait été constaté que le PCP était encore en construction : ses objectifs, ses attendus, ses formes institutionnelles devaient être précisés :

- **sur le contenu** : que signifie organiser un regroupement scientifique autour de la thématique "gestion intégrée des exploitations familiales dans les écosystèmes agro-forestiers tropicaux du Sud-Cameroun" ?
- **sur les méthodes** : travailler le thème des exploitations familiales implique de recourir aux méthodes de la recherche systémique ; vouloir le faire en coopération avec des organisations de producteurs dans une démarche conjointe de création / diffusion de l'innovation fait appel aux méthodes de recherche-action.
- **sur les formes institutionnelles** : comment organiser un espace de dialogue et d'échanges entre la recherche, la formation, les organisations paysannes et les responsables de politiques agricoles ?

Les réponses aux questions énumérées plus haut viendront de l'ensemble des partenaires, de manière collective. Il faut accepter le fait que nous sommes dans une dynamique de chemin faisant ... La mission avait proposé une démarche de réflexion et de création collective des différents partenaires dans une période de consolidation, d'une durée de 6 mois. Cette démarche de réflexion / création partirait des collaborations existantes qu'il conviendrait d'enrichir, de consolider et de formaliser grâce à une animation scientifique adaptée. Deux étapes étaient proposées pour cette réflexion collective.

1.4. Étape consacrée à la construction / consolidation / validation de la problématique du PCP correspondant au 1^{er} Atelier (mars 2003)

Le PCP était basé sur l'hypothèse que les cultures pérennes sont la charpente des exploitations rurales du Sud-Cameroun et qu'elles contribuent au développement durable. Cette hypothèse reste à expliciter... Il s'agira surtout de répondre à la question : en quoi les dynamiques actuelles des agricultures familiales du Sud-Cameroun permettent-elles d'envisager un **développement durable** ? autour de quels types de cultures / élevages ? et à quelles conditions ?

Avec cette première phase on espère mieux cerner les potentialités et les contraintes, déboucher sur des orientations et des pistes de recherche pour valoriser ces potentialités ou lever ces contraintes. Il s'agit surtout de formaliser des connaissances existantes qu'il convient de structurer et de synthétiser autour d'un nouvel angle de vue, celui des exploitations familiales.

1.5. Étape liée à la programmation des activités de recherche proprement dites (prévue d'avril à juin 2003)

Cette programmation sera complémentaire de celles déjà menées dans les différentes institutions et abordera un domaine de recherche spécifique au PCP lié aux exploitations familiales agricoles depuis les questions de gestion de l'exploitation, de mécanismes de prise de décision par l'exploitant jusqu'à la commercialisation de ses produits, prenant en compte les spécificités de l'exploitation (contexte par rapport au village, au territoire, à la proximité / éloignement des zones de commercialisation, ...).

Cette programmation s'appuiera sur un état des lieux bibliographique indispensable : synthèses bibliographiques, stratégies de développement agricole existantes, ...

Cette programmation devra aboutir à un nombre limité de projets novateurs spécifiques du PCP multidisciplinaires et multipartenaires, susceptibles de sensibiliser des bailleurs de fonds et de faire bénéficier de moyens de fonctionnement les partenaires du PCP.

1.6. Objectifs et produits attendus du PCP

1.6.1. Les objectifs

Les objectifs du PCP sont :

- Lancer de nouvelles orientations de recherches ayant un impact sur l'agriculture familiale et le développement durable,
 - Considérant les exploitations familiales agricoles prenant en compte l'amont (cultures pérennes et vivrières / maraîchères, élevages) et la mise en marché des produits,
 - Limité à la zone agro-forestière au sud du Cameroun, le Grand-Sud,
- Créer des complémentarités entre "programmes filières",
- Formation : renforcement des capacités et acquisition de nouvelles compétences,
- Diffusion des connaissances et innovations, valorisation des savoirs locaux,

Au moyen de :

- Programmes de recherche en partenariat : IRAD, Universités, développement, organisations professionnelles,...
- Projets de recherche originaux susceptibles de trouver des financements.

Dans ce cadre, des ateliers sont prévus pour créer des relations constructives entre partenaires permettant d'élaborer et de porter des projets de recherche novateurs, spécifiques au PCP, et susceptibles de drainer des financements, indispensables à leur réalisation.

1.6.2. Les produits attendus

- Des projets de recherche bénéficiant de financements adaptés aux besoins,
- Des formations diversifiées (stages, DEA, thèses, ...),
- Des référentiels techniques diffusés au niveau des organismes chargés du développement,
- Des valorisations sous forme de publications des chercheurs impliqués, de synthèses bibliographiques,
- Un impact à mesurer sur le développement des exploitations familiales agricoles,
- Des séminaires et conférences permettant de faire connaître le PCP et ses produits.

2. OBJECTIFS, METHODES ET MODALITES D'ACTION

2.1. Les objectifs et produits attendus de l'Atelier 1

2.1.1. Objectifs de l'atelier

L'objectif de l'atelier est d'enrichir les propositions formulées en 2002, centrées sur une approche "agrotechnique" de la production et de l'exploitation agricole, par des approches socio-économiques et géographiques (telles que la commercialisation et la mise en marché des produits en fonction des grandes zones de production, apparu comme un thème prioritaire).

Cet enrichissement est réalisé à travers une approche de l'organisation du territoire, son fonctionnement, les dynamiques en cours et les problèmes posés (bassins de production, mise en marché, zones de consommation, relations rural / urbain, zones enclavées, ...) et les conséquences qui en découlent sur les exploitations : thématiques de recherche à identifier.

2.1.2. Produits attendus de l'atelier

- La définition d'un nombre très limité de grandes thématiques de recherche spécifiques au PCP et prioritaires au Sud du Cameroun,
- L'engagement personnel des participants pour constituer des réseaux de conception de projets novateurs en s'appuyant sur leurs expériences vécues, et l'engagement à poursuivre le travail amorcé par quelques rencontres nécessaires pour préciser les projets de recherche prioritaires à rédiger selon un cahier des charges spécifique au PCP,
- L'organisation d'un planning de rencontres, la répartition des tâches,
- Le rapport retraçant les différentes étapes de l'atelier, les apports de chacun.

2.2. Méthodes et modalités d'action

Les objectifs de l'atelier exigeaient, pour leur mise en œuvre, d'être basés sur 3 concepts clés : « efficacité, innovation, et partenariat ». Ces défis ont, en grande partie, été relevés grâce aux méthodes mises en œuvre, aux choix qui en découlent, ainsi qu'aux activités qui ont été envisagées.

2.2.1. Les défis

Trois jours seulement pour donner des perspectives concernant l'exploitation familiale agricole qui soient stimulantes, réalistes et acceptées par tous, cela supposait notamment :

- D'être efficace, c'est à dire de dégager en peu de temps une première ébauche de thèmes et des grands axes de recherche à explorer sans trop entrer dans les détails. Ce difficile équilibre entre l'accessoire et l'essentiel a été permanent. De nombreux points, bien identifiés n'ont pas pu être totalement explorés durant l'atelier. Mais les rencontres prévues dans les mois qui viennent devraient pouvoir s'y atteler et explorer plus à fond ce qui n'a été qu'ébauché.
- D'être créatif et novateur, cela supposait d'ouvrir des perspectives nouvelles par rapport aux travaux réalisés, de laisser libre court à l'imagination et à la créativité, mais aussi de tenir compte

de la réalité vécue par les participants. Ouverture et réalisme ont été deux axes de préoccupation pour identifier les objets de recherche à explorer dans une perspective de recherche finalisée.

- De travailler en partenariat, c'est à dire de n'exclure personne, de donner la parole à tous les participants, de leur laisser la possibilité de s'exprimer avec suffisamment de précision pour bien se faire comprendre. Cela supposait d'intégrer des sensibilités différentes (agronomie, sociologie, économie, géographie...), de permettre des débats contradictoires mais aussi de déboucher sur des perspectives réalistes réunissant l'accord de tous sur de grands axes de recherche à explorer. Il s'agissait d'un partenariat d'idées, certes, mais aussi soucieux de construction inter-institutionnelle dans le but de construire des projets réalisables, acceptables par les bailleurs de fonds.

2.2.2. Les méthodes

Les méthodes mises en œuvre ont tenu compte des défis précédents. Elles ont essayé d'alterner des moments de créativité et de libre expression avec des moments de synthèse et de formalisation. Les thèmes identifiés ont été enrichis par les témoignages, les expériences vécues, mais aussi par les concepts et les méthodes mis en œuvre. Ces rythmes articulant « créativité – formalisation », « ouverture – expériences vécues » ont été respectés dans la mesure du possible. Ils ont structuré le programme de l'atelier.

Cependant, davantage que ces résultats eux-mêmes, ce sont les processus et les méthodes de travail qui sont à retenir dans une perspective de fonctionnement du PCP. Les résultats sont en effet transitoires, mais les méthodes et les principes d'actions (par exemple, essayer de «travailler en partenariat, construire collectivement des projets tenant compte de la réalité vécue par les petits exploitants agricoles, impliquer les chercheurs dans les projets participatifs, co-construits avec les utilisateurs, etc... ») même s'ils sont moins tangibles, sont tout aussi importants que les résultats eux mêmes.

Concrètement les hypothèses de travail et les orientations retenues ont insisté sur :

- Une forte structuration des activités au début de l'atelier en leur donnant un caractère ludique et novateur. Ces activités ont cherché à impliquer les participants dans des démarches individuelles et collectives débouchant sur une première ébauche de thèmes et axes de recherche.
- Une articulation entre ces grandes orientations de recherche et des expériences vécues. Pour ce faire, la conduite de l'atelier a été plus libre (parfois plus confuse) mais riche.
- La prise en compte des suites à donner aux travaux réalisés dans la perspective d'élaborer des projets qui intéressent les bailleurs de fonds. Il s'agissait de passer des intentions aux réalisations. Dans ce cadre, la fin de l'atelier a été relativement moins structurée.

2.2.3. Les choix

Défis et méthodes ont débouché sur la programmation suivante de l'atelier :

J1

- Identifier et organiser des thèmes de recherche novateurs en partant d'un diagnostic de territoire (zonage) et des réactions individuelles que ce diagnostic suscitait,
- Organiser et socialiser ces réactions, dégager une première mise en cohérence de ces thèmes sous forme d'axes de recherche à privilégier dans le PCP.

J2

- Partir de 4 témoignages d'expériences vécues (sur 8 proposés) pour cerner les problématiques et travaux conduits par les participants,
- Articuler les thèmes novateurs identifiés précédemment (J1) avec les questions, soulevées par les 4 témoignages, des réalités rencontrées sur le terrain,
- Dégager les premiers éléments constituant les axes de recherche à privilégier.

J3

- Structurer les axes précédents, les approfondir dans une perspective de projet,
- Dégager les perspectives de travail pour les mois à venir,
- Et se doter des moyens organisationnels à mettre en œuvre pour les atteindre.

Cette programmation générale des activités s'est traduite par le planning suivant :

	18 mars	19 mars	20 mars	21 mars
	Global	Vécu	Synthèse	Restitution
9h à 10h	Ouverture Objectifs de l'atelier Produits attendus	Rappel synthèse J1 Objectifs et Programme J2	Rappel synthèse J2 Objectifs et Programme J3	
10h à 11h	Objectifs et Programme J1	Exposé/discussion (1) Intégration pisciculture-agriculture en zone forestière camerounaise. (Victor Pouomogne)	Élaboration d'un cahier des charges pour projets PCP	Restitution Discussions Perspectives
11h à 12h	Zonage « Grand-sud Cameroun » Carte, grandes thématiques	Exposé/discussion (2) La possibilité de coopération entre une unité agro-industrielle et les petites exploitations dans le but de développer la petite unité familiale. (Jonas Tchakoa)	Conception et mise en forme de projets PCP en réseau	
12h à 13h	Réactions personnelles des participants au zonage : textes et Post-it	Exposé/discussion (3) Le devenir de l'exploitation agricole familiale face au développement du vivrier dans les Hautes Terres. (Marin Kueté)	Articulation avec les travaux antérieurs à l'atelier Perspectives	
14h30 à 15h30	Regroupement des Post-it sous forme de Méta-plan	Exposé/discussion (4) Caféiculture paysanne dans l'Ouest du Cameroun. (Isaac Tchouamo)	Préparation de la restitution	
15h30 à 16h30	Enrichissement des thèmes déjà formulés et expression de nouveaux thèmes	Discussion et identification des thèmes		
	Grille d'analyse des projets en J2			

2.2.4. Les modalités d'action : rôle des équipes de synthèse

Fonctionnant à des moments-clés de l'atelier, sur la base du volontariat, l'équipe de synthèse a joué un rôle de proposition très important tant au niveau des dynamiques sociales que dans la structuration des thèmes et axes de recherche. Par ailleurs, c'est au sein de cette équipe, initialement conçue comme éphémère et sans mandat explicite, que différents leaders se sont proposés comme animateurs des rencontres prévues à Dschang, Douala et Yaoundé, au cours des prochains mois.

Fonctions

Schématiquement, cette équipe de synthèse s'est fixée les principaux objectifs suivants :

- Faire le point de la situation et prendre en compte l'état d'avancement des travaux en cours,
- Identifier les hypothèses et propositions à faire à l'ensemble des participants pour structurer les travaux en cours (*Ex : en première journée, c'est cette équipe qui a identifié les axes de structuration permettant d'organiser l'ensemble des "post-it"*),
- Soumettre ces hypothèses et propositions à l'ensemble des participants pour qu'ils en prennent acte, les acceptent et les transforment si nécessaire. Dans tous les cas une validation sociale des propositions faites par le groupe de synthèse s'est avérée indispensable.

D'une façon générale ce rôle d'incitation et d'aide à la créativité collective de cette équipe a été d'autant mieux assumé que la réactivité et la créativité de l'ensemble des participants ont été très vives, quelle que soit leur institution d'origine.

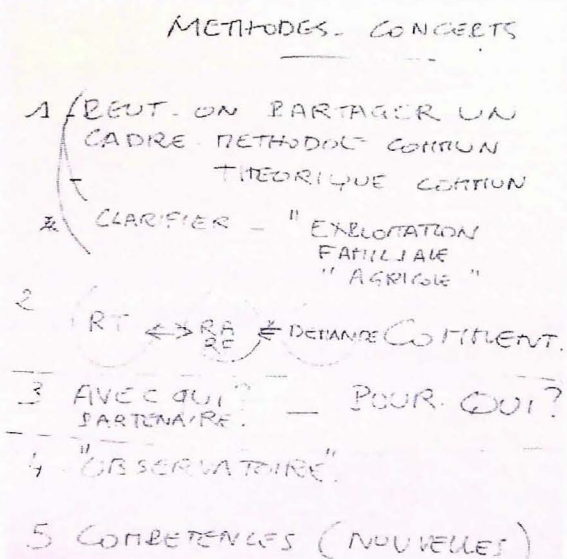
Composition

Cette équipe a réuni chaque jour 5 à 6 personnes (environ la moitié de chercheurs nationaux et expatriés) qui se sont retrouvées de façon spontanée (généralement en fin de matinée).

Perspective

C'est au sein de cette équipe que :

- Les trois animateurs se sont proposés pour organiser les prochaines rencontres à Dschang, Douala et Yaoundé entre avril et juin,
- Les fonctions et les travaux à réaliser par ces animateurs ont été définis,
- Le programme de la prochaine rencontre de Dschang a été discuté.



3. ACTIVITES - ZONAGE ET IDENTIFICATION DES AXES DE RECHERCHE

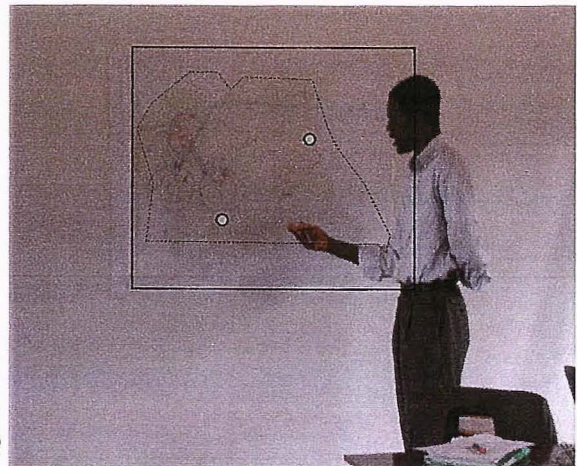
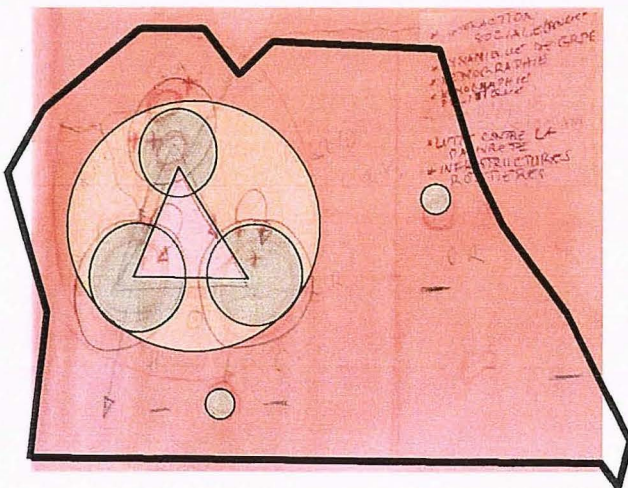
3.1. Zonage

Le zonage a été l'acte inaugural de l'atelier 1 du PCP. Il a été une «entrée en matière» inscrivant le territoire à part entière dans une démarche centrée sur l'exploitation familiale agricole. Ce zonage de l'ensemble du « Grand-sud Cameroun » marquait également la volonté de prendre du recul, de changer d'échelle d'analyse et d'action pour ne pas se préoccuper uniquement des questions internes (ou situées à l'immédiate périphérie) de l'exploitation. De plus les situations très contrastées au sein de ce grand territoire étaient génératrices de réactions autant individuelles que collectives. Ces dernières ont constitué le « matériau de base » sur lequel allait se dérouler la suite de l'atelier.

3.1.1. Objectifs

Compte tenu des orientations précédentes, ces objectifs sont à la fois :

- Géographique : il s'agit d'abord de montrer comment s'organise et évolue le « Grand-sud Cameroun » en mettant l'accent sur les facteurs et les déterminants qui expliquent la diversité, les contrastes ainsi que les dynamiques et les inerties de ce territoire.
- Pédagogiques et événementiels : c'est en demandant à un des participants de l'atelier (en l'occurrence M. Théophile Assongmo, professeur de géographie à l'Université de Dschang) de représenter sa vision du « Grand-sud Cameroun » devant tous les participants sur un support cartographique que se crée une appropriation collective. L'intention est de provoquer, en même temps que cette appropriation, des interrogations et des réactions personnelles dans le but de les socialiser ultérieurement.



3.1.2. Méthode

Trois « événements » en interaction sont mis en œuvre au cours de ce zonage :

- Un jeu de questions – réponses, organisé en étapes bien identifiées (1/description, 2/explication et 3/rappel des dynamiques territoriales qui se développent dans le « grand sud » camerounais), permet d'expliciter de façon formelle ce que les participants savent de façon implicite ;

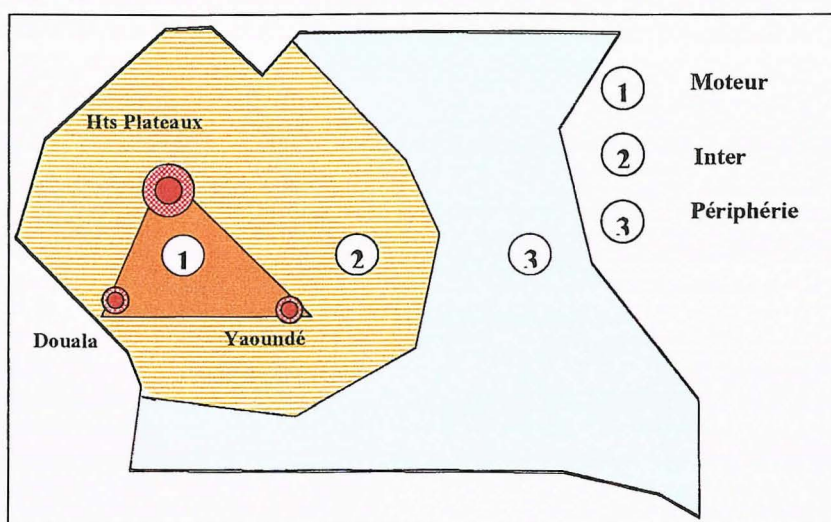
- Une représentation cartographique accompagne ces questions-réponses et permet de visualiser en même temps sur un support initialement neutre (une carte réduite à quelques points de repères : villes et routes). Cette représentation cartographique qui accompagne le discours permet un passage immédiat du « mental » au « formel ». Cela se fait apparemment sans effort, presque spontanément, en s'appuyant sur des faits (pôles urbains, infrastructures routières...), ou des facteurs immédiatement perceptibles (démographie, demande alimentaire urbaine...);
- Des réactions : l'interaction « questions-réponses » et « représentation cartographique » ne laisse pas indifférents les participants mais suscite de leur part des réactions et des interrogations. Le but (comme nous allons le voir dans le déroulement des activités qui suivent) est de formaliser ces réactions d'abord individuellement puis collectivement. Le choix a été de passer par une étape écrite avant de passer à une expression orale individuelle puis collective

3.1.3. Résultats : trois "Grand-sud Cameroun"

Trois « Grand-sud Cameroun »

Les résultats cartographiques sont particulièrement parlants. Ils mettent en évidence des situations très contrastées faisant intervenir :

- *Un centre moteur* articulé autour de Yaoundé, Douala et les Hauts plateaux de l'Ouest,
- *Une périphérie intégrée* située au contact de ce triangle moteur,
- *Une périphérie « lointaine »* : certains ont employé le terme "d'abandonnée", située à l'Est et au Sud du triangle moteur



Plusieurs facteurs, constats et défis ont été mis en évidence à la lecture de cette carte simple et contrastée, notamment :

1. l'aménagement du territoire et l'importance des infrastructures routières. Les routes reliant les Hauts plateaux, Douala et Yaoundé sont de bonne qualité et structurent le moteur économique et géographique du Grand-sud Cameroun.
2. L'importance de la démographie que ce soit :
 - dans les zones très denses comme dans les hauts plateaux avec pour conséquence de fortes pressions foncières et les problèmes qui en résultent,
 - dans les zones de faible densité situées à la périphérie du triangle moteur,
 - dans les zones urbaines et péri-urbaines.
3. Les dynamiques sociales : relations interethniques – urbain/rural.
4. Les problèmes de pauvreté, en partie liée à la chute des prix des cultures commerciales, sur le marché mondial et à l'urbanisation très forte des grandes villes.

3.2. Réactions - Réalisation d'un Méta-plan ¹

Cette activité est directement liée au Zonage précédent. Elle consiste à formaliser les réactions des participants et à les organiser dans la perspective de faire émerger des thèmes de recherche jugés importants et novateurs et susceptibles d'être pris en compte dans le PCP.

3.2.1. Objectifs

Ils sont à la fois :

Opérationnels :

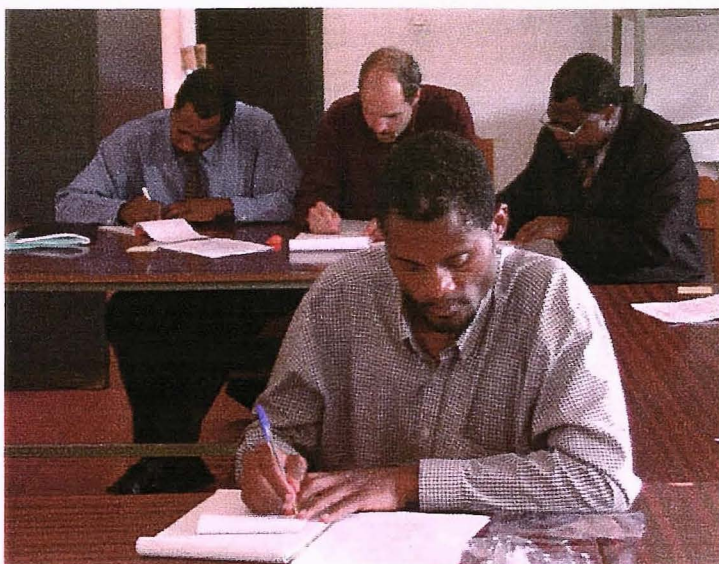
Le diagnostic territorial (zonage) pouvait, à la fois, être contesté et enrichi en fonction de l'activité, de l'expérience et de la réflexion de chaque participant. Dans cette perspective il était intéressant :

- D'explorer davantage les ouvertures provoquées par les contrastes territoriaux mis en évidence (amplifier le champ du possible) en prenant en compte toutes les réactions que cela suscitait (*Ex : le moteur géographique et économique mis en évidence correspond également à la localisation des chercheurs et des centres de recherche alors que les zones périphériques sont délaissées*),
- D'explorer les conséquences immédiatement perceptibles en terme de conséquences directes sur l'activité de chacun (*Ex : modalités d'insertion de la recherche dans les circuits géographiques, économiques, sociaux, et articulation avec les politiques nationales*),
- De formaliser de façon succincte les éléments du débat qui devait s'instaurer après le « zonage ».

Pédagogiques

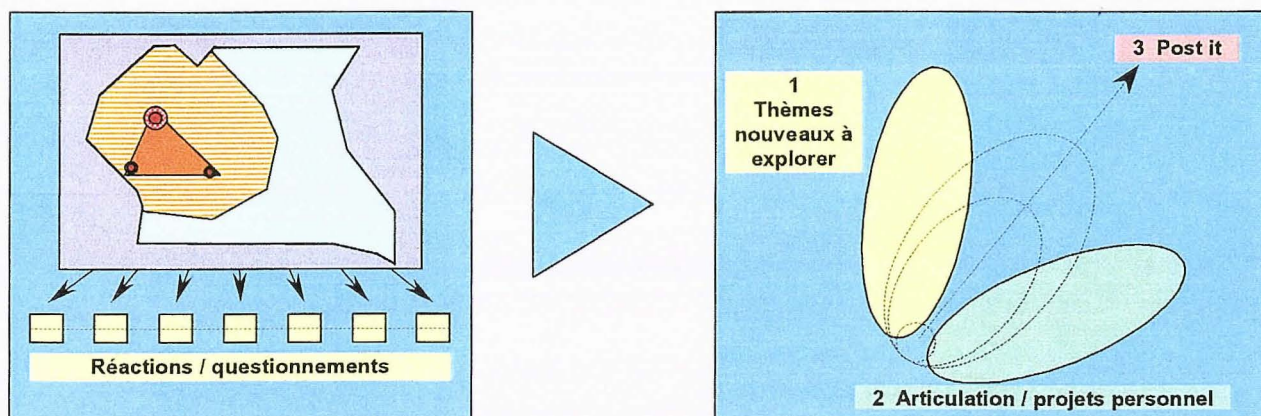
Le défi rencontré à cette étape du déroulement de l'atelier était double. Il s'agissait en effet de :

- Donner à tous les participants la possibilité d'identifier, de formaliser et de développer ses réactions personnelles avant de les exprimer dans un débat collectif,
- Mémoriser ces réactions pour les consulter ultérieurement et les valoriser si nécessaire.



¹ Méthode de communication visuelle (mise en œuvre dans l'atelier par un jeu de « post-it ») permettant aux participants de s'exprimer et de débattre de leurs points de vue dans un esprit de compréhension mutuelle.

3.2.2. Méthode



Trois types de réactions individuelles ont été sollicités de la part de chaque participant. Elles ont volontairement été distinguées de façon à ne pas mélanger ce qui était de l'ordre de la réaction générale, sans implication personnelle et ce qui était en relation forte avec l'activité professionnelle. Un « résumé synthétique » de ces deux approches sous forme de quelques mots (éventuellement une phrase) écrits sur des « post-it » a été demandé pour disposer d'un matériau facile à utiliser ultérieurement de façon visuelle sur un tableau (Méta-plan).

- **Réaction 1 (écrite)**: Quelles sont les dynamiques, problèmes et défis qui me semblent les plus intéressants par rapport au zonage réalisé ? (*préciser, argumenter*) ;
- **Réaction 2 (écrite)** : En quoi mes activités actuelles (*préciser*) sont-elles concernées par les contrastes territoriaux mis en évidence ? Quelles perspectives en découlent par rapport à l'élaboration de projets novateurs que je pourrais mettre en œuvre dans le cadre du PCP ?
- **Réaction 3 (écrite et synthétique)** : Rédiger 1 à 3 « post-it » résumant en quelques mots les réactions précédentes sous forme de mots clés.

La première étape du « méta-plan » a été réalisée en collant ces « post-it » sur un tableau. Ce dernier résumait de façon *visuelle et exhaustive* les réactions de tous les participants. Deux actes symboliques ont accompagné ce passage d'un « Je » à un « Nous », c'est-à-dire une première socialisation des réactions personnelles :

- La lecture des documents écrits, devant les participants, pour qu'ils deviennent un bien collectif ,
- Le fait de coller un ou plusieurs post-it sur un tableau, qui devient alors le support physique d'un ensemble d'idées inorganisées, à structurer, sous forme de connaissances (thèmes et axes de recherche à construire collectivement).

Tous les éléments d'un débat étaient alors réunis pour identifier des éléments importants à prendre en compte dans le PCP en partant des principales réactions personnelles des participants de cet atelier (*voir en annexe les "réactions personnelles" des 20 participants*).

3.3. Axes de structuration (organisation du Méta-plan)

Cette activité s'inscrit dans la suite logique des deux précédentes (1/zonage et 2/ première étape de construction du Meta-plan résumant les réactions des participants). Le résultat attendu était un classement visible, négocié, cohérent et accepté par tous les participants qui permette une première identification raisonnée et collective des thèmes de recherche à prendre en compte dans le PCP

3.3.1. Objectifs

Ils sont à la fois :

Opérationnels et permettent :

- D'identifier les grandes problématiques, thèmes et axes de recherche à prendre en compte dans le PCP, s'inscrivant dans la perspective d'enrichir ceux qui avaient déjà été travaillés,
- De commencer à approfondir ces nouveaux thèmes en se situant dans une perspective de *recherche finalisée / développement* en plaçant l'exploitation familiale agricole au cœur des réflexions,
- De mettre en évidence les interactions entre ces grands thèmes, de ne pas les isoler les uns des autres, mais de favoriser leur articulation, les synergies et les complémentarités.

Pédagogiques et visent à :

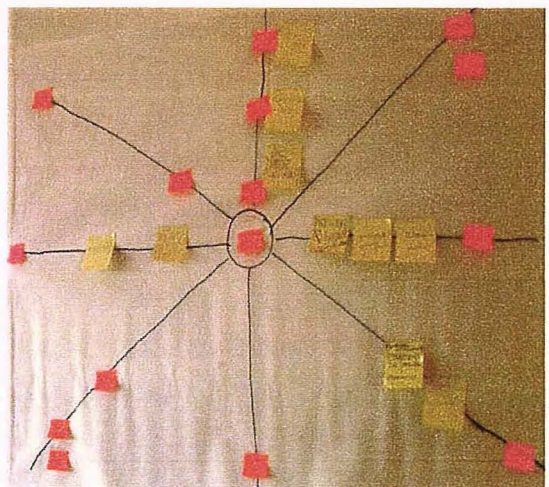
- Passer des réactions individuelles à une construction collective recueillant un accord de tous les participants sur les points essentiels à prendre en compte dans le PCP,
- Intégrer, négocier, articuler les différents points de vue et sensibilités disciplinaires (géographie, économie, écologie...) où liées aux sciences de l'ingénieur (agronomie, élevage-pisciculture) tout en dégagant des axes forts liés à des perspectives d'actions collectives ;

3.3.2. Méthode

La méthode est visuelle et interactive. Elle consiste à :

- Situer au centre du tableau (méta-plan) l'exploitation familiale agricole,
- Tracer des axes (au nombre de 4) qui se recoupent au centre du tableau ("rose des vents") et organisent le méta-plan en pôles antagonistes,
- Coller les « post-it » sur ces axes, en groupes les plus cohérents possibles.

Sur les 4 axes initialement retenus, 2 d'entre eux ont été modifiés au cours du débat de façon à bien ajuster les points de vue à la mise en cohérence collective du méta-plan. Un fois ces axes globalement structurés, il a été par la suite relativement aisé d'identifier les principaux thèmes à prendre en compte.

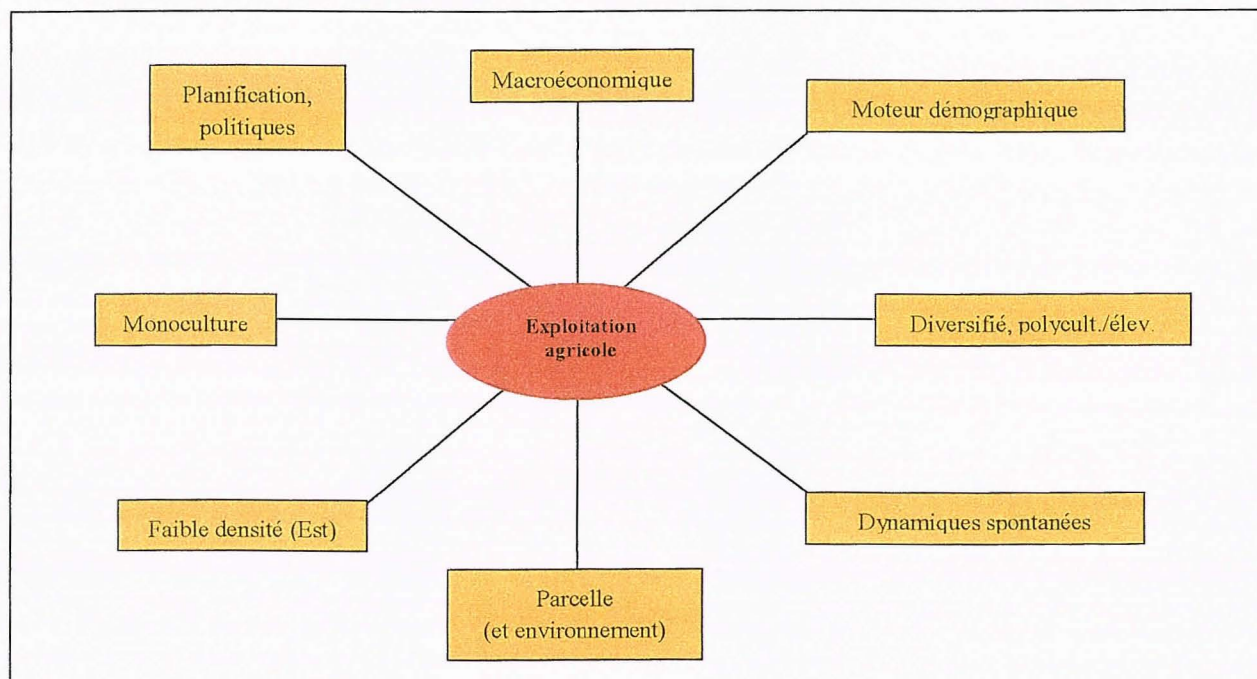


3.3.3. Résultats

Les axes proposés et adoptés sont les suivants :

- *Monoculture / Polyculture-élevages,*
- *Micro / Macro : changements d'échelles de la parcelle aux marchés et à l'environnement macroéconomique,*
- *Planification et politiques / Dynamiques spontanées,*
- *"Moteurs" du développement / Zones de faibles densités.*

« Rose des vents » proposée :



Réactions :

- Il convient de ne pas systématiquement rapprocher les "dynamiques spontanées" et les zones défavorisées, ou marginalisées, ou peu peuplées (dans l'Est), car ces dynamiques spontanées existent aussi dans des zones de forte population.
- Pour les zones Est et Sud, les questionnements sont orientés sur les fronts pionniers forestiers, le développement agro-forestier, ou le devenir des forêts en général, qu'il faudra considérer par la suite en associant des chercheurs spécialisés dans ces domaines.
- Les enjeux majeurs autour de cette "rose des vents" pourraient être : sécurité alimentaire et sécurisation des revenus des producteurs agricoles.
- Prendre en compte le document de politique agricole élaboré au Cameroun et voir comment ces propositions s'y insèrent.

3.4. Analyse de la construction d'un axe (approfondissement du Méta-plan : exemple axe Mono / Poly)

L'axe « Mono / Poly » a été retenu à titre d'exemple car il reprend en partie les orientations de recherches identifiées en 2002 (Mise au point d'innovations techniques) tout en les enrichissant par de nouveaux thèmes de recherche susceptibles de s'intégrer au PCP.

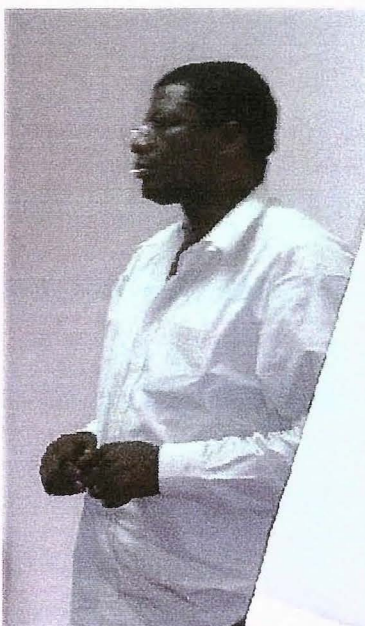
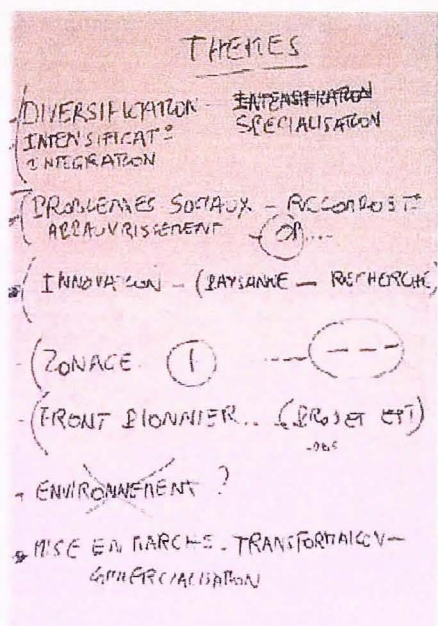
3.4.1. Objectifs

- Une bonne identification du contenu de l'axe « Mono / Poly » du Méta-plan,
- Un classement visible, négocié, cohérent et accepté par tous les participants des thèmes de recherche à prendre en compte dans cet axe,
- L'enrichissement des travaux déjà identifiés en matière agro-technique, en 2002.

3.4.2. Méthode

Cette construction est empirique et se réalise au fur et à mesure du dépouillement des « post-it ». Trois étapes principales ont marqué cette construction :

- La lecture de chaque "post-it" permettant de préciser son contenu,
- Une appréciation sur la bonne position du « post-it » sur l'axe, voire son déplacement sur d'autres axes,
- Première identification des thèmes à prendre en compte dans le PCP.



3.4.3. Résultats

Résultat 1 : la construction de l'axe "Mono / Poly"

Les thèmes de recherche émergents sur cet axe sont :

- La gestion de l'exploitation agricole,
- La gestion du risque dans les stratégies de diversification,
- Comprendre et accompagner les choix et les déterminants de la diversification,
- Les associations culturelles, les intégrations agriculture / élevage / pisciculture : associations optimales et durabilité, efficacité, complémentarités.

Remarques :

- Au niveau du "contexte" qui entoure cet axe on peut considérer :

- Que la monoculture en exploitation familiale agricole au Cameroun n'existe pas (ou très rarement).
- Qu'il existe une grande diversité des exploitations (paysans sécurisés, paysans en situation de survie, etc.).
- Qu'il y a une grande variété de situations, de pratiques pour une même culture, etc.
- Il convient dès lors d'approfondir ce que l'on entend plus précisément par "exploitation familiale agricole".
- Dans l'intitulé de cet axe, faire ressortir la diversification "agriculture / aquaculture".

Les enjeux autour de cet axe sont :

- Sécurisation, durabilité et enrichissement de l'exploitation familiale,
- par le biais du renforcement des synergies entre cultures, avec l'élevage.

Les questions posées par cet axe sont :

- Quels sont les objectifs de l'exploitant, quelles sont ses règles de décision ?
- Quel est le savoir des paysans, comment le valoriser ? Donner aux producteurs la capacité de s'auto analyser ? C'est une approche différente de celle de la recherche participative.
- Quels sont les déterminants de la diversification ?
- Est-ce que la diversification est une réponse à la durabilité recherchée ?
- Comment favoriser l'intégration entre cultures, entre élevages et cultures ?
- Est-ce que la diversification est une réponse toujours adéquate, satisfaisante (par exemple l'est-elle aussi pour l'approvisionnement des villes) ?
- Rôle des cultures pérennes par rapport aux autres productions (vivrier, maraîchage) ?

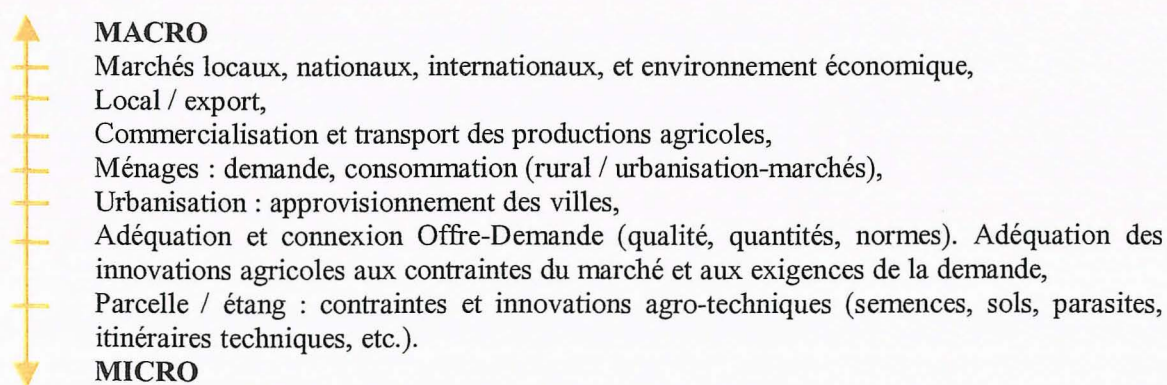
Résultat 2 : présentation des trois autres axes

Parmi les 3 autres axes, deux ont été explicités par un regroupement en thèmes.

Le 4^{ème} axe n'a pu être détaillé en séance, mais la liste des idées émises via les "post-it" est reportée ci-après.

Axe "Micro, parcelle / Macro, marchés".

La lecture des "post-it", du haut en bas sur cette représentation de l'axe, amène les participants à proposer une synthèse autour des thèmes suivant :



Remarques :

- Proposition de démarrer par une recherche bibliographique approfondie car de multiples études existent déjà, qu'il faut connaître avant de faire de nouvelles recherches,

- Intégrer une question majeure : quel est l'impact des infrastructures sur le développement des exploitations (en fronts pionniers, etc.) ?

Axe Planification-politiques / Dynamiques spontanées

La lecture des "post-it" sur cet axe amène les participants à proposer une synthèse autour des thèmes suivant :



PLANIFICATION, POLITIQUES

Rôle de la recherche dans la définition des politiques,
Organisations professionnelles : efficacité, différenciation selon les zones, typologie,
Négociation / représentation des exploitations auprès des institutions,
Modes de coordination producteurs / agro-industries, changements liés à la privatisation,
Dynamiques de changements : observatoires, typologies
Innovations paysannes sans la recherche,
Réseaux d'information.

DYNAMIQUES SPONTANÉES

Axe "Moteur" de développement / Faible densité démographique - zones marginales

Le regroupement synthétique n'a pu être effectué, par manque de temps.
Lecture brute des "post it" :



"MOTEUR"

Démographie
Migrations
Régime foncier
Filières vivrières = moteur
Moteurs : flux, infrastructures, demande, démographie
Facteurs socio-économiques et institutionnels qui expliquent les liens entre les zones
Activités génératrices de revenus
Contraintes de développement des cultures hévéa et palmier dans l'Est
Fronts pionniers
Absence de développement dans l'Est
Distribution "anormale" des spéculations agricoles sur le territoire : vulgarisation ?
Migration de main-d'œuvre en zones faiblement peuplées : modalités et conséquences
Promotion d'efforts de recherche / développement dans l'Est

ZONES MARGINALES, FAIBLE DENSITÉ

4. EXPERIENCES VECUES - RESULTATS ET IDENTIFICATION DES THEMES DE RECHERCHE DU PCP

Il était indispensable que les axes de recherche identifiés lors de la première journée soient enrichis par des expériences vécues. Pour ce faire, 4 exposés (sur 8 proposés - voir annexe) ont été présentés oralement, puis discutés en assemblée plénière. Les axes ont ainsi été enrichis et mieux structurés. Pour chacun d'eux, des thèmes et des projets apparaissent, mais tout un travail de clarification et de formalisation reste à faire pour les présenter aux bailleurs de fonds.

4.1. Objectifs

- Connaître les expériences vécues (objectifs, partenariat, résultats, perspectives...),
- Partir des questions soulevées dans ces prestations pour mieux comprendre les situations rencontrées par les exploitations familiales : *place de la pisciculture, dynamique des exploitations de palmier à huile situées à la périphérie des agro-industries, développement du vivrier dans les exploitations des Hautes Terres de l'Ouest, crise des exploitations ayant le café comme culture commerciale,*
- Approfondir les thèmes, les concepts et les méthodes de travail : c'est à cette occasion que le concept de « exploitation familiale agricole » est apparu comme particulièrement important et a donné lieu à une définition collective de ce concept.

4.2. Méthode

Exposé,

Discussion de précision, de compréhension et d'approfondissement,

Réexamen des axes identifiés le J1 et nouvel apport des expériences vécues,

Approfondissement des concepts méthodes et vécus,

Identification des thèmes de recherche et premières idées de projets.



Intégration Pisciculture
Agriculture en zone forestière
camerounaise



La possibilité de coopération
entre une unité agro-industrielle
et les petites exploitations dans
le but de développer la petite
unité familiale.



Le devenir de l'exploitation
agricole familiale face au
développement du vivrier
dans les Hautes Terres



Caféiculture paysanne dans
l'Ouest du Cameroun

4.3. Résultats

4.3.1. Présentations / discussions autour des expériences vécues²

Quatre chercheurs ont exposé leur projet. Nous proposons ici un résumé des débats (les textes et éléments de débats complets sont en annexe).

- Développement des systèmes intégrés Pisciculture / Agriculture en zone forestière camerounaise.

Victor Pouomogne (IRAD Foumban)

Débat résumé :

On retiendra de ce débat la mise en évidence de thèmes à approfondir sur :

- Les liens entre la production piscicole et les débouchés (commercialisation, post-récolte, mise en marché),
- Le rôle des organisations (professionnelle, de vulgarisation, etc.) dans la diffusion des technologies piscicoles, la diffusion d'information sur les marchés, les prix de vente, l'animation du secteur d'activité, etc.
- L'intégration et les flux de matières organiques dans l'exploitation : synergies optimales,
- Modèles techniques et intensification agricole,
- Qualité / santé,
- Les moteurs de l'adoption d'une innovation (production piscicole).

- Partenariat entre l'agriculture de plantation industrielle et l'agriculture paysanne pour le développement de la petite exploitation familiale

Jonas Tchakoa (Université de Dschang)

Débat résumé :

Le débat a porté autour de l'approfondissement des recherches sur :

- Les relations "usine / agriculture familiale" : types de contrats, confiance / transparence, mise en marché,
- Les conditions de survie de l'exploitation familiale dans un contexte de libéralisation (privatisation des usines, insuffisance des organisations professionnelles agricoles, etc.),
- L'efficacité et la rentabilité de systèmes "industries / plantations familiales", une réflexion sur les alternatives (artisanat).

Il porte aussi sur une question d'orientation du PCP en terme de méthode :

- A qui s'adresse notre recherche, notamment dans le cadre du PCP : s'agit-il d'une recherche finalisée (articulation forte avec la demande ou les utilisateurs, articulation avec l'action) ou orientée vers la compréhension des mécanismes (effet plus interne) ?

² Les textes des présentations, y compris celles présentées oralement, sont données en Annexe. Les éléments complets des débats sont également fournis en Annexe.

- Le devenir de l'exploitation agricole familiale face au développement du vivrier dans les Hautes Terres

Martin Kueté (Université de Dschang)

Débat résumé :

Les débats ont porté sur :

- Les méthodes :
 - Quelles entrées privilégier : par l'espace, par l'exploitation agricole, par l'Etat ?
 - Comment rendre cette recherche pluridisciplinaire, pour quel enrichissement ?
- Pour certains, chacun peut traiter individuellement une question spécifique à l'intérieur d'un thème, pour d'autres, les questions doivent être traitées en même temps par des groupes de personnes aux compétences différentes, avec des entrées complémentaires.
- La place des cultures pérennes. Débat entre deux positions : l'une qui place les cultures pérennes comme source de revenu monétaire avec par-là une fonction singulière (et donc une culture non-substituable), l'autre qui précise que les cultures vivrières peuvent remplir le même rôle si on accepte de passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture marchande, et que dans de nombreux cas c'est ce que l'on constate dans le cadre d'une recomposition des économies,
- Le lien entre pression démographique et accumulation, productivité, industrialisation,
- Actuellement l'absence de moyens pour financer les projets (Université) conduit à des études de type "compréhension", souvent faites par les étudiants (mémoires, thèses) encadrés par la faculté, mais pas de type recherche-action.

- Caféculture paysanne dans l'Ouest Cameroun

Isaac Tchouamo (Université de Dschang)

Débat : non réalisé par manque de temps.

4.3.2. Discussion sur les méthodes, les moyens et les partenaires

Ces exposés et les débats qui ont suivi ont permis de dégager cinq points à discuter :

1. Peut-on (faut-il) partager un cadre méthodologique et théorique commun ? Notamment émerge un besoin de clarifier les concepts, par exemple celui de "exploitation agricole familiale".
2. Quelle articulation formule-t-on dans le PCP entre : a) recherche finalisée, b) recherche fondamentale et c) demande sociale ?
3. Un PCP : Avec qui (quels partenariats) ? Pour qui ? (qui en sont les bénéficiaires ?)
4. Observatoires : faut-il en mettre en place ?
5. Compétences : sont-elles toutes réunies par rapport aux thématiques émergentes dans les débats ?

Synthèse des débats :

4.3.2.1. Cadre méthodologique commun, quels concepts ?

Les participants soulignent que venant de disciplines différentes, chacun aura des méthodologies et des concepts spécifiques, pouvant varier d'une discipline à l'autre.

Il est souligné l'intérêt de cet état de fait dans la mesure où les méthodes peuvent s'avérer complémentaires pour éclairer une situation. Mais il est aussi admis que cela suppose :

- Un apprentissage partagé (réciproque) et progressif : au fur et à mesure des discussions et échanges entre membres d'une équipe pluridisciplinaire qui travaille autour d'un même thème,
- Une mise au point en commun et une définition minimale commune, quant à certains concepts clés (ex : exploitation familiale agricole).

L'exploitation familiale agricole est définie par le groupe au moins par les entrées communes suivantes :

- petite taille,
- une famille,
- des moyens de production : terre, outils, main-d'œuvre familiale essentiellement,
- l'accès à ces moyens,
- un revenu,
- des connaissances, un savoir-faire.

Mais certaines entrées ne sont pas clarifiées : quid d'une exploitation à l'échelle d'une famille mais dont la force de travail est majoritairement dépendante de main-d'œuvre salariée ?

Sont, par contre, exclues de l'exploitation familiale agricole :

- L'exploitation de type industriel,
- "L'élite" qui crée une exploitation agricole à distance, les investisseurs urbains.

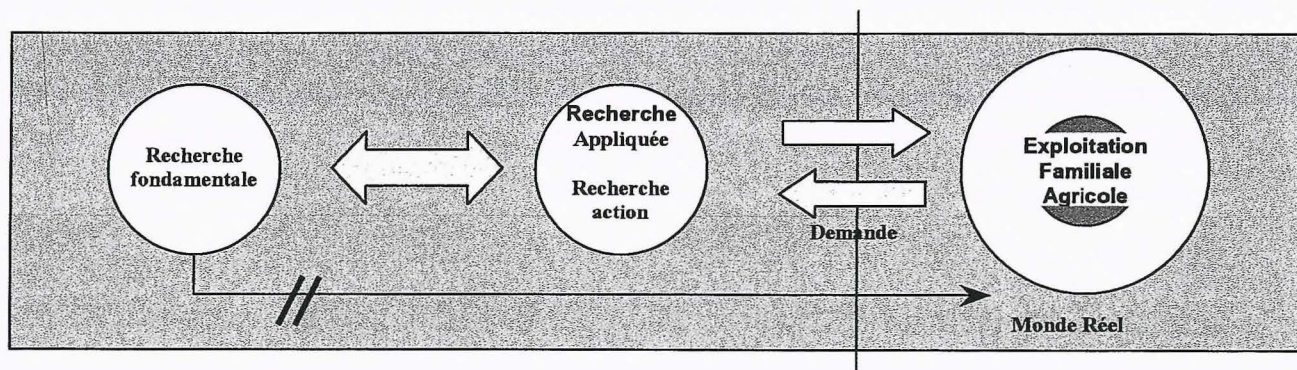
4.3.2.2. Articulation entre types de recherches

a) Quelques éléments de réflexion sur les relations : Monde réel / Recherche finalisée / Recherche fondamentale (Yves Clouet)

Les relations chercheurs / acteurs concernant l'exploitation familiale agricole

La prise en compte de l'exploitation familiale dans le PCP donne une place centrale aux relations entre chercheurs et exploitants. Ces relations évoluent à la fois dans leur contenu comme dans les comportements, les négociations, les rôles des chercheurs et des acteurs.

Ces questions posent, de façon directe, la place de la recherche appliquée et fondamentale vis-à-vis des petites exploitations et du monde agricole en général (rural, urbain, péri-urbain...).



Les relations acteurs (exploitants) / chercheurs dans les processus d'innovation,

La fin d'une vision linéaire des relations chercheurs / exploitants

C'est une banalité de dire aujourd'hui que le transfert des acquis de la recherche est fortement remis en cause. Il incombait autrefois à la recherche d'élaborer des modèles et des produits. Aux dispositifs d'encadrement d'en assurer la démonstration et le bien fondé, aux acteurs de les adopter. Devant les échecs lors des transferts de nouvelles techniques, les chercheurs et les vulgarisateurs se sont interrogés sur les causes de non-adoption.

Mise en œuvre de projets associant Chercheurs et Exploitants

L'émergence de projets associant chercheurs et acteurs n'est pas chose aisée. Il s'agit d'une part pour les chercheurs de bien comprendre les situations, les problèmes, les demandes des acteurs. Pour ce faire les chercheurs parlent de diagnostic. Parfois longs mais indispensables ces derniers ne permettent pas de résoudre les problèmes rencontrés, ils permettent de comprendre les situations rencontrées, mais reste à agir ou plutôt à créer une interaction forte entre chercheurs et exploitants.

Dans ce contexte, les projets de recherche en partenariat supposent un processus de construction d'objets, de questions, de travaux en commun entre chercheurs et exploitants – *Les projets pisciculture en sont une excellente démonstration*. Cela suppose de la part du chercheur notamment une capacité de prendre en compte le point de vue de l'exploitant, de comprendre ses contraintes, ses difficultés et de construire ensemble les moyens de résoudre les problèmes rencontrés.

Stimuler la capacité d'innovation des exploitants

Les exploitants n'attendent pas l'arrivée des chercheurs pour résoudre leurs problèmes. Ils sont capables d'innover et de résoudre en partie les problèmes qu'ils rencontrent. Une recherche stimulant une réflexion collective (groupe de référence) est souvent très innovante et efficace (biblio à exploiter).

La place de la recherche fondamentale

Certaines difficultés ne peuvent être résolues par une réflexion-action en situation. Des recherches plus poussées autant dans le domaine des sciences de l'ingénieur (agronomie, élevage) que dans les sciences sociales sont indispensables pour comprendre et améliorer les techniques, les flux de produits, la gestion des ressources....

b) Débat des participants :

Chaque institution doit se positionner par rapport à son mandat. Pour l'IRAD il est clair qu'il s'agit d'une recherche finalisée. Mais les frontières entre recherches fondamentales et appliquées, ou finalisées sont floues. La pluridisciplinarité devrait conduire à une recherche finalisée. Elle n'empêche pas des chercheurs d'approfondir de façon plus académique une recherche fondamentale...

Les participants conviennent dans tous les cas de :

- Partir de la demande,
- Analyser cette demande,
- Trouver des solutions applicables.

4.3.2.3. Partenariat et bénéficiaires du projet

La réponse à la question : "avec qui" travailler dans le cadre du PCP passera par une démarche en trois points, réalisée pour chacun des thèmes du PCP :

- Identification des partenaires potentiels, des opérateurs concernés par la filière, des territoires, etc.
- Choix des partenaires avec qui tisser des liens de travail,
- Développement d'une capacité à négocier avec ces partenaires et à gérer des conflits présents.

Quant aux bénéficiaires du PCP, il est établi qu'ils seront :

- Les paysans, exploitants, organisations paysannes,
- Les structures de développement (Minagri, etc.),

- Les décideurs,
- Les chercheurs (valorisation scientifique, publications),
- Les nationaux mais aussi acteurs de la sous-région.

4.3.2.4. Observatoires

La notion d'observatoire induit la question du pas de temps du PCP. Il est rappelé que le PCP n'est pas en soi un projet à durée déterminée ; c'est un lieu de constitution et de gestion de plusieurs projets qui participent d'une même thématique générale, donc à durée indéterminée.

Les participants proposent de réfléchir au développement d'observatoires en ce qui concerne :

- les dynamiques de changement de façon à suivre l'évolution de la demande,
- les dynamiques spontanées sur lesquelles on constate un déficit de connaissance de la part des chercheurs et décideurs, notamment les zones de fronts pionniers de l'Est et du Sud.

4.3.2.5. Compétences

(Le thème n'a pas été abordé)

4.3.3. Définition des grands thèmes du PCP

A partir de ces deux premières journées de débats, une équipe de synthèse a été chargée de faire des propositions sur les grands thèmes émergents au cours des discussions, qui seraient consensuels et constitutifs du PCP.

Les thèmes proposés sont les suivants :

1. Diversification / Spécialisation, Intensification, Intégration.
2. Mise en marché, Commercialisation, Transformation.
3. Problèmes sociaux. Recompositions sociales. Appauvrissement. OPA.
4. Innovations. Innovation spontanée paysanne / Innovation portée par la recherche.
5. Zonage : disparités entre des zones Motrices et des zones Marginalisées.
6. Fronts pionniers, développement dans l'Est.
7. L'environnement (intégré dans toutes les thématiques).

Synthèse des débats :

Les participants ont d'abord réagi à la proposition, par l'équipe de synthèse, d'une liste de mots-clés, absents de ces propositions de thèmes, mais qui devraient aussi être constitutifs du PCP :

Foncier
Régionalisation
Mondialisation
Durabilité
Revenu, bénéfices
Substitution / complémentarité
Rentabilité
Gestion

Il est apparu ensuite, dans la discussion, que deux thèmes ressortaient très clairement : le thème de la diversification (1) et celui de la mise en marché (2). Finalement les participants ont proposé un troisième thème (regroupant les thèmes 3, 4, 5, et 6) sous le vocable : recompositions sociales et territoriales.

Finally, the assembly adopts 3 main themes which will be constitutive of projects generated within the PCP framework :

1. Diversification, spécialisation, intensification, intégration.
2. Recompositions sociales et territoriales.
3. Mise en circulation des produits.

4.3.4. Approfondissement de deux thèmes par une liste de proposition de projets

The participants established a list of projects which would be susceptible of being integrated within each of the three main themes. This was done, however, due to lack of time, only two themes were the subject of a debate. The projects were listed but have not yet been the subject of groupings (*à faire par la suite*).

Thème 1. Diversification / spécialisation, intensification, intégration

Proposition de projets bruts :

- Maintien de la fertilité dans les exploitations familiales agricoles de l'Ouest. Flux de main-d'œuvre, associations culturelles, agriculture / élevage, innovations.
- Complémentarités et limites de la diversification vivrière et maraîchère (et autres) dans les exploitations à base de cultures pérennes.
 - + Conditions d'adoption des cultures pérennes comme culture de diversification.
- Déterminants nationaux et internationaux des stratégies de diversification.
 - + Processus de prise de décision dans la diversification.
- Stratégies de production agricoles : intensification, diversification, complémentarités / substitutions. Et impacts : itinéraires techniques, main-d'œuvre, etc. par rapport au revenu. Et logiques paysannes (en lien avec "Déterminants des stratégies de diversification").
- L'agriculture sur les Hauts plateaux peut-elle être durable sans cultures pérennes ?
- Impact de l'intensification sur l'environnement en zones de savane et de forêts denses humides (étude comparative).
- Allocation des ressources entre les différentes cultures dans les exploitations familiales. Variations d'allocation des ressources par rapport à l'évolution de l'environnement (cours internationaux, etc.).
- Interdépendance / intégration des différentes activités agricoles dans une exploitation agricole.
- Emergence de nouvelles cultures face à l'évolution de la demande mondiale (plantes aromatiques, médicinales, etc.).
- Acceptabilité et qualité du matériel végétal et animal nouveau (pour la production de matériel végétal amélioré). En lien avec l'intensification des systèmes de production comme moyen de maintenir certaines cultures. Pérennité de l'accès au matériel végétal amélioré en relation avec les modes de multiplication.
- Conditions d'intégration dans les zones à forte densité démographique.
- Longue utilisation des terres par les cultures pérennes dans les zones à population très dense.
- Système de production familial à base de cultures pérennes, en terme de stabilité de l'exploitation.
 - + Facteurs déterminants de l'adoption des cultures pérennes.
- Diversification verticale : intégration de la transformation, du marketing, etc. à la seule production.
- Effet de la diversification sur le renforcement de la capacité d'autofinancement des cultures pérennes.
- Amélioration des associations culturelles CP + CV en fonction des zones. Optimisation agro-forestière selon les zones.

- Relations diversification / intensification selon la famille et la taille de l'exploitation (en lien avec la question des déterminants).
- Maîtrise de l'eau, innovations techniques et nouveaux territoires spécialisés (montagnes, bas-fonds) dans une région à espace fini (lien avec thème intensification).
- Diversification / spécialisation par rapport à l'approvisionnement urbain. Intérêts et limites (écologiques, sécurisation, etc.) de la spécialisation et de la diversification.

Thème 2. Recompositions sociales et territoriales

- Densité de populations, migration / mobilité, fronts pionniers. Migration / foncier / conflits et recompositions sociales.
- Ouest Cameroun face au commerce vivrier : décompositions et recompositions du territoire.
- Ethno-géographie et pratiques culturelles.
- Organisation des producteurs / capacité de négociation.
- Contractualisation des relations au sein d'un bassin d'approvisionnement.
- Zones marginalisées : pourquoi, ce qui s'y passe ? Déterminants et dynamiques potentielles (zones à explorer pour l'hévéa, le palmier, etc.). Dynamiques de changements dans les fronts pionniers.
- Expliquer les facteurs des dynamiques sociales.
- Rôle des nouveaux acteurs émergents depuis la libéralisation. Qui sont ces acteurs ?
- Effet d'entraînement des élites sur l'exploitation familiale.
- Spécialisation de cultures par régions.
- Alternative à l'agriculture itinérante sur brûlis et pression démographique.
- Evolution relations hommes / femmes
- Evolution des règles de régulation institutionnelles.
- Disparités spatiales en terme de sécurité alimentaire.
- Observatoire des dynamiques des changements et d'innovations des systèmes productifs de l'Est et du Sud du Cameroun
- Organisation paysanne en fronts pionniers.

5. PERSPECTIVES

5.1. Construction des projets et articulation avec les thèmes de recherche identifiés

Il faut faire en sorte que les projets « label PCP » privilégient également les trois thèmes de recherche identifiés au cours de l'atelier 1, c'est-à-dire :

- Diversification, intensification, spécialisation au sein de l'exploitation familiale,
- Recompositions sociales et territoriales,
- Mise en marché, commercialisation, qualité des produits.

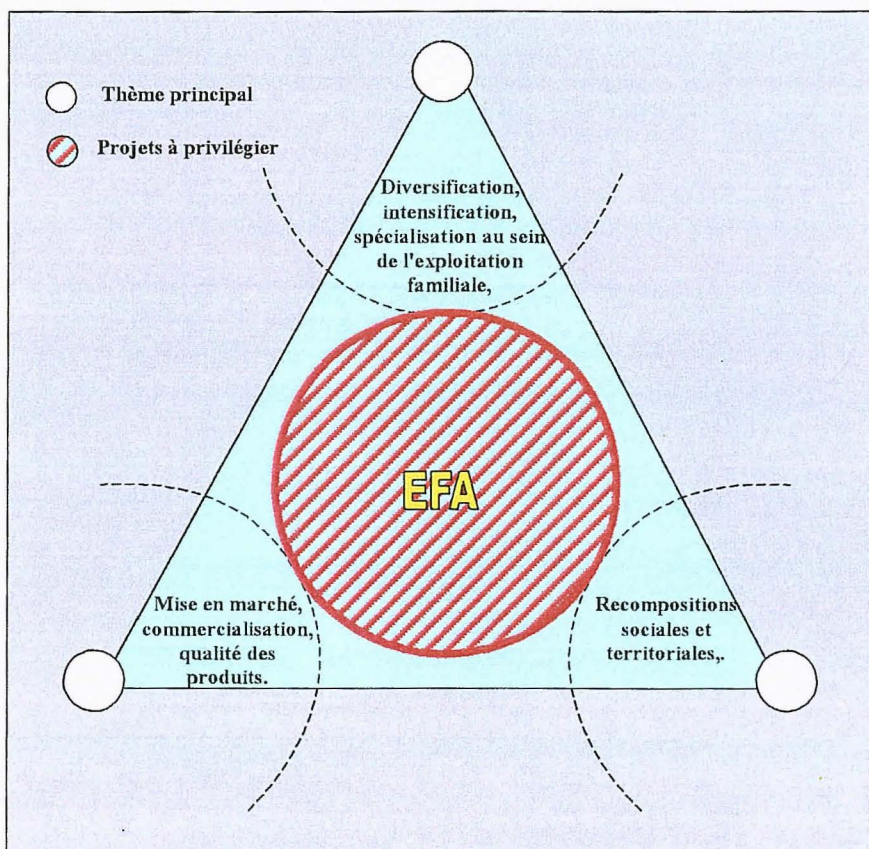
Dans cet esprit on peut considérer le PCP « Grand-sud Cameroun » comme un creuset inter-institutionnel mettant en relation l'IRAD, les universités de Yaoundé et de Dschang, et le Cirad pour leur permettre de construire ensemble des projets novateurs et participatifs, en privilégiant des interactions entre ces trois axes.

Si une attention toute spéciale n'est pas portée à ces interactions entre les pôles de recherche identifiés, le projet PCP risque de retomber dans des approches classiques incapables de favoriser un travail pluridisciplinaire et pluri-institutionnel.

Dans ce contexte, il est souhaitable que les sciences de l'ingénieur en général (agronomes, éleveurs et pisciculteurs...), ayant un souci de produire plus et mieux par diffusion des techniques, intègrent des composantes sociales et économiques inhérentes à la vie des exploitations

Il faut également que les économistes et sociologues travaillant sur la mise en marché, la consommation et la qualité des produits se soucient des exigences techniques liées à une telle production

Il est souhaitable, par ailleurs, que les différentes institutions apprennent à mettre en commun leur savoir et leur savoir-faire. En un mot le PCP n'est pas un projet proprement dit mais une occasion de créer des partenariats inter-institutionnels efficaces



5.2. Organisation de trois rencontres

Trois rencontres sont prévues avant l'atelier du mois de juin.

Ces rencontres devront permettre d'approfondir les 3 thèmes du PCP, et seront organisées par 3 animateurs identifiés.

Les rencontres, chacune d'une durée de 2 jours, auront lieu :

- A Dschang, la semaine du 21 au 25 avril,
- A Douala, la semaine du 12 au 17 mai,
- A Yaoundé, la semaine du 2 au 7 juin.

Les animateurs proposés sont :

- pour le thème « Diversification » : Bella Manga + Bertrand Tailliez (IRAD-CIRAD).
- pour le thème « Recompositions sociales et territoriales » : Martin Kueté (Université de Dschang).
- pour le thème « Mise en marché » : Emmanuel Douya (Université de Yaoundé 2).

Le travail des animateurs consistera en :

- Un recensement des partenaires à inviter lors de ces rencontres (institutions et individus).
- La préparation de la rencontre avec :
 - o Propositions de regroupements des projets de recherche listés en 4 ou 5 projets fédérateurs, à envoyer aux participants avant la rencontre,
 - o Bibliographie sur le thème,
 - o Définition d'un planning des journées en précisant les produits attendus de la rencontre.

Les produits attendus de la première rencontre à Dschang sont :

- Le développement du thème 3 : « Mise en marché des produits » en une liste de projets (ce qui n'a pu être fait lors de l'atelier pour ce thème).
- L'adoption des regroupements des projets listés pour le thème 2 : « Recompositions sociales et territoriales » en 4 ou 5 projets fédérateurs (adoption ou modification de la proposition des animateurs).
- L'approfondissement de ce thème 2 à travers une grille plus précise concernant chaque projet adopté (enjeux, problématique, demande sociale, objectifs, hypothèses, méthodes, partenaires, bénéficiaires, produits attendus du projet).
- L'établissement du programme de la rencontre suivante à Douala.

5.3. Recherches bibliographiques

Les recherches bibliographiques déjà bien amorcées au CIRAD Montpellier seront poursuivies afin de répartir les références selon les trois thématiques définies au cours de l'Atelier 1. Quelques chercheurs volontaires seront alors chargés de procéder à une sélection d'un nombre limité de références prioritaires reflétant au mieux l'état de l'art dans leur discipline, et de préparer des synthèses bibliographiques qui seront publiées comme produits du PCP. Simultanément une documentaliste du CIRAD, déjà en charge de ce dossier « bibliographie du PCP » viendrait au Cameroun pour rencontrer tous les partenaires du PCP afin d'appuyer et organiser la mise en place d'une base complète de données des références bibliographiques à partir des ressources existantes dans

les différentes institutions, base de données (par exemple, sous logiciel WINISIS fourni gratuitement par l'UNESCO ?) qui pourra alors être facilement mise à la disposition de tous.

5.4. Deuxième atelier

Le 2^{ème} Atelier qui pourrait se tenir à Yaoundé, au cours de la 2^{ème} quinzaine de juin, serait animé par **Jean-Philippe Tonneau** et contribuerait à la mise en forme et à la finalisation des projets de recherche sélectionnés au cours des trois rencontres précédentes. D'ici là, un certain lobbying sera organisé auprès des bailleurs de fonds afin de les sensibiliser à notre approche et réussir la meilleure adéquation possible entre offre et demande dans la préparation de ces projets de recherche.

ANNEXES

Annexe 1. Liste des participants - Liste des participants supplémentaires à la séance de restitution

Annexe 2. Fonction et mise en œuvre des projets – Modèle PAEI

Annexe 3. Réactions à partir du zonage

Annexe 4. Grille de présentation

Annexe 5. Présentations

- V. Pouomogne (IRAD)
- J. Tchakoa (U. Dschang)
- M. Kueté (U. Dschang)
- I. Tchouamo (U. Dschang)

Annexe 6. Débats sur les quatre présentations

Annexe 7. Autres présentations (non présentées en séances)

- A. Bikoi (CARBAP)
- B. Chambon (IRAD-CIRAD)
- V. Mbouapouognigni, L. Nounamo, O. David (IRAD)
- S. Rafflegeau, B. Ndigui (IRAD-CIRAD)

ANNEXE 1

Participants du 1er atelier PCP Grand-sud Cameroun (18 - 21 mars 2003)

NOM	INSTITUTION	ADRESSE	EMAIL	TELEPHONE(S)
Yves Clouet	CIRAD-Tera	Montpellier	yves.clouet@cirad.fr	33 4 67 59 38 42
Bertrand Tailliez	CIRAD / IRAD	BP 1616 Yaoundé	tailliez@cirad.fr	974 96 13
Bella Manga	IRAD-CSCP	BP 2067 Yaoundé	nyasse@iccnet.cm	960 45 13
Emmanuelle Cheyns	CIRAD-CP	Montpellier	cheyns@cirad.fr	33 4 67 61 71 30
Olivier David	IRAD-CA	BP 1616 Yaoundé	odavid@iccnet.cm	976 53 10
Théophile Assongmo	Univ. Dschang	BP 49 Dschang	astheo26@yahoo.fr	774 33 85
George Muluh	Univ. Dschang	BP 110 Dschang	magachuo@yahoo.com	778 31 35
Dieudonné Abolo	IRAD-CP	BP 2067 Yaoundé	dieudonneabolo@yahoo.fr	223 89 49
Isaac Tchouamo	Univ. Dschang	BP 245 Dschang	itchouamo@yahoo.com	957 24 91
Victor Pouomogne	IRAD-Pisciculture	BP 139 Foumban	pouomogne.victor@caramail.com	348 25 05 759 00 26
Emmanuel Douya	Univ. Yaoundé 2	BP 7058 Yaoundé	edouya@yahoo.fr	956 60 23 221 43 63
Jonas Tchakoa	Univ. Dschang	BP 110 Dschang	tchakoa@hotmail.com	763 31 76
Sandrine Dury	CIRAD-Amis	BP 2572 Yaoundé	s.dury@cgiar.org	950 73 36
Simon Gobina	IRAD-Ekona	PMB 25 Buéa	smgobina@hotmail.com	984 34 90 332 24 91
Denis Omokolo	Univ. Yaoundé 1	BP 47 Yaoundé	domokolo@uycdc.uninet.cm	997 83 36
Jean-Louis Reboul	CIRAD Yaoundé	BP 2572 Yaoundé	ciradcam@iccnet.cm	221 25 41
Owona Ndongo	IRAD-Ekona	PMB 25 Buéa	owondongo@yahoo.fr	965 36 49
Bernard Muna	IRAD-Nkolbisson	BP 2067 Yaoundé	chickben2000@yahoo.com	952 38 05
Thérèse Fouda	Univ. Dschang	BP 12489 Yaoundé	moulende@yahoo.fr	964 43 04
Sylvain Rafflegeau	CIRAD-CP La Dibamba	BP 243 Douala	rafflegeau@cirad.fr	991 81 63
Didier Snoeck	CIRAD-CP Nkolbisson	BP 2067 Yaoundé	snoeck@cirad.fr	223 89 49
Benjamin Ndigui	IRAD-La Dibamba	BP 243 Douala	benjondigui@yahoo.fr	999 17 11
Olivier Mikolasek	CIRAD-Emvt	Montpellier	mikolasek@cirad.fr	33 4 67 04 63 84
Achille Bikoi	CARBAP	BP 832 Douala	crbp@camnet.cm	968 52 35
Bénédicte Chambon	CIRAD-Ekona	BP 4012 Douala	benedicte.chambon@cirad.fr	954 62 40
Martin Kueté	Univ. Dschang	BP 49 Dschang	cerehtuds@yahoo.fr	773 58 70

Participants supplémentaires à la séance de restitution (21 mars 2003)

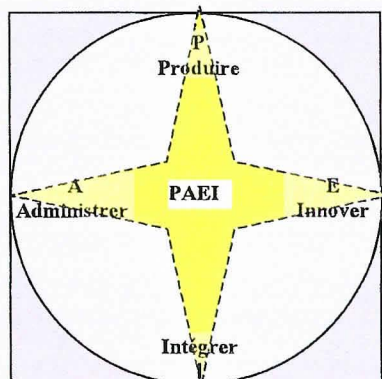
NOM	INSTITUTION	EMAIL	TELEPHONE(S)
Justin Fallo	IRAD	J_Fallo@hotmail.com	990 99 74 223 31 05
Tchakoumté	IRAD		767 24 56
Esther Ekémé	PROMOPA/MINAGRI	ekemelobe@yahoo.fr	223 25 87
Thomas Dongmo	IRAD Nkolbisson	dongmothomas@hotmail.com	223 31 05 774 89 09
André Nil	CT/ CAB MINAGRI	andre.nil@iccnet. cm	999 31 67
Michel Pré	SCAC Yaoundé	michel.pre@diplomatie.gouv.fr	222 79 30
Nérée Onguene Awona	IRAD Yaoundé	nereeoaa@yahoo.fr	765 63 76
Tarcisius Nyobé	IRAD Yaoundé	nyobe2003@yahoo.fr	974 23 29
François Damesse	IRAD Yaoundé	fdamesse@yahoo.fr	231 01 23 (d)
Joseph Kengue	IRAD Yaoundé	jkengue2002@yahoo.fr	991 38 36
Rose Ekindi Mbonga	IRAD Yaoundé	IRADPNVA@iccnet.cm	996 66 32
Raphaël Ambassa-Kiki	IRAD Yaoundé	ambassa_kiki@yahoo.com	983 14 37
Salomon Nyassé	IRAD Yaoundé	nyasse@iccnet.cm	223 89 49
Pauline Mounjouenpou	IRAD Yaoundé	matanjem@yahoo.fr	982 45 04
Jean-Paul Pourchot	PROMOPA/MINAGRI	pourchotjp@yahoo.com	223 25 87 984 31 36
Denis Herbel	CAPA/MINAGRI	herbel-denis@iccnet.cm	222 11 52
Mamadou Goita	DS/IRAD	madougoita@yahoo.fr	961 23 63
Régine Aroga	IRAD	aroga.ubs@iccnet.cm	223 74 24 223 75 60
Victor Agoumé	IRAD	vagoume@yahoo.com	959 82 37

ANNEXE 2. Fonction et mise en œuvre de projets – Modèle PAEI

Les fonctions :

Quatre fonctions complémentaires : Produire (P), Administrer (A), Entreprendre (E) et Intégrer (I) permettent de concevoir et d'assurer une gestion efficace de projet. Il s'agit de :

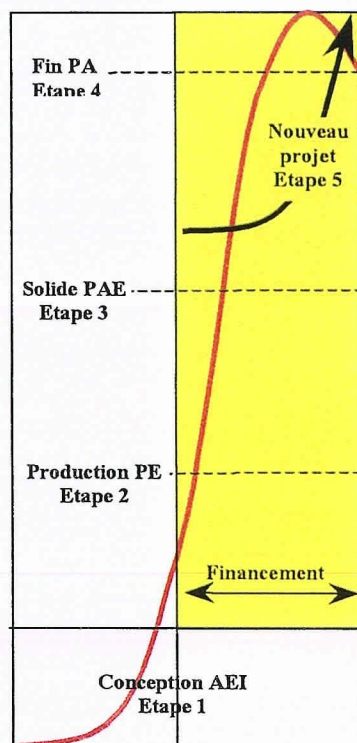
- Produire (P), et obtenir des résultats. Cela suppose une maîtrise du sujet proposé, des compétences et la volonté de les mettre en œuvre. Il faut connaître son domaine et s'y consacrer. Tournée vers l'action, cette fonction est indispensable pour que les objectifs du projet soient atteints ;
- Administrer (A), définir, coordonner et contrôler l'exécution de tâches et des procédures pour que le projet fonctionne, obtienne les résultats en temps voulu. Cela suppose aussi de prendre des initiatives, des décisions, de planifier pour agir ;
- Innover et Entreprendre (E), c'est imaginer des axes novateurs, définir les objectifs et les stratégies pour atteindre les résultats fixés en fonction des opportunités et des risques à prendre ;
- Intégrer (I) c'est obtenir des compromis entre membres du groupe de projet pour qu'il fonctionne dépasse ses conflits, crée des synergies.



Étapes d'un projet :

Les projets ont un cycle de vie : tous naissent, atteignent leur maturité, vieillissent. Chaque étape de ce cycle peut être décrite en agencant les fonctions PAEI précédentes :

- Étape 1 : la conception du projet
L'innovation prédomine (E) ; elle est portée par un groupe qui met en commun ses ressources (I). Par ailleurs la possibilité de concevoir et réaliser des projets exige de respecter les procédures exigées par les bailleurs de fonds (A). Dès sa conception, un projet type PCP exige dont un fort investissement pour exister et obtenir les financements indispensables à sa mise en œuvre en intégrant les fonctions (AEI).
- Étape 2 : la mise en œuvre du projet
Une fois le financement acquis, le projet existe proprement dit. Dans la période qui suit, il s'agit de produire (P), tout en conservant l'esprit d'initiative et d'innovation (E) qui caractérise la phase précédente.
- Étape 3 : Continuer à produire et innover ou vieillir
A cette étape, la fonction administrative (A) du projet prend de l'importance, les réunions de coordination et de planification deviennent plus fréquentes. Le projet peut survivre si les fonctions de production (P) et d'innovations (E) restent fortes. Si ces dernières diminuent le projet devient formel, présente une difficulté à se renouveler et à se poursuivre sous forme d'une recherche de



nouveaux financements, liés à un nouveau projet enrichissant la problématique précédente ou partant sur de nouvelles bases (étape 5).

- Étape 4 Maturité et fin :

Le projet est sur son déclin : les procédures sont connues (A), les pouvoirs structurés (I) et les résultats obtenus intéressants et importants (P), mais les innovations sont en déclin.

- Étape 5 renouvellement

Compte tenu des compétences acquises et des produits réalisés, il s'agit de concevoir avec de nouveaux partenaires des projets innovants (E) à négocier avec de nouveaux partenaires (I) et les bailleurs de fonds en respectant leurs procédures (I).

ANNEXE 3. Réactions personnelles suite au zonage

Rappel des questions posées aux participants :

- Est-ce que cette organisation du territoire me pose des questions intéressantes à intégrer dans le PCP. ? Lesquelles ?
- Est-ce que dans mon travail de recherche actuel il y a des questions que j'aimerais explorer ? Projets novateurs ?

Réactions de chaque participant :

Participant :

- Appeler le PCP "Sud-Adamawa".
- Pourquoi Est et Sud Cameroun sont sous-exploités ?
- Diffusion des résultats de recherche.
- Productions végétales et amélioration.
- Typologie des problèmes des exploitations familiales.

Participant :

- Devenir des exploitations agricoles, particularités selon les zones.
- S'intéresser au capital de production et de reproduction : la main-d'œuvre notamment. Techniques et outils de production. Gestion de l'outil de production (la terre) avec ses implications. Résumé = "Capital humain, techniques et outils, gestion".

Participant :

- Préciser l'organisation du territoire : Quels sont les moteurs qui permettent de définir les zones et l'organisation du territoire, quelles sont les spécificités des zones ? Et donc quelles sont les questions d'intérêt majeur selon chaque zone ?
- Tenir compte des spécificités des régions dans la définition des politiques agricoles pour définir des stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté rurale.

Participant :

- Typologie des exploitations familiales dans chaque zone. Lien avec leur environnement.
- Intégration des cultures vivrières et cultures pérennes.
- Dualisme petites / grandes exploitations : quelle relation entre deux ?
- Influence des 3 pôles sur la dynamique de la petite exploitation ?
- Formation de groupements autour d'une culture pérenne (commercialisation transformation, marketing).

Participant :

- Urbanisation, rôle de la demande, marchés.
- Filières vivrières (moteur). Voir les liens CP-CV
- Activités génératrices de revenus.
- Ressources naturelles, biodiversité.
- Industrialisation / Artisanat.
- Transformation.

Participant :

- Accès aux marchés, transformation et conservation des produits.
- Restructuration des terres avec la culture de l'hévéa.
- Adaptabilité des inputs à l'agriculture (semences, intrants, etc.).
- Evaluation des règles de décision.

Participant :

- Qu'est-ce que les gens mangent, quels sont les produits phares dans les pôles du triangle moteur ?
- Qu'est-ce que les gens budgétisent pour manger ?
- Importance du fleuve Sanaga. Elevage du poisson Comment intégrer élevage et pisciculture à l'agriculture ?
- Faire le point sur pisciculture et petit élevage péri-urbain, en parallèle avec les besoins.

Participant :

- Relation démographie et production pérenne. Peu de dynamisme là où il y a peu de populations.
- Régime foncier et développement des cultures pérennes.
- Comment les populations s'organisent pour produire ?
- Filières en crises : maîtriser l'organisation des filières.

- Etude comparée des filières café / cacao et cultures vivrières

Participant :

- Les cultures vivrières et maraîchères apparaissent comme des moteurs de croissance et porteurs de dynamique dans les zones de cultures café / cacao du Grand-sud.
- Est-ce que les formes d'organisation des producteurs varient selon les zones ?
- Déterminants de la diversification (du cacao au maraîchage par ex.), Complémentarité entre cultures ?
- Facteurs d'émergence d'un nouveau réseau marchand (accès à de nouvelles formes d'information, émergence d'une nouvelle filière avec de nouveaux acteurs). Comment se met en place une nouvelle filière et pourquoi?
- Organisations professionnelles. Structures organisationnelles qui existent. Sont elles différentes d'une zone à l'autre ? Existe-t-il faîtières pour lier les différentes zones, faire le lien sur des aspects de stratégies de commercialisation, de circulation des informations techniques, etc. ?
- Transports : contraintes selon les types de cultures, les zones ? Quels investissements possibles ?
- Facteurs d'émergence de nouveaux réseaux par rapport aux nouveaux liens sociaux et commerciaux.

Participant :

- Petites exploitations agricoles à la base de ce triangle moteur, stratégies d'approvisionnement.
- Facteurs qui expliquent les liens entre les 3 pôles du triangle ?
- Potentialités et contraintes du système de commercialisation.

Participant :

- Comment diminuer l'exode rural ?
- Migrations de main d'œuvre, foncier.
- Répartition de l'effort de développement.
- Recherches en zones défavorisées : fixation des populations dans les zones n'ayant pas bénéficié de projets ?

Participant

- Zones de fronts pionniers / récession ou inactives. Evolution des fronts pionniers. Redynamisation de la culture de cacaoyer au Centre Cameroun. Quelle efficacité des planteurs, dynamiques de groupements pour relancer la culture cacao ?

Participant

- Tenir compte des diversité climatiques nécessitant des complémentarités scientifiques.
- La diversité des dynamiques sociales, économiques et écologiques nécessite des spécificités en matière de recherche : disponibilité des marchés, infrastructures routières, agro-industries, transformation.
- Intégrations pratiques paysannes à l'amélioration de la productivité et de la qualité de la production.
- Etudes filières, exploitations familiales et leur fonctionnement, innovations techniques adaptées et organisation paysannes.

Participant :

- Existe t-il un marché rural pour les exploitations agricoles, notamment pour la production de poissons ?
- Dynamiques de changements et d'adoption des exploitations piscicoles.
- Contribution de la pisciculture et des petits élevages à l'efficacité de l'exploitation, tant dans l'aménagement que de la gestion de l'eau, du transfert de fertilité, du recyclage des déchets. Sécurisation des exploitations à travers une plus forte intégration.
- Technique : quels modèles techniques ? Aménagements / foncier / travail bas fonds.

Participant :

- Est-ce que les objectifs des paysans sont seulement des objectifs de production ? Objectifs du paysan (on constate peu d'adoption des innovations de la recherche).
- Facteurs limitants et facteurs qui conditionnent les types d'exploitation ? Certaines zones sont déjà saturées. Prévoir un développement des zones non-saturées.

- Intégration élevage - cultures pérennes

Participant :

- Zonage agro-pédologique, fertilité des sols. Contraintes du milieu dans les zones Sud et Sud-est pour produire.

- Pratiques soucieuses de la protection de l'environnement.

Participant :

- Perspectives de développement de l'agriculture familiale dans les zones défavorisées. Quel serait le rôle des cultures pérennes et vivrières ?
- Beaucoup de typologies ayant déjà été faites au niveau des exploitations agricoles, mettre l'accent sur un travail de synthèse.
- Comment sont prises les décisions d'investissement dans les cultures pérennes ? Pourquoi le secteur hévéicole villageois est-il peu développé ?
- Commercialisation de la production des producteurs et leur structuration.

Participant :

- Vulgarisation agricole
- Techniques de production et transfert aux producteurs.

Participant :

- Quelles sont les contraintes qui entravent le développement du Centre-est et de l'Est ?
- Quelles sont les zones de fronts pionniers ? Y a-t-il des fronts hors du triangle moteur ? Contraintes au développement de ces zones ?
- Les groupements de production dans les Hautes terres sont-ils un modèle ? transférable ?
- Peut-on développer les cultures palmier et hévéa dans l'Est ? Contraintes à lever ?

Participants

- Quels sont les marchés des productions rurales des petites exploitations ? Quels sont les modes de connexion au marché ?
- Connexion des exploitations familiales à des institutions (coopératives, groupements, services d'appui, recherche, Etat, etc.) ?
- Politiques agricoles et publiques. Quels processus de négociation avec l'Etat notamment ? Quelle représentation des exploitations agricoles ?
- Crédit
- Migrations / foncier : saturations, conflits, règles.

Participant :

- Quelles sont les mécanismes de régulation au niveau de la recherche ? Sur-concentration des chercheurs dans la zone du "triangle moteur". Régulation géo-sociale.
- Articulation d'échelles tout en fonctionnant sur la diversité.
- Est-ce qu'il existe des innovations paysannes sans la recherche ? Valoriser ce qui se fait spontanément.
- Réseaux d'information locaux et systèmes de décision locaux (notamment pour l'adoption de l'innovation).

ANNEXE 4. Grille de présentation de projet de recherche PCP Sud-Cameroun (Atelier Diagnostic)

Cette grille est à utiliser comme un guide pour structurer la présentation de votre projet actuel. Elle s'organise en trois groupes de questions : le contexte, le projet et ses résultats, les questions posées.

LE CONTEXTE (précédent au projet)

Ce concept est très relatif mais pourrait renvoyer à un double diagnostic interactif définissant les contraintes, les enjeux, etc... du projet, avant sa mise en œuvre :

- Diagnostic des acteurs partenaires présents dans les filières / territoires (opérateur, Etat, ...) avec qui le projet a été élaboré,
- Diagnostic de(s) l'intervenant(s) a priori "externe(s)" (recherche, bailleurs) qui identifie(nt) les déterminants structurels, physiques et sociaux du milieu (aspects structurels, déterminants incontournables, sur un "pas de temps" long / aspects conjoncturels)

D'une façon générale comment a été réalisé ce diagnostic ? Qui l'a réalisé ? Durée, résultats.....

LE PROJET (sa réalisation)

Compte tenu du diagnostic, le projet au sein duquel vous intervenez suppose ensuite des choix et un positionnement concernant les partenaires (Avec qui ?), les contenus (Faire quoi ?), la localisation (Où ?), les modalités d'actions (Comment ?).

Ces choix sont liés les uns aux autres mais, pour des raisons didactiques, sont abordés séparément.

Intervenir avec Qui ?

Cela suppose de passer en revue les différents acteurs impliqués dans, ou à travers, votre projet (Bailleurs de fonds, Etat et services techniques, Entreprises, Collectivités territoriales, Groupements, Individus...) en examinant :

- D'où vient l'initiative ? ... Bailleurs de fonds ? Services ? Pouvoirs publics ?
- Quel a été le positionnement par rapport aux acteurs et aux choix de partenaires ?
- Négociations : grandes étapes depuis le démarrage ?
- Conditions de pérennisation : Ancrage institutionnel, Financement(s) ?
- Système de pilotage (évaluation activités, coût et efficacité, régulation...) ?
- Acteurs et partenaires, Financeurs Commanditaires, Opérateurs pour maîtrise d'œuvre, Partenaires de mise en œuvre, Utilisateurs des différents produits ?
- Niveau d'implication des acteurs et partenaires dans identification des besoins et des activités ?

Intervenir pour faire Quoi ?

Quel(s) problème(s) le projet est-il sensé résoudre - Intervenir sur quelles problématiques sectorielles (filières) ou globales portées par un territoire ?

- Définition des Objectifs : Objectifs globaux - Objectifs spécifiques,
- Produits attendus : en terme de partenariat scientifique, de production d'analyses politiques, de création d'instances de concertation, de mise en œuvre d'outils d'aide à la décision, de modules de formation, ...
- Impacts attendus : impacts au niveau des décisions politiques ou privées, renforcement des capacités (en précisant lesquelles)
- Articulations entre les produits des activités du dispositif et la décision politique ou technico-économique (ex pour les filières) tant au niveau local, national que régional ou international.

- Produits et filières, acteurs, marchés, territoire, mesures politiques, processus de changement,...

Intervenir Où ?

Cela suppose de décrire la localisation du projet et de fournir les raisons qui ont présidé au choix d'implantation, d'examiner les évolutions spatiales (s'il y en a), les perspectives et les questions (problèmes ?) posés par la localisation des activités du projet. Pour ce faire, on examinera :

- Où se localise actuellement le projet ? carte(s), schéma(s)) et perspectives (expansion / retrait),
- Choix concernant cette localisation : est-elle limitée à des bassins de production ? Prend-elle en compte la localisation des activités de toute une filière avec transformation, flux, lieux de stockage et d'échange (marchés), de consommation / exportation (voire d'importation) des produits ?
- Quels sont les réseaux spatiaux et les acteurs impliqués dans cette localisation ? carte,
- Cette localisation pose-t-elle problème ? Quelle est sa stabilité (fragilité) ? A-t-elle donné lieu à des négociations ? Quelles sont les perspectives d'évolution spatiale (expansion / repli) ?

Intervenir Comment ?

- Comment sont mises en œuvre les actions ? Avec quels Outils, Méthodes, choix de conception, fonctions ?
- A quelle(s) échelle(s) d'intervention ? Différencier échelles d'analyse et échelles d'utilisation (Ex : l'analyse des exploitations agricoles pour une utilisation au niveau national) local, national, régional, international.
- Existence d'une réflexion ou d'une mise en réseau aux niveaux nationaux, régionaux entre acteurs ?
- Prise en charge ou non d'une fonction de concertation entre acteurs (publics et privés), qu'elle soit interne ou externe au dispositif : ateliers nationaux / régionaux, positionnement par rapport à des instances existantes ;
- Mise en place ou non d'actions de formation visant à réduire les asymétries de position des acteurs ou visant à améliorer les capacités techniques d'analyse et de gestion des données des opérateurs de l'intervention.
- Moyens Humains, Matériels, Financiers (ventilation par grands postes)
- Participation aux activités de réflexion, de suivi-évaluation...

RESULTATS OBTENUS – QUESTIONS POSEES - ZONES D'OMBRE A EXPLORER

Produits obtenus (Aspects positifs)

Impacts observés : Résolution de la problématique initiale ?

A qui profite le projet ? Nouvelles problématiques générées par le projet ? Nouveaux projets ?

Impacts institutionnels sur d'autres projets (nationaux ou multilatéraux) de recherche ?

Difficultés rencontrées et questions posées

Principales contraintes rencontrées : techniques, ressources humaines, institutionnelles, financières...

Evolution en cours de route (du fait d'un manque de moyens ou de la création de nouveaux produits...).

Il s'agit d'un exercice difficile et parfois déstabilisant... Pourtant cette rubrique est très intéressante car elle constitue le matériau de base pour poser les bonnes questions, c'est-à-dire celles susceptibles de provoquer un débat constructif.

Zones d'ombre à explorer

Parties non abordées par le projet car encore trop "opaques", mais dont on sent un besoin d'éclairage ou de recherche.

ANNEXE 5. Présentations

Projet de recherche « Développement des systèmes intégrés Agriculture / Pisciculture en zone forestière camerounaise »

Dr. Victor Pouomogne, IRAD Foumban

1. Le contexte

Les recherches menées en pisciculture au Cameroun sont basées au sein de l'Unité de Recherches Piscicoles et Halieutiques IRAD de Foumban. Cette structure existe effectivement depuis 1985. Après une dizaine d'années d'expérimentation sur des sujets touchant les problèmes des paysans, force a été de constater, en 1995, que les résultats restaient dans les tiroirs, tant qu'il fallait se contenter d'attendre que les vulgarisateurs traditionnels transmettent ces données aux producteurs.

Ainsi est né, dans un premier temps, le projet de développement de la pisciculture à Yemessoa, entre 1994 et 1998. Ce projet financé par la coopération française visait entre autres la mise à disposition de données fiables aux pisciculteurs par le chercheur lui-même. Devant le succès enregistré, un livre a pu être rédigé (Pouomogne, 1998, PUA, 237 pages), et une mission diagnostic réalisée fin 1999, aux fins d'étudier la faisabilité d'une extension de l'expérience de Yemessoa à d'autres localités du pays. Cette étude conduite par l'ONG française APDRA-F a duré 3 semaines, et il en est résulté une caractérisation socio-économique et une description des itinéraires techniques de l'activité piscicole dans les provinces du centre et de l'Ouest du Cameroun. La suite logique de cette étude était un projet de développement suivant une approche très anthropologique défendu par l'APDRA. Ce projet est resté en gestation. En attendant, et rebondissant toujours sur ce diagnostic, une collaboration fructueuse avec le World Fish Center (Ex-ICLARM) depuis Septembre 2000 a permis, avec l'appui financier du DFID anglais, de développer une méthodologie de recherche en partenariat avec les pisciculteurs (« FSRP ») de la zone de Yaoundé peri-urbain et rural.

2. Le Projet

Introduction.

Au cours des dix dernières années, la disponibilité en produits halieutiques n'a cessé de décroître dans tous les pays de l'Afrique sub-saharienne (Bénin, Cameroun, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Gabon, Ghana, Libéria, Madagascar, Nigéria, Togo, et Ouganda), et ce déficit évolue en s'aggravant. Dans ces pays, le poisson est la protéine d'origine animale la plus consommée, surtout parmi les plus démunis.

La pauvreté est liée dans cette sous-région à l'accessibilité au marché. Les paysans des contrées reculées ont en général un accès difficile au marché, et manque cruellement des opportunités offertes par le commerce. Dans ces zones, le paysan est simplement privé de certains produits de première nécessité. Il dépensera en outre plus de la moitié du prix des denrées de base qu'il produit (exemple le manioc) pour pouvoir le transporter sur le marché. Pour cette raison, ces denrées sont autoconsommées, et les excédents alimentaires restent sous-exploités. Il est possible, par la technique intégrant agriculture et aquaculture, de convertir ces excédents alimentaires de base en poissons. De cette manière, le paysan pourra produire une denrée de haute valeur nutritive et très riche en protéines (20 à 30 fois plus que le manioc), avec de plus un marché réel et élastique.

Hypothèses de recherche

Le projet de recherche mis en œuvre par le WFC teste les hypothèses de recherche suivantes :

1°) L'accès au marché influence l'adoption et le développement du Système Intégré Aquaculture-Agriculture (IAA)

2°) Le modèle de recherche en partenariat paysan-chercheur (RPPC, ou FSRP en anglais), testé avec succès au Malawi, est à même de promouvoir le développement de l'aquaculture en zone forestière camerounaise. Le RPPC part d'un principe de base d'intervention technique corrélée à une relation de collaboration bien comprise entre les paysans et les techniciens. Une approche participative et systémique de la résolution des problèmes résulte en un apprentissage commun du paysan et du chercheur, ce qui débouche sur une compréhension mutuelle des contraintes et une évaluation réaliste des solutions envisageables.

3°) L'intégration Aquaculture-Agriculture affecte les aspects économiques, productifs et sociaux de petits producteurs agricoles de la zone forestière : Caractériser, documenter et optimiser l'utilisation de la ressource, et les stratégies de commercialisation pourraient résulter en des bénéfices positifs directs sur de nombreuses femmes participant pleinement à l'économie des pêches.

4°) L'utilité de l'intégration Agriculture-Aquaculture dépend des connaissances de base sur la biologie et l'écologie des poissons tropicaux : Le développement d'espèces locales en aquaculture améliorera la biodiversité, offrant par la même occasion une bonne raison de mieux la conserver. Cette composante du programme de recherche est conduite à travers des bourses de recherche compétitives, lesquelles sont mises en place à l'intention des chercheurs du système national de recherche agricole (IRAD, Universités, ONGs, Consultants isolés).

Intervenants dans le projet

WFC : Initiateur, en binôme avec l'IRAD. L'idée a été émise par un chercheur senior du WFC bien rodé dans la problématique du développement de l'Aquaculture en Afrique, et des missions de prospection par le WFC au Cameroun a permis de préciser les contours du projet et les détails de sa réalisation. Le projet est animé pendant toute sa durée par le chercheur initiateur.

DFID : Bailleur de fonds, 1 million de livres, sur 5 années. Par le truchement du WFC, une mission est effectuée avant le projet par deux émissaires du DFID (financement WFC), et une concertation avec les divers acteurs programmés a permis de mieux asseoir le texte du projet. Des missions d'évaluation sont programmées tous les 24 mois, sur la base d'un « LOGFRAME » (cadre logique, faisant ressortir en tableau les actions à mener et les indicateurs concrets permettant de statuer objectivement).

IITA : Structure d'accueil, domiciliation du compte bancaire du projet. Transition vers un WFC Cameroun autonome.

IRAD : Ancrage institutionnel 1. Le projet est un de recherche, appelé à se développer et servir de modèle d'approche à la recherche aquacole future. L'IRAD met à disposition, à temps partiel (25 %), l'un de ses chercheurs senior au profit du projet.

MINEPIA : Ancrage institutionnel 2. Dans le modèle FSRP proposé, la recherche est orientée par le Développement. Le MINEPIA cède sa station de Melen (Yaoundé) pour servir de « PARC » (Participatory Aquaculture Research Center), de même que 3 de ses techniciens d'aquaculture pour animer l'approche FSRP sous la supervision du chercheur IRAD.

Pisciculteurs participants : Développement réel.

Intervenir où, comment et pourquoi

Une centaine de producteurs répartis dans quatre villages à accès au marché et densité de population distincts sont choisis : Akono (Mefou et Akono), Mbankomo (), Soa (Mfoundi), et Yemessoa (Lekié). Une enquête préliminaire sur la base d'un questionnaire RESTORE permet de rentrer entièrement dans l'exploitation du paysan, et comprendre avec lui ses atouts et ses faiblesses. Cet inventaire commun permet, sur la base d'un échange en partenariat effectif, de tester des modèles techniques susceptibles de faire évoluer positivement l'exploitation par une meilleure utilisation des ressources présentes dans la ferme. Sur la base de connaissances techniques disponibles dans le pool du chercheur FSRP, la pratique est améliorée en utilisant ces ressources. Le cas échéant, une expérimentation in situ avec des replicats au PARC est conduite. Les résultats sont discutés sur la même base du partenariat effectif, et appliqués de suite dans l'étang du paysan. L'enquête RESTORE est refaite tous les 12-18 mois afin d'apprécier l'effectivité de l'évolution résultant de ce partenariat.

3. Quelques résultats tangibles

Produits obtenus

- Effectivité d'une appropriation immédiate des résultats de recherche menés suivant l'approche FSRP, notamment sur :
 - Utilisation des compostières intra-étangs dans les bassins paysans à faible niveau d'intrants typiques : elle doit occuper au moins 10 % de la surface en eau de l'étang, et les piquets ne doivent pas déborder de plus de 10 cm du niveau maximal de la surface de l'eau dans l'étang.
 - Maîtrise de la production en masse, en milieu paysan, d'alevins de silures, et de tilapia souche renouvelée (en cours)
 - Données sur la construction optimisée d'étangs piscicoles : profondeur moyenne conseillée 1,2 m, pente vers le point de vidange ; alimentation en eau entièrement contrôlée avec la structure dite des barrages dérivés. Un canal de « contournement permet de contrôler l'entrée de l'eau dans l'étang, qui doit être stagnant et non renouvelée en continu.
- Accroissement sensible de la productivité des étangs des pisciculteurs suivis : environ 1,7 fois plus sans recours à des inputs extérieurs. Plus de 3 fois qu'avant projet pour ceux péri-urbains à même de s'approvisionner en input compétitifs. Pour ces derniers, demande très pressante en micro-financement
- Tendance nette à un comportement très marqué dans l'appropriation des conseils techniques apportés en fonction du niveau d'accès au marché et de la densité de la population. Ceux les plus péri-urbains sont moins nombreux à persévérer dans cette activité plutôt contraignant et « dure » par rapport aux autres opportunités, mais ont une demande de niveau supérieur aux autres. Ceux plus ruraux s'accrochent pour garder le contact malgré « l'aridité » de l'approche FSRP (pas de subvention en matériels ou en argent, pas d'engagement à caution, etc.)
- La forte demande en organisation de groupe en vue d'accéder durablement à des financements sous la forme de crédits remboursables a amené le projet à engager des ONGs spécialisées dans cet aspect de l'encadrement des paysans.
- La présence du WFC au Cameroun conduit à des contacts multiformes avec d'autres partenaires comme la FAO, l'APDRA, le CIRAD, etc. Ces contacts se traduiront sans doute par des interventions mieux orientées et sans duplication des actions en matière de recherche-développement en pisciculture et pêche continentale au niveau de la sous-région.
- Chaque année, des étudiants sont encadrés dans le cadre de leurs stages académiques à spécialisation halieutique. Ces derniers constituent, au niveau de l'unité de recherches piscicoles de Fouban, l'essentiel de la main d'œuvre pour l'exécution des opérations de recherche en l'absence des subventions de l'Etat, et suivant une approche durable d'appui du WFC.

Recherche en cours

- Evaluation of Chromolaena and Tethonia as compost input in earthen ponds (étudiant Dschang)
- Optimizing compounded pellets formula to feed tilapia production earthen ponds. (étudiante Dschang)
- Using alternate fish predators in tilapia ponds (FSRP-3 en cours avec le WFC)
- Linking fish farmers to the live Clarias market of Yaounde
- Review of aquaculture extension approaches in sub-Saharan Africa (FAO)

Difficultés rencontrés :

- Relation de partenariat avec le paysan en discussion continue. Le type du système mou par excellence (anecdote vécue avec les évaluateurs en Février dernier à Yemessoa : Nous voulons l'argent ! Que le WFC soit notre caution auprès des prêteurs ; le reste c'est du bla-bla...). Cette réalité a été atténuée en mettant les producteurs en contact avec des ONGs maîtrisant mieux l'organisation de groupes et l'octroi de petits crédits. Comment améliorer durablement cette relation avec le producteur sans que son environnement global soit amélioré (accès aux soins de santé, route, fournitures scolaires des enfants, micro-finances ciblées davantage accessibles,

services de vulgarisation agricole traditionnels moins laxistes, etc.) reste un réel sujet de réflexion.

- Multiplicité de taxes informels et rackets multiformes de la part des services côté Camerounais, donnant l'image d'interlocuteurs intéressés à gagner de l'argent sans effectuer en contrepartie une compensation objective. Ce système non durable rentre dans le malaise de la corruption déjà bien décrite au niveau des hautes instances de l'administration camerounaise.
- Absence de contribution de la partie institutionnelle camerounaise en dehors de la ressource humaine, sous-rémunérée. Ceci amène à penser que la privatisation à terme avant la fin des projets reste l'ultime issue pour assurer la durabilité du processus... Une façon comme une autre de contourner les sautes d'humeur de mauvais et imprévisibles gestionnaires actuellement en poste dans certaines structures du PNVRA, du MINEPIA ou de l'IRAD. Cette alternative présenterait l'avantage de taxes clairement définies et fixes à payer. L'autre alternative, bien plus coûteuse et néocolonialiste, reste l'option de faire perdurer les interventions sous la forme de projets animés par des collègues expatriés, qui restent un peu moins agressés par la racaille nationale, diplomatie oblige.

4. Perspectives

Plusieurs autres thèmes de recherche en pisciculture, présentés ci-après, ont été identifiés avec la méthode « FSRP » et pourront être mis en œuvre au fur et à mesure des disponibilités de financement.

- Renforcement des stratégies pour mieux comprendre l'exploitation du producteur dans son ensemble (meilleur développement du programme RESTORE, autres formes d'enquêtes)
- Amélioration de la survie de larves de *Heterotis niloticus* en étangs d'alevinage
- Valorisation de *Channa obscura* comme poisson-policier en étangs de tilapia
- Valorisation de l'avocat comme aliment du poisson-chat Africain *Clarias gariepinus*
- Valorisation des effluents d'huileries de noix de palme en pisciculture (PCP en cours de montage...)
- Mise en œuvre d'un système de production en masse d'alevins de tilapias monosexes sans recours aux hormones MT
- Elaboration de fiches techniques exploitables par le pisciculteur type de l'Afrique sub-saharienne (financement FAO en cours de négociation).
- Identification of market channels for the typical producers viewing maximum profits

Au niveau régional (Afrique centrale et occidentale), l'aboutissement des réflexions conjointes en cours avec la FAO et l'APDRA-F (données à vulgariser et approche compétitive du pisciculteur), le CIRAD (FSP mobilisateur sur un réseau de recherche piscicole), le WFC (présent projet) et l'IRAD / PNRVA (présence nationale permanente) devrait autoriser une meilleure utilisation des ressources humaines, matérielles et infrastructurelles pour plus de production de poissons par le paysan Africain. En l'état actuel des choses, les donateurs (DFID, AFD, MAF, GTZ, DANIDA, etc.) semblent de plus attentifs et disposés à appuyer ces nouvelles approches./-

Partenariat entre l'agriculture de plantation industrielle et l'agriculture paysanne pour le développement de la petite exploitation familiale

Pr. Jonas Tchakoa, Université de Dschang

INTRODUCTION

L'objectif du travail:

✓ Au niveau macro ou méso: identifier les bases d'un partenariat mutuellement bénéfique entre la grande plantation industrielle et la petite unité d'exploitation familiale autour d'elle.

La question de base ici est: dans quelles conditions les petites exploitations agricoles familiales autour d'une grande plantation industrielle peuvent-elles profiter des avancées scientifiques, technologiques et génétiques dont celle-ci dispose pour accroître leur production, l'utilisation des ressources et la productivité?

✓ Au niveau micro: analyser les contraintes et les opportunités d'un système d'exploitation familiale intégrant une culture pérenne ou commerciale dominante comme base de son développement

Idée de base

Imaginer un système intégré dans lequel une grande unité de production (qu'elle soit privée, publique ou société de développement) et intéressée par une spéculation agricole, peut servir de catalyseur pour la promotion de cette culture au sein du système de production familial. Dans ce système, l'entreprise agro-industrielle s'entend avec les petits producteurs autour d'elle à qui elle garantit l'achat à un prix raisonnable, fournit le crédit, la technologie et les intrants nécessaires, l'assistance dans la bonne utilisation des techniques et pratiques de production nouvelles, la transformation et la commercialisation des produits.

Cas étudié

Notre expérience dans ce domaine porte sur un cas typique de coopération entre les petits producteurs paysans et l'agro-industrie dans une sorte de "contract farming" : le projet de "Plantations Villageoises" de la SOCAPALM.

I BASES DE PARTENARIAT

1.1 Caractéristiques des cultures pérennes

✎ Les cultures pérennes sont généralement cultivées aussi bien par les grandes plantations que par les petits agriculteurs.

✎ La production vivrière est d'une importance capitale pour les unités de production familiales.

✎ Dans la grande plantation, la tendance est à la monoculture sur de grandes étendues de terres alors que la culture associée est de règle chez le petit agriculteur où les cultures de subsistance et pérennes ou commerciales occupent les mêmes parcelles.

✎ Mais le plus grand obstacle à l'introduction de la culture pérenne dans la petite exploitation au niveau commercial est lié à la nature biologique de la plante à savoir: sa longue période de gestation

✎ Ceci implique des investissements initiaux importants et à long terme.

✎ Pendant la période de gestation des charges d'entretien importantes doivent être supportées alors que l'agriculteur ne tire encore aucun revenu de ces cultures.

✎ Pour certaines cultures pérennes comme le palmier à huile exigent l'utilisation régulière de la main

✎ L'implication de ceci est que des mesures et arrangements institutionnels spécifiques doivent être mis en œuvre pour l'intégration des cultures pérennes au sein de la petite exploitation familiale comme base de son développement, pour en assurer une bonne supervision des activités de production (production sous supervision).

✎ Les facteurs d'un accroissement de productivité des cultures pérennes sont:

1. L'utilisation d'un matériel végétal amélioré, à haut-rendement et si possible à période de gestation de plus en plus courte
2. Une méthode moins coûteuse de propagation de ce matériel végétal à grande échelle pour atteindre un plus grand nombre d'agriculteurs
3. Une bonne pratique culturale en matière de d'entretien des plantes telles que l'espacement des plantes, l'élagage, techniques de récolte, gestion de l'ombrage etc.
4. Contrôles des maladies et autres insectes nuisibles

1.2 Comparaison entre grandes et petites exploitations des cultures pérennes

1) L'exploitation familiale

☛ Est généralement définie comme une unité de production de subsistance où l'exploitant met en œuvre ses maigres ressources pour produire de quoi nourrir sa famille, très peu de sa production étant destinée au marché.

☛ La culture pérenne requière une plus grande intensité d'utilisation de main-d'œuvre et peu d'équipements, ce qui indique que sa culture est plus économique sur les petites exploitations que sur la grande plantation industrielle où la main-d'œuvre coûte chère.

☛ L'exploitation familiale dispose d'une main d'œuvre familiale abondante dont l'utilisation n'implique généralement aucun calcul économique, le coût d'opportunité étant très bas..

☛ Le véritable problème de la petite exploitation familiale en matière de cultures pérennes est donc lié principalement à la faible productivité des plantes pérennes due à:

- des variétés cultivées non sélectionnées et leur plus longue période de gestation.
- l'utilisation des engrais très modeste due à la pauvreté du paysan ou même à une faible réponse des variétés traditionnelles à l'application des engrais.
- les soins culturaux et pratiques telles que la transplantation, l'élagage, l'espacement des plantes etc, font largement défaut.

☛ La solution réside dans la réorganisation du système de production familiale pour tirer avantage des avancées scientifiques et génétiques déjà accumulées par la grande plantation industrielle.

2) La grande plantation

☛ La grande plantation industrielle dispose généralement des capitaux et des connaissances scientifiques importants, mais manque d'autres facteur de production d'accompagnement telle que la main d'œuvre.

☛ La grande plantation a des capacités managériales plus accrues Utilise une approche scientifique des soins des plantes (espacement des plantes, contrôle des maladies, élagage, temps des travaux etc.).

☛ Le fait qu'elle s'occupe quasi exclusivement d'un seul produit d'exploitation lui permet d'assurer la maîtrise de la filière de ce produit.

☛ L'impact économique du système de plantation comprend:

- Les effets d'ouverture avec création des infrastructures sociales
- La production directe et la transformation sont sources de valeurs ajoutées et de devises
- L'apport technologique
- Les effets de démonstration sur les petits agriculteurs

☛ La grande plantation connaît un certain nombre de désavantages/contraintes:

- Un niveau élevé de risques et incertitudes
- Une trop grande dépendance à la main-d'œuvre bon marché
- Elle exige généralement de vastes étendues de terre qui nécessite souvent

3) La stratégie par la petite exploitation familiale est moins coûteuse

☛ Le coût de d'un développement par le biais de la petite exploitation familiale est plus faible et à moindre risque.

☛ L'investissement en plantation industrielle comprend les coûts liés à:

- la mise en place de l'usine;
- l'établissement de la plantation;
- la créations des infrastructures (bâtiments, routes , logement des ouvriers, écoles etc); et
- les charges d'entretiens pendant que les plantes ne produisent pas encore.

II LE CAS DES PLANTATION VILLAGEOISES SOCAPALM

☛ Le but principal est d'encourager les petits agriculteurs autour des grandes plantations SOCAPALM à cultiver le palmier à huile en vue d'assurer un approvisionnement régulier des usines de la société en matières premières à savoir, les noix de palme.

2.1 Les objectifs spécifiques sont:

1. Approvisionnement des pionniers en inputs améliorés;
2. Multiplication et distribution des jeunes plants de palmier sélectionnés;
3. Mise en place d'un système de crédit pour l'acquisition de ces inputs
4. Fournir un service de vulgarisation pour une assistance technique; et
5. L'achat, la transformation et la commercialisation des noix produites.

2.2 La stratégie et le mode d'intervention du projet

A/ Les obligations et services offerts par le projet

- ☛ Assistance technique
- ☛ L'exécutions des opérations à économies d'échelle.
- ☛ La fournir d'une assistances financière dont crédit à long terme
- ☛ Une capitalisation crédit sur période de gestation à 9%
- ☛ Un service de vulgarisation pour l'assistance techniques
- ☛ La garantie d'achat des noix aux producteurs

B/ Les Obligations des Agriculteurs

- ☛ Adopter les techniques et méthodes recommandées
- ☛ Vendre toute la production réalisée au projet
- ☛ Rembourser le crédit obtenu

III LES RESULTAT DE L'ANALYSE

3.1 Méthodologie du travail

Comparer les exploitants intégrés et non-intégrés en termes de:

- Niveau de production;
- Accès aux ressources, leur structure, le niveau d'utilisation et l'efficacité dans leur utilisation;
- Productivité des ressources;
- Niveau du revenu.

3.2 L'Impact du projet

3.2.1 Sur la production

- ☛ Productivité deux fois plus élevée chez les producteurs intégrés
- ☛ 12.6 tonnes de Production totale par exploitation contre 4.5 tonnes

3.2.2 Sur la structure et l'utilisation des ressources

- ☛ Disponibilité de ressources plus variée:
 - Disponibilité en terre: 17 ha en moyenne par exploitant 11ha
 - Terres achetées: 12% contre 0%
 - Propriétaires par mise en en valeur : 15% contre 7%
 - 48% des terres sous palmier contre 30%
 - Main d'œuvre salariale 40% du total contre 25%
 - Stocks de Capital plus sophistiqué intégré
 - Investissements moyens de 700 00CFA à l'ha contre 13 000CFA

3.2.3 Sur le revenu et rentabilité des facteurs

- ☛ Le revenu net par exploitation de 252 000 CFA contre 57 800
- ☛ Rentabilité par facteur utilisé:

	CFA/Unité	
	Intégrés	Non-intégrés
1. Taille de l'exploitation	2.75 ha	1.75 ha
2. Taille de la famille	6.9	7.4
3. Nbre d'adultes	3.4	4.1
4. Equivalent en H-J	2.8	3.1
5. Marge Brute/an	251 850	57 750
6. Rendement par:		
a) M. O. familiale	74 070	14 080
b) Equiv (H-J)	89 950	16 830
c) Capital	36 500	7 800
d) Terre	91 580	33 000
e) M.O totale	1 250	1 250

3.2.4 Impacts Sociaux du Projet

- ✚ Une plus grande capacité d'organisation des paysans encadrés
- ✚ La tendance à la spécialisation
- ✚ La diversification verticale pionniers
- ✚ La monétisation accrue de l'économie de la zone
- ✚ Changement dans le comportement des paysans

IV FACTEURS-CLEFS DU SUCCES DU PROJET

- ✚ L'existence d'un paquet technologique complet
- ✚ L'existence d'un système de crédit bien adapté était fondamental
- ✚ L'appui institutionnel du projet avec ses divers services
- ✚ Une division de travail judicieuse entre le projet et les exploitants
- ✚ L'existence de débouchés garantis pour la production

V DIFFICULTES DE LA STRATEGIE

- ✚ prix payé au producteur trop bas et détournement de la production
- ✚ Absence d'une stratégie d'intégration ou d'intéressement des producteurs au capital social de l'agro-industrie à long terme, d'où problèmes d'approvisionnement lorsqu'ils deviennent autonomes.

CONTRIBUTION DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LES HAUTES TERRES
(CEREHT) AU PREMIER ATELIER DE CONSTRUCTION DU PCP SUD-CAMEROUN
18-20 MARS 2003 A NKOLBISSON

**Projet de recherche : Le devenir de l'exploitation agricole familiale
paysanne face au développement du vivrier marchand**

Pr KUETE Martin et Dr ASSONGMO Théophile

Centre de Recherches sur les Hautes Terres
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université de DSCHANG

Le contexte (précédent au projet)

Notre recherche a été et est jusque-là universitaire, c'est à dire fondamentale, n'engageant ni bailleurs de fonds, ni services, ni pouvoir publics. Elle s'inscrit totalement dans le cadre du partenariat avec les universités de Toulouse-le-Mirail et de Bordeaux III, auxquelles il convient d'ajouter, pour les besoins de comparaison, la collaboration de l'université de Burundi.

En ce qui concerne les conditions de pérennisation, nous pouvons dire que le thème de recherche s'inscrit dans les activités du Centre de Recherches sur les Hautes Terres (CEREHT), qui se positionne petit à petit comme un véritable observatoire des changements sur les hautes terres. Le souci, mieux l'ambition du CEREHT est de constituer une banque de données à l'usage des chercheurs, décideurs et institutions qui pourraient en avoir besoin.

La méthodologie appliquée au CEREHT est simple et consiste à se donner un cadre théorique, à bien identifier et à définir les concepts opératoires à utiliser, à définir les thématiques possibles et à se les répartir entre les membres du laboratoire. Les étudiants de maîtrise et de doctorat, quant à eux, s'insèrent dans cette recherche dans le cadre de leurs mémoires et thèses. Les moyens matériels et financiers sont généralement à la charge de chaque intervenant ; l'institution n'apportant que l'appui matériel pour le traitement des données de terrain et la confection des rapports. Les rencontres périodiques (bimensuelles) d'évaluation ont lieu, et auront lieu, pendant toute la durée de la recherche. La vulgarisation des résultats se fait à travers les séminaires, tables-rondes, colloques, etc. mettant face à face les praticiens, les opérateurs économiques, les paysans et le monde universitaire.

Nous avons travaillé pendant 6 ans sur l'agriculture paysanne, en rapport avec l'arabiculture des Hautes Terres de l'ouest du Cameroun : exemple type d'exploitations familiales.

Au départ nous n'avons pas procédé par la construction d'un cadre théorique qui nous aurait permis de poser clairement la problématique et le contenu du concept "d'exploitation agricole familiale". Procédant de façon empirique, il nous est apparu au fil de l'étude, des situations récurrentes que nous pouvons considérer comme des marqueurs de l'exploitation agricole familiale et dont je citerais en vrac, sans construction systématique, les plus saillantes.

- soumission des activités au rythme des saisons
 - omniprésence de la question foncière
 - utilisation systématique de l'énergie humaine réduite à celle de la famille stricto sensu et les relations
 - absence des comptes d'exploitation et l'évanescence de la notion de profit
 - taille de l'exploitation
 - faible productivité
 - division sexuelle et par âge du travail et le rôle prépondérant de la femme soumise, par convention sociale au surtravail
- et j'en passe.

Depuis 1949, dans le contexte des HTO, le sort de l'arabica et du vivrier était intimement lié. Aujourd'hui, les deux types de plantes évoluent dans des conditions bien paradoxales. Sur fond de crise, le café dépérit, le vivrier émerge. La somme des problèmes à résoudre est telle que, les logiques

paysannes anciennes qui ont jusqu'ici permis aux Bamiléké de s'adapter aux situations les plus aiguës deviennent inopérantes et exigent de nouvelles méthodes et perceptions.

L'expérience et les leçons qu'on en a tirées nous ouvrent les voies vers le questionnement sur le devenir de l'exploitation agricole familiale au regard du glissement actuel du vivrier, jusque-là de subsistance, vers le vivrier marchand.

Pour ce faire, nous avons ébauché un cadre théorique à propos du concept d'exploitation et surtout d'exploitation agricole familiale qu'il faudrait, dans le cadre d'une recherche opérationnelle, amender en posant clairement la problématique et le contenu de ce concept.

Conceptualisation

Il convient avant tout d'insister sur l'emploi du déterminant « agricole » dans « exploitation agricole familiale » car sans lui, on déboucherait sur un sens différent de celui envisagé (sens marxiste ou radical faisant appel à des dominants et des dominés, des exploitants et des exploités etc.)

Exploitation famille agricole. Il se profile derrière ce concept les notions de :

1) foncier, entendu comme "*ensemble particulier de rapports sociaux déterminés par les facteurs économiques, juridiques, par les techniques d'aménagement et ayant pour support la terre.*"

2) la terre : accès et gestion de l'outil ou du "*support de production et de la reproduction : point de rencontre du visible et de l'invisible*", affectée à un usage permettant l'extraction d'une plus-value. La question de savoir, qui affecte ou qui distribue la terre, et de quel droit, est primordiale. En pays Bamiléké, la question de savoir à qui appartient la terre au sein d'une communauté villageoise n'a jamais trouvé de réponse satisfaisante. En fonction des intérêts, le chef du village en réclame la paternité, réduisant les exploitants à de simples usufruitiers d'un bien inaliénable. Dans l'esprit des populations qui pour la majorité croit à l'autorité suprême du chef, celui-ci n'est que le garant, le gestionnaire d'un patrimoine commun. P. PELISSIER fait remarquer que "*le statut des terres cultivées est fondé, dans l'ensemble de l'Afrique noire, sur des principes communs mais qui donnent lieu à des interprétations et à des adaptations extrêmement variées dans la mesure où elles expriment à la fois la projection de la société sur l'espace et des situations démographiques très contrastées*". Quel que soit son statut, l'accès facile à la terre a pu fonctionner tant qu'elle était abondante. Sa raréfaction, la toute puissance des cultures de rente, l'évolution des mentalités et la superposition du droit latin aux pratiques coutumières (généralisation de la pratique de l'immatriculation et la mainmise de plus en plus manifeste de l'Etat sur les terres) ont davantage rendu complexe la question foncière sous les tropiques. Cette situation n'a pourtant pas complètement éclipsé les types de droits recensés par P. PELISSIER à savoir :

- a) le droit du maître de la terre,
- b) le droit du maître de la hache,
- c) le droit de culture sous forme de prêt temporaire.

Capital de production et de reproduction. Face à la petitesse voire l'absence des moyens financiers, le capital de production et de reproduction renvoie, dans ce contexte, à l'investissement humain, à l'utilisation, essentiellement, de l'énergie humaine comme source énergétique dominante. Elle fait ainsi appel à une autre notion essentielle : celle des acteurs ou des forces productives qui engage la famille restreinte et élargie, la distribution par sexe et par âge du travail.

S'insèrent dans ce concept les notions d'ainés (définie par P. BONNAFE comme une catégorie d'hommes détenant au moins une épouse et aînés privilégiés ceux qui exercent une exploitation sur plus d'une femme), cadets sociaux et femmes dont le rôle primordial dans l'exploitation n'est plus à démontrer. Les points de vue sur la place de la femme dans l'exploitation varient, souvent empreints de passion et d'a priori. Femme subordonnée, exploitée dans la société domestique, qui, malgré ses capacités potentielles de reproductrice, cette qualité de fait lui est institutionnellement déniée ? (Cl. MEILLASSOUX, 1982) ou femme, maîtresse incontestée et incontrôlée du secteur vivrier ?

Le rôle primordial et asymétrique de la femme dans la production du vivrier rend vacillant le concept "*d'exploitation agricole familiale*" si on le prend au sens de communauté de production dans la famille. En effet, si dans l'exploitation vouée aux cultures de rente on peut mesurer la participation effective de chaque membre de la famille, tel n'est pas le cas quand il s'agit de la culture des produits saisonniers où la femme évolue en solo et détient (en pays Bamiléké) le monopole de gestion, de

distribution et de reproduction. S'il y a communauté de consommation en ce sens qu'elle nourrit la famille, il n'y a pas communauté de production encore moins d'accumulation. Faut-il donc parler de **l'exploitation agricole de la femme** ou de la famille quand il s'agit du vivrier ?

La notion de **reproduction** doit être comprise dans son sens de pérennisation des acteurs et de l'activité par :

- La préparation de la relève pour que les cadets deviennent des aînés. Ceci suppose que les femmes à partir de la puberté jouent effectivement leur rôle (fécondation),
- La gestion responsable de la production par la répartition de l'énergie dans le cycle productif c'est-à-dire sa distribution entre producteurs passés, présents et futurs (Cl. MEILLASSOUX)

- * constitution des réserves,
- * part réservée à la reproduction elle-même (semences),
- * part réservée aux activités sociales
- * part réservée à la consommation
- * part réservée à la commercialisation

Les techniques et outils de production. L'utilisation exclusive de l'énergie humaine traduit l'incapacité des producteurs à s'offrir un matériel aratoire indispensable à une exploitation moderne. Un outillage minimum, précaire entre dans l'exploitation famille. La non maîtrise des techniques modernes et l'absence de technologies appropriées assujettissent les activités agricoles au rythme des saisons, imposant ici une division de l'année en saisons productives et improductives. Un surtravail est donc nécessaire, pendant les saisons productives, pour en avoir assez et en conserver pour la période de soudure. La multiplicité des parcelles cultivées compense le bas rendement.

Motivations et intérêt de l'étude

Les travaux précédents ont été fondés sur les raisons fondamentales de la décadence de la caféiculture et les implications socio-économiques directes et indirectes. Au terme de cette étude, nous avons dégagé les tendances actuelles qui, toutes, convergent vers la dynamisation de l'agriculture vivrière paysanne, dont le pouvoir commercial et vénal ne cesse de se confirmer ; d'où le qualificatif de vivrier marchand introduit par COURADE et les autres. En d'autres termes, notre étude a porté sur les enjeux, les acteurs et les pratiques à savoir : paysans, organismes d'encadrement (privés, para-étatiques, etc.) après que le territoire de l'arabica et son évolution depuis les années 1920 aient été bien définis.

Il découle de cette étude que la caféiculture villageoise a souffert des paradoxes qui ont tour à tour marqué les comportements des différents acteurs et essentiellement le comportement des paysans à la recherche de quelque chose et de son contraire en même temps ; l'Etat et l'organisme principal d'encadrement qui, tout en protégeant la poule aux œufs d'or, l'ont finalement étouffée. En d'autres termes, le comportement imprévisible du marché mondial tant récriminé n'a été que la goutte d'eau qui a rompu les digues, mettant en péril l'économie rurale des Hautes Terres de l'ouest du pays.

Le présent programme s'intéresse essentiellement au développement des cultures vivrières dans le cadre des exploitations à caractère familial (entendu par là, un tissu de relations entre des personnes génétiquement unies - père, mère, fils, fille - auxquelles il convient d'adjoindre celles liées à la famille restreinte par des liens de relations tissées par la vie et la reproduction sur le même espace). Ces cultures, dès leur début, sont confrontées aux mêmes paradoxes, à la fois naturels et sociaux que la caféiculture. L'essentiel de notre problématique s'oriente vers le devenir de l'exploitation familiale confrontée :

1) à une sollicitation de plus en plus pressante des grandes villes nationales et sous-régionales, traduite en termes de nombre de bouches à nourrir et de sécurité alimentaire pour les ménages urbains.

2) au phénomène de rurbanisation rapide et surtout au relâchement de la cohésion au sein des familles et l'affirmation de ce qui a fait dire à un observateur que le « Bamiléké fait montre d'un curieux mélange d'individualisme et de vie associative ».

Les études de reconnaissances de terrain ont montré des réseaux spatiaux spontanés et structurés ou organisés importants ; mais aussi des conflits de territoire latents entre producteurs, intermédiaires et consommateurs. Les premiers et les derniers ambitionnent d'établir des liens directs, court-circuitant ainsi ceux là même qui, planteurs au col blanc, tirent le maximum de profit des activités agricoles à caractère familial.

Nous avons dit que l'agriculture vivrière, devenant une agriculture marchande, est confrontée déjà aux paradoxes qu'a connus l'économie caféière : espace limité et disputé par des acteurs aux pratiques variées ; mise en valeur des zones marginales et sensibles en dehors de la soumission aux lois et aux pratiques environnementales. Le marché, qui s'organise même spontanément et qui prend les allures d'un véritable commerce international, se doit de se doter des structures et des règles conséquentes. La grande équation restant de savoir si l'agriculture familiale dans son acception actuelle peut répondre aux sollicitudes multiformes (consommation rurale et urbaine, demande industrielle et pastorale) dont elle fait l'objet. En d'autres termes, peut-elle approvisionner régulièrement, en qualité et en quantité (maîtres mots du commerce international) suffisante le marché local et sous régional ? Un tel défi ne renvoie-t-il pas à des mutations profondes ? À des bouleversements des structures sociales, des formes de productions et de gestion foncière ? Autant de questions auxquelles nous essayons d'apporter des réponses.

Intervenir pour qui ?

La recherche a une visée scientifique, mais pourrait avoir des impacts socio-économiques, en ce sens qu'elle pose, de manière concrète, le sens des évolutions des pratiques spatiales. Elle fait une évaluation du poids et de la portée de la filière vivrier marchand par rapport à la filière culture pérenne (café arabica). En d'autres termes, la question est celle de savoir si la filière du vivrier marchand peut valablement remplacer la filière culture pérenne en déconfiture rapide. De ce point de vue, la recherche s'inscrit largement dans la problématique du développement rural et bien plus dans le contexte de la lutte contre la pauvreté.

De manière spécifique, à travers des études de cas judicieusement choisis, il s'agit de voir quelles sont les chances de réussite des paysans bamiléké dans les nouvelles orientations qu'ils se donnent, et de proposer, au besoin, des axes plus porteurs. Il s'agit aussi, sous l'angle sociologique, de mener une étude comparative du comportement des genres face aux mutations et face à la conquête de nouveaux pouvoirs et territoires.

En ce qui concerne les produits attendus, il s'agit :

- 1) de la banque de données sur les exploitations familiales agricoles en situation de crise multiforme.
- 2) du travail en équipe pluridisciplinaire (géographes, sociologues, agronomes, économistes, etc.) ; la réflexion concertée pourrait ouvrir de nouvelles pistes aux agronomes qui mènent quotidiennement un travail de proximité avec les paysans.

Les impacts attendus, quant à eux se situent à deux niveaux :

- 1) au niveau du renforcement des liens et des échanges entre les universités du nord et celles du sud, donc au renforcement des capacités des universités du sud.
- 2) au niveau de l'application des résultats de la recherche par le renforcement de la capacité d'intervention des agronomes en milieu rural.

Intervenir où (territoire à investir) ?

Il s'agit des Hautes Terres de l'ouest du Cameroun, dont les caractéristiques physiques et humaines ont été largement étudiées dans le cadre d'une précédente étude. Il conviendrait néanmoins de procéder à un choix judicieux des zones tests. Le caractère marchand du vivrier nous impose des va-et-vient entre les territoires de production et ceux de commercialisation nationaux et sous-régionaux. De ce fait, l'étude prend donc en compte la filière toute entière, avec sa gamme d'intervenants locaux, nationaux et sous-régionaux, dont les préoccupations et les motivations ne sont pas nécessairement convergentes.

Caféiculture paysanne dans l'Ouest Cameroun

Pr. Isaac Tchouamo, Université de Dschang

Introduction.

Le Cameroun reste un pays essentiellement agricole malgré l'exploitation et l'exportation du pétrole en 1978. En effet, l'impact du pétrole sur l'économie camerounaise n'était sensible que de 1980 à 1985 où sa contribution au PIB a été de 19% en 1984/1985.

Depuis 1986, une forte récession a fortement ralenti le développement économique du pays. L'agriculture reste la cheville ouvrière du développement. La survie de la majorité des citoyens en dépend. Elle contribue pour 26,33% au PIB. Les produits agricoles représentent 41,13% des exportations du pays. L'agriculture emploie les trois-quarts de la main-d'œuvre et procure 10 à 20% des revenus annuels de l'Etat.

La contre performance du secteur agricole dans les années 80 découragea les producteurs. Les investissements dans le secteur furent réduits. L'exode rural s'accrut au Cameroun. Les producteurs pratiquent une association des cultures de rente et vivrières. La production agricole est basée sur des exploitations familiales, une main-d'œuvre volontaire, sans source de financement et un encadrement technique approximatif.

Depuis l'époque coloniale, le café a joué un rôle déterminant dans l'intégration de certaines zones rurales du pays à l'économie marchande internationale. En effet, le café est la principale source de revenu pour près de 300.000 ménages dans le Sud-Cameroun (Tableau 1). Près du quart des exploitations à base du café dominent dans les Provinces du Nord-Ouest, de l'Ouest, du Littoral, de l'Est et du Sud-Ouest.

Les revenus issus des cultures de base, varient de 19,1% à 81,7%. Les revenus issus de la vente des produits vivrières sont également importants dans les centres de production de café. Les ouvriers bénéficient des inputs alloués aux cultures de rente. L'apport de l'élevage au revenu du ménage est insignifiant sauf dans la Province du Nord-Ouest. Les cultures de rente ont un effet sur les ménages. Tout changement de prix a des conséquences sur les dits revenus. Le tableau 1 montre l'importance du café et des cultures vivrières sur les revenus des ménages dans les Provinces du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest, de l'Est, du Sud-Ouest et du Centre.

Tableau 1. Importance du café et des cultures vivrières au revenu des ménages dans les Provinces du Centre, de l'Est, du Littoral, du Nord-Ouest, de l'Ouest, et du Sud-Ouest.

Province	Nombre d'exploitations familiale	Nombre de plantations de café	%	Revenu Moyen (FCFA)	% Revenu issu de		
					Cultures de rente	Cultures vivrières	Élevage
Centre	162.500	14.126	8,69	229.000	59,3	47,0	2,0
Est	66.700	28.388	42,56	253.000	57,6	40,5	1,9
Littoral	64.500	31.632	49,04	349.000	81,7	17,3	1,0
Nord-Ouest	131.200	80.586	61,42	226.000	19,1	64,8	16,0
Ouest	158.900	91.506	57,59	130.000	61,7	35,0	3,3
Sud-Ouest	74.200	31.045	41,83	464.000	50,9	47,0	2,0
Total	1.145.700	324.320	28,31	180.000	51,2	40,3	8,5

Source: MINAGRI, 1987.

Les Hautes Terres constituent le grenier du pays. Suite aux conditions climatiques, l'arabica (*Coffea arabica*) est concentré dans cette région. Les paysans pratiquent un système de culture intensif associant plusieurs cultures vivrières et le caféier. L'arabica est cultivé dans 172.415 exploitations pour 93.678 hectares. Le rendement moyen par exploitation est de 392 kg par hectare (MINAGRI, 1987).

Le café robusta (*Coffea canephora*) forme une ceinture dans le Sud du pays. Les grandes zones de productions sont le bassin du Mungo dans les Provinces du Littoral, de l'Ouest et du Sud-Ouest et le Département du Haut Nyong dans la Province de l'Est. Les deux zones produisent les trois-quarts de la production nationale du robusta. Contrairement à l'arabica, la majorité des exploitations à base de robusta étaient en monoculture. Cependant, des observations récentes ont constaté une association du robusta avec d'autres cultures vivrières.

172.253 exploitants à base de robusta totalisent 192.316 hectares. Le rendement moyen par hectare est de 626 kg (MINAGRI, 1987).

Depuis 1981, la production Camerounaise d'arabica en général, et celle des Hautes Terres en particulier, est constamment en baisse. En effet, la production a commencé à baisser avant même la baisse des prix au producteur des années 1989. Le déclin de la production dans les Hautes Terres est dû aux facteurs suivants:

- 1) Non disponibilité des terres par la création de nouvelles exploitations suite à une forte pression démographique;
- 2) L'utilisation limitée des inputs (engrais chimiques et organiques, finance, pesticides, et main-d'œuvre);
- 3) Intensité non maîtrisée des associations; et l'accroissement des prix des produits vivrières contrairement à ceux du café.

La production du café arabica a chuté drastiquement. Elle est passée pour la Coopérative Agricole des planteurs de la Menoua (CAPLAME) de 16.850 à 1755 tonnes entre 1981 et 2000 respectivement.

Aussi de nombreux chercheurs se sont inquiétés de la situation : Hatcheu (1994) qualifie la situation de dramatique. Grangeret-Owona (1995) se demande si ce n'est pas la fin du modèle familial d'agriculture intensive des Hautes Terres?

Ce papier se propose de présenter la situation actuelle de la caféiculture dans les Hautes Terres, d'identifier les principales contraintes et d'en dégager les perspectives.

Brève Présentation de la zone d'étude.

Les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun couvrent une superficie de 31.290 km² et abritent environ 2.654.400 âmes soit une densité moyenne de 85 habitants / km² alors que la moyenne nationale n'est que de 25,8 habitants / km².

C'est une région géomorphologique nettement individualisée, caractérisée par l'altitude et le volcanisme. C'est un ensemble de hauts plateaux supérieur à 1.000 m étagés de chaque côté d'un alignement d'édifices volcaniques orientés SSW - NNE, marquant une ligne qui va du Golfe de Guinée au Tibesti : cette ligne est jalonnée dans la zone d'étude par les monts Bamboutos (2669 m) et la mont Oku (3.000 m), et ailleurs par les Monts Manengouba et Cameroun. On distingue le plateau de Bamenda (1.600m); le plateau Bamiléké (1450m); le plateau Bamoun (1.000-1.200m).

En contre-bas des hauts plateaux s'étendent vers 700 m la plaine des Mbo au Sud-Ouest, la plaine Tikar au Nord-Est, et sur le reste de la périphérie, la plaine Sud-Camerounais.

Du point de vue géologique, la zone apparaît comme un socle portant sur sa majeure partie une couverture volcanique de composition et d'âge variés et, sur une petite zone (plaine des Mbo) des sédiments détritiques. Le climat subéquatorial est transformé par la mousson et le relief en un climat pseudo tropical. Il y tombe en moyenne 1.700 mm d'eau par an. Les températures oscillent entre 14 et 27°C.

La végétation a été profondément perturbée par l'altitude et les fortes densités de la population. Les sols, d'une fertilité originelle remarquables se catégorisent en trois types: les sols ferralitiques, les sols peu évolués et les sols hydromorphes.

Les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun ont bénéficié pour se forger, se conserver et se manifester de conditions humaines très favorables. Elles sont organisées en chefferies, institutions politiques et des structures sociales remarquables par leur cohérence, leur vigueur et leur efficacité, qui encadrent l'individu et lui imposent une discipline sévère mais sans l'écraser, sans étouffer chez lui la liberté et l'esprit d'initiative.

Les fortes densités de populations frappent le visiteur. Elles occupent le premier rang au Cameroun: 85 habitants / km² en moyenne avec des poches de plus de 1000 habitants / km² dans certains quartiers de la chefferie Bafou. Ceci est dû à un taux de natalité élevé remarquable (environ

50 / mille) et un accroissement naturel non moins élevé d'environ 25 / mille (Ducret, 1988). Dongmo (1981 : 57) estime que ces fortes densités résultent d'une part d'une immigration complexe qui a concentré dans la région au cours des trois derniers siècles les populations venant pour la plupart de la plaine du Haut-Nkam, et d'autre part d'un essor démographique puissant dont le fruit a été entièrement capitalisé sur place.

Le Régime Foncier

Deux régimes fonciers se superposent dans la zone d'étude: traditionnel et moderne. Le régime foncier moderne repose sur la loi n°74/1 du 6 Novembre 1974. Cette dernière fait de l'Etat l'unique propriétaire des espaces non immatriculés. Malgré cela, la système traditionnel prédomine. Tchouamo (1980), Dongmo (1981) Ouden (den) 1980, notent que le régime foncier traditionnel des Hautes Terres repose sur deux dimensions : les droits de propriété et les droits d'usage agricole de la terre, les pâturages étant des propriétés communes.

Les droits de propriété s'articulent en un système de type féodal, comprenant quatre niveaux:

- les droits du Chef
- ceux des notables et autres dignitaires
- ceux des sujets
- ceux des femmes.

Dans toutes les chefferies des Hautes Terres comme partout en Afrique (le Bris et al., 1991), la terre appartient à tous les membres de la communauté. Le Chef en est le gestionnaire. Aussi, il est le seul à donner le droit d'usage de la terre. Bien indispensable et rare, la terre était la principale source du pouvoir des chefs. Ces derniers réservaient une bonne partie de la terre qu'ils donnaient à exploiter à leurs propres femmes, tandis que le reste était donné en usufruit à la population, collectivement pour les pâturages, et individuellement pour les cultures et les raphiales.

Le Chef déléguait le droit de propriété d'une partie des terres aux notables et dignitaires. Ces derniers, à leur tour pouvaient installer leurs progénitures et toute autre personne qui en faisait la demande. Les terres ne pouvaient être retirées qu'en cas de faute grave. Les autres membres de la communauté recevaient du Chef ou des dignitaires le droit d'usufruit sur les petites parcelles. En recevant la terre, le sujet remettait au bienfaiteur, un cadeau symbolique communément appelé "sel". Il devait périodiquement à son bienfaiteur des prestations ou travail. Chacun devait à son tour installer ses enfants, ce qui entraîne un émiettement dans le temps. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'émietter certaines parcelles, tellement elles sont réduites.

Même si les parcelles étaient allouées aux hommes, ces derniers ne se livraient pas à la production agricole proprement dite. Ce travail était l'œuvre des femmes. L'homme divisait ses terres ou parcelles et les distribuaient aux femmes (épouses, parentes, etc.). En effet, les droits des femmes sur une parcelle peuvent se transmettre ou pas aux ayants-droit.

Cependant, depuis près d'un siècle, les droits sur la terre subissent des changements qui tendent à réduire le pouvoir du chef au profit des habitants et de l'Etat.

Les systèmes de culture paysanne

Les systèmes de culture paysanne des Hautes Terres frappent par leur grande diversité : diversité d'espèces, d'association d'espèces, d'arrangement spatial et diversité de leur répartition sur les différents espaces. La diversité concerne les modes de conduite, les relations et les raisonnements des paysans.

Toute concession des Hautes Terres est divisée en plusieurs champs, traduisant l'existence de différents terroirs, l'implantation des cases et des voies de communication.

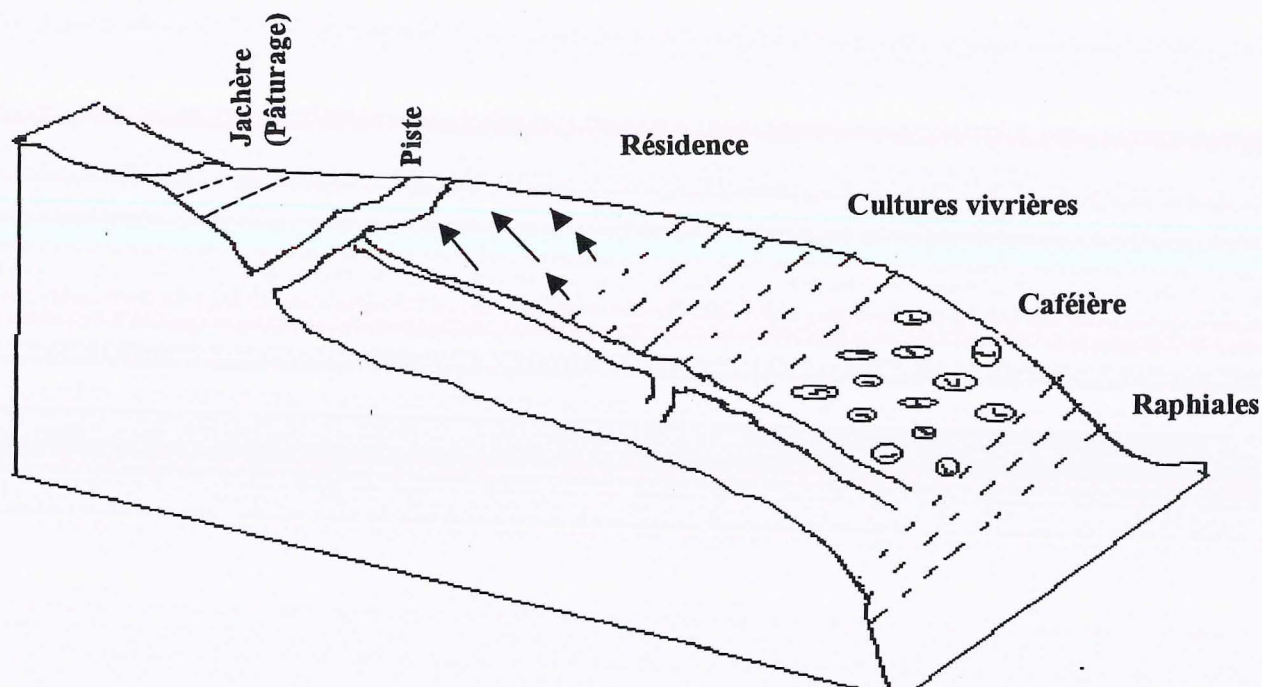


Figure 2 : Structure d'une exploitation agricole dans les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun.

Grosso modo, on distingue:

- le champ de mort réservé à la pomme de terre, arachide etc..
- les jardins des cases autour des habitations
- le champ vivrier permanent
- la caféière (champ de lisière de raphia)
- la raphiale.

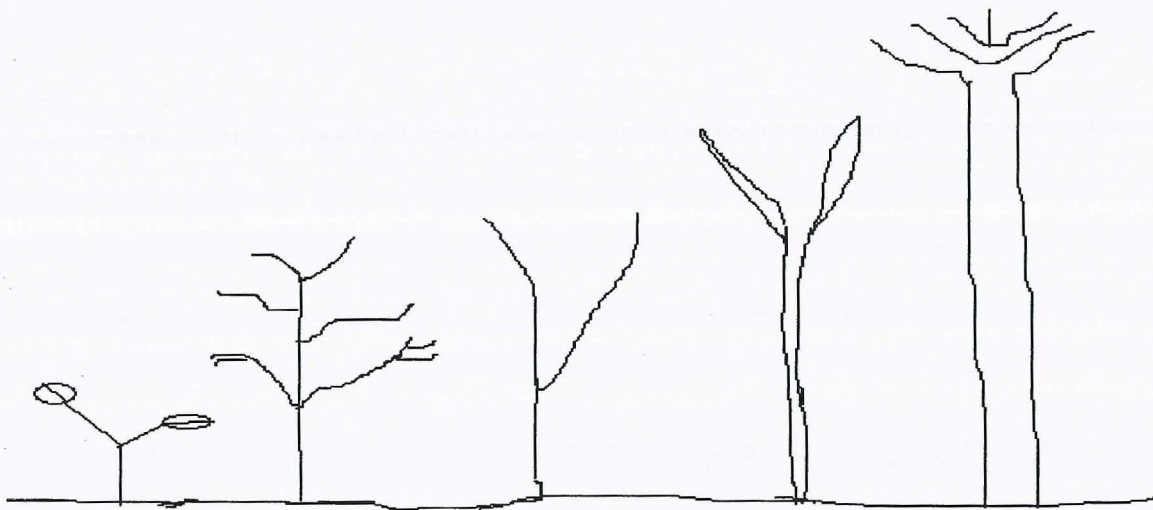
Nous ne nous attarderons que sur les parcelles des caféiers. Ici, nous découvrirons des parcelles de Robusta et celles d'Arabica.

Les exploitations paysannes à base du caféier Robusta

Ces types d'exploitation se rencontrent dans les plaines, 700-1100 m d'altitude (Santchou, Kekem, Massangam et Magba).

Autrefois, ces parcelles ne comportaient que du caféier et quelques arbres fruitiers (ombrage en saison sèche) et quelques palmiers à huile. Les paysans ont changé de système de culture du café robusta. On note dans la zone de Santchou des associations :

- 1- caféier + voacanga + palmier à huile
- 2- caféier + gingembre + macabo + manioc + banane plantain + arbres fruitiers + palmier à huile.



Strate dans une exploitation à base de caféier Robusta : Santchou.

- La strate inférieure est occupée par le gingembre, semé à 35 x 35 cm.
- Immédiatement suit le macabo (macouba) semé à 45cm x 45cm.
- Le caféier semé à 3 x 3 m
- Le manioc est éparpillé dans la parcelle .
- Les bananiers sont plantés à 5 x 5 m
- Le palmier à huile disposé à 10 x 10 m.

La fumure organique est constituée de parche de café acquise au prix de 500 FCFA le sac de 30 kg livré au champ.

Depuis la flambée des prix des engrais chimiques et la baisse du prix au producteur, ces derniers ne fertilisent presque plus.

Les traitements phytosanitaires sont également réduits au minimum.

Les exploitations à base de caféier arabica

On note deux principaux systèmes de production de café:

- Les parcelles à différents niveaux d'intensification depuis la culture pure avec d'engrais et traitements phytosanitaires à la caféière clairsemée, plus ou moins abandonnée et associée aux cultures héliophiles.
- Les parcelles de cultures associées :
 - * macabo + taro + caféiers
 - * macabo + taro + maïs + caféiers
 - * macabo + taro + maïs + haricot + caféiers
 - * macabo + taro + bananiers + caféiers + arbres fruitiers.

En effet, il existe une multiples de combinaisons variant de caféière ombragée comme telle et son remplacement progressif par des systèmes de culture à vocation vivrière dominante. Les caféières sont localisées en deux endroits dans la concession, correspondant à deux types de gestion de l'association.

- La caféière de bas et de milieu de pente, sur sols variables, en grandes parcelles et à gestion extensive (jachère d'un ou tous les 3 à 5ans, et moins d'engrais sur les caféiers).
- La caféière de case, représentant entre 10 à 20 % du nombre de pieds de caféiers, sur des sols généralement épais, gérée plus intensivement (caféiers et vivriers), suppression des jachères et apports accrus de fumure minérale et organique.

On rencontre également des caféières clairsemées en production, sur culture de champ d'arachide ; soit elles évoluent vers une re densification des caféiers et association type, soit vers l'abandon de la caféiculture et vers une orientation vivrière exclusive.

La caféière de case se distingue par son degré d'intensification. Les jeunes plants sont fréquemment remplacés. La taille est soignée. C'est la parcelle qui est montrée au vulgarisateur et au chercheur de passage.

Les cultures associées sont les mêmes que celles indiquées plus haut. Cependant, on met l'accent sur le maïs, qui est planté densément, sans billon ou sur petits billons (20cm de large), à la périphérie des cases et à proximité des cases.

Le bananier est un élément de premier ordre. Les nombreux pieds sont groupés en bosquets et produisent ce dont la famille a besoin tout au long de l'année.

Le producteur apporte surtout de la fumure organique en grande quantité, tout au long de l'année. La parcelle bénéficie du fumier des animaux domestiques (chèvres, porcs, volailles), des ordures ménagères et des déchets de la récolte.

Au delà de 180 m d'altitude, les tubercules de l'association sous caféiers (macabo et taro) sont souvent remplacés par la pomme de terre.

Les principales contraintes de la caféiculture paysanne dans les Hautes Terres de l'Ouest Cameroun

Les principales contraintes sont structurelles. Elles sont liées à l'étroitesse de la taille des exploitations.

1- Etroitesse des espaces cultivables.

MINAGRI (1987) estime à 1,2 ha la superficie moyenne des exploitations agricoles dans les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun. Disposant d'un espace réduit, et devant faire face à une forte pression démographique comme signalé plus haut, le producteur des Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun s'est efforcé toujours de produire et de faire produire le plus possible sa terre.

Cette occupation est extrêmement dense. Les densités sont trop élevées et ne répondent à aucune logique scientifique. L'association ne suit aucune règle fixe.

En plus d'une association désordonnée, le paysan pratique deux ou plusieurs campagnes par an. Le sol est constamment occupé par des cultures. Ce qui hypothèque le maintien de la fertilité (Grangeret-Owona, 1995 : 46).

La jachère a presque complètement disparu. Il n'est donc pas possible de créer de nouvelles parcelles de caféiers.

2- Un exemple de temps chargé

Qu'on examine l'emploi du temps d'un paysan de l'Ouest, au niveau de la journée, de la semaine ou de l'année, il apparaît toujours très chargé.

Pour les deux sexes et quel que soit l'âge, le travail commence avant le lever du soleil et se termine parfois avec les lampes torches. Dès 4 heures du matin, la gare routière de la station total à Bafoussam est bondée de monde, à la recherche d'un moyen pour se rendre au champ. Le retour se fait au delà de 20 heures.

Les femmes sont très sensibles à ce système car la plus grande partie des travaux champêtres repose sur elles. Elles maigrissent et paraissent misérables notamment en saison sèche.

Les exploitations comptent généralement sur la main d'œuvre familiale. Or les enfants vont à l'école et ne participent plus comme par le passé aux activités agricoles. La fardeau repose sur les femmes, qui de plus doivent assurer les rôles de reproductrice et d'animation de la communauté.

3- Difficile accès aux inputs

Le caféiculteur n'a plus accès aux inputs que sont, les ressources financières, les engrais chimiques et les pesticides. Foko (1994, 2000), Grangeret - Owona (1995), Hatchu (1994) notent que le caféiculteur de l'Ouest, comme ses pairs n'a pas accès au crédit pour améliorer sa production. Il dépend des tontines familiales et des amis pour son capital financier. Cette situation a été aggravée par

la crise des années 80. Nanhou (1993), Passo (2000), Hatcheu (1994), Grangeret - Owona (1995) ont remarqué que la consommation d'engrais chimie avait baissé. Près de la moitié des producteurs ont substitué les engrais chimiques par des engrais organiques, moins chers et disponible.

En effet, le sac de 50 kg d'engrais chimie (20-10-10) est passé de 2000 à 8500 FCFA entre 1986 et 2000 alors que le prix du kilogramme du café au niveau du producteur passait de 558 à 550 FCFA au cours de la même période (Passo, 2000:64). Le sac (60 kg) de café était acheté à 33.480 FCFA en 1986 et 33.000 en 2000. Une légère comparaison des chiffres entre 1986 et 2000 montre que la vente d'un sac de café permettait d'acheter 16,74 sacs de 50 kg d'engrais alors qu'en 2000, elle ne pouvait plus acheter que 3,88 sacs. Aussi, le caféiculteur semble être quasiment asphyxié dans son activité de production. Entre temps, les prix des pesticides et des fongicides ont grimpé, atteignant 350% pour le caocobre 500 principal fongicide utilisé contre l'anthracnose. Le manque de traitements contre les antésia et les scolytes des baies a engendré la prolifération des insectes, qui ont attaqué et détruit complètement certaines cultures vivrières telles que le haricot dolique (Thyggard, 1998).

4- Désorganisation des producteurs.

Autrefois, les caféiculteurs étaient organisés autour des puissantes organisations telles que l'Union Centrale des Coopérations Agricoles de l'Ouest "UCCAO", le North-West Cooperative Association Ltd "NWCA". Mais la loi n°92/006 du 14 Août 1992 et le Décret n° 92/455/PM du 23 Novembre 1992, ainsi que la Loi n° 93/015 du 22 Décembre 1993 ont désorganisé le mouvement paysan et a eu des conséquences néfastes sur la qualité et la prix du café Camerounais. En effet, ces lois ont libéralisé le marché du café sans mettre suffisamment en place des systèmes de contrôle. Des aventuriers, sans compétences se sont lancés dans la filière café et ont terni l'image du Cameroun sur le marché international.

Alors que l'UCCAO et le NCWA avaient des cadres susceptibles d'apprécier la qualité du café en fonction des exigences du marché international, les nouveaux exportateurs n'en avaient pas. Ces derniers ont donc mis sur le marché un produit de qualité douteuse. Aussi, depuis un certain temps, *"les produits du Cameroun sont mal payés. Du prix indiqué sur le marché international, le vendeur Camerounais subit de force une réduction (décote) à cause de la baisse de la qualité et des coûts très élevés supportés au port de Douala. Ainsi le prix de "référence" par l'ONCC, c'est le prix CAF diminué de la récolte. Cette dernière est de 30 à 40 FCFA par kilogramme"* (CICC, 2000:7). Cette somme est prélevée sur le prix payé au producteur.

5- Désintéressement de l'encadrement technique

Compte tenu de la diversification excessive, et la destruction des parcelles de caféiers, le vulgarisateur ne met plus l'accent sur le café. Son attitude est renforcée par celle de nombreux paysans qui, depuis belle lurette, ne veulent plus entendre parler du café.

Perspective de la caféiculture paysanne

De nombreux producteurs se sont débarrassés du café. La situation est plus sévère chez les arabiculteurs que chez leurs collègues les robustaculteurs. Les améliorations envisagées sont dans l'ordre : amélioration du circuit de commercialisation, vulgarisation des techniques d'association et de conservation des sols, accession aux inputs (crédits, fertilisants, pesticides). Les producteurs ont souffert des conséquences du désengagement de l'Etat dans le secteur de production et de commercialisation du café. Ils ont perdu les bénéfices que leur procuraient les coopératives.

La non maîtrise du conditionnement du café par les nouveaux exportateurs ont terni l'image du café camerounais, ainsi que celle de son producteur. La demande a baissé, ce qui a réduit le prix. Ce qui est produit n'est même plus vendu. Il est indispensable de vulgariser les techniques de traitement de café. Les efforts de CICC doivent être renforcés.

Afin de maîtriser la densification pratiquée dans les exploitations du café, des recherches agronomiques sont indispensables. Ces recherches devront être conduites conjointement par les producteurs, les vulgarisateurs et les chercheurs en station.

La maîtrise de la fertilité des sols est également un axe à améliorer. Des analyses des sols doivent être une grande préoccupation. Dans toute la région, on utilise les mêmes formules d'engrais

alors que les sols ne sont pas les mêmes. Le degré de dégradation varie d'une zone à une autre. Les fongicides et les insecticides sont utilisés de manière hasardeuse. Ce qui pollue l'environnement.

Aussi les études sont nécessaires pour déterminer le degré de pollution de la zone par les pesticides qui sont abusivement utilisées. Les résidus des pesticides sur les denrées alimentaires devraient également faire l'objet d'analyse.

Les variétés de caféier datent de près de 50 ans. Les sols avaient une autre composition chimique qu'aujourd'hui : aussi, faut-il développer de nouvelles variétés adaptées au contexte du troisième millénaire.

Les paysans n'ont pas accès au crédit. Il faudrait étudier les modalités de mise à la disposition des caféiculteurs des crédits pour améliorer leurs exploitations. Quelques innovations initiées par les paysans sont disponibles dans les exploitations. Il est souhaitable de les capitaliser et de les valoriser.

Références

- Alary, V., Le Concept d' "Infériorité de marché": l'exemple du marché du café arabica Camerounais: In Courade, G., *Le village Camerounais à l'heure de l'ajustement*. Karthala, Paris, 1994. PP. 98-101.
- Afrique Agriculture : Café : les Africains Contraints à se Ressaisir Rapidement. 229: 20-24, Paris, 1995..
- CICC. Aide Mémoire du Membre de Comité CICC d'Arrondissement, Douala; 2000
- Courade, G. Des observations, des chercheurs et des planteurs, les observations ruraux d'Ocisca. In Courade, G., *Le village Camerounais à l'heure de l'ajustement*. Karthala, Paris, 1994, PP.170-183
- Dongmo, J. L. *Le Dynamisme Bamiléké (Cameroun): La Maîtrise de l'Espace Agraire*. CEPER, Yaoundé, 1981.
- Ducret, G. *Documents Pédagogiques pour l'Analyse du Milieu Rural. Module 1: Enquête de quartiers*. Opérations Bafou, Centre Universitaire de Dschang, 1988.
- FADANI, A. *Agricultural Price Policy and its Impact on Export and Food Crop Production in Cameroon. A Farming Systems Based Analysis of Pricing Policies: The case of coffee-based Farming Systems*. Interim Report, University of Hohenheim, Germany, 1993.
- Fark- Griiniger, M. *La Transition Economique à l'Ouest du Cameroun 1880-1990 : Jeux et Enjeux*. EDES. Nouchâtel, 1995.
- Foko, E. Les Transformations des systèmes d'Epargne Rurale avec la Crise dans l'Ouest du Cameroun. In Courade, G. *Le village Camerounais à l'heure de l'Ajustement*. Karthala, Paris, 1994, P.P. 356-365.
- Fokou, B. Libéralisation de la filière : le cacao et le café en seuil. *La Nouvelle Expression*, 1999, 559 : 3-6, Douala.
- Freud, C. & Freud, E. F. Les cafés robusta africains peuvent-ils encore être compétitifs ? *Cahiers d'Etudes Africaines* .136 (4): 597-611. 1994
- Grangeret - Owona, I. De la crise à la dévaluation du Franc CFA: Les évolutions Technologiques et Sociales de l'agriculture Intensive Bamileke. *Cahiers Agricultures*, 1995: 45-51.
- Hacheu, E.T. *Quel avenir pour les Bas-fonds de l'Ouest du Cameroun après la Dévaluation du Franc CFA ?* Les cahiers d'OCISCA N°13, Yaoundé -1994.
- Jacquet, L. Le Transfert de compétence et de technologies pour l'amélioration de la qualité du café. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. 1997: 1875-1880.
- Jaza Folefack, A. J. *L'UCCAO: Victime de la Démocratie ?* Rapport de Stage d'Insertion Professionnelle, UDS, FASA, Dschang, 1994.
- Kleitz, G. *Les Systèmes de culture en Pays Bamiléké (Ouest - Cameroun)*. Centre Universitaire de Dschang/CIRAD/ESSAA/CNARC., Dschang. Montpellier, 1988.
- Nanhou, Y. V. *Une Etude économique de l'impact du programme de réforme du Sous Secteur Engrais (PRESSE) sur les Arabiculteurs du Village Bamougoum*., Province de l'Ouest. Mémoire de fin d'Etudes , INADER, Dschang.

- République du Cameroun. *Recensement Agricole 1984: Secteur Traditionnel*, MINAGRI, Yaoundé. 1987
- Republic of Cameroon. *VIth five year Economic, Social and cultural Development 1986-1991*. Ministry of Plan and Regional Development, Yaounde, 1986.
- Ouden (den), J.H.B. *The Process of Incorporation with regard to the relations between local population and outside world: the case of two Bamileke chiefdoms, Cameroon, in the period 1900-1970*. Paper presented at the workshop on "Structures of Intervention and Rural Development: A sociological Perspective." Agricultural University, Wageningen, 26-27 Janvier 1979.
- Passo, S.J.. *Une Analyse Economique de l'Impact de la Libéralisation du Sous-secteur Engrais sur la caféiculture dans la CAPLAME*. Mémoire de fin d'Etudes, UDS, FASA, Dschang, 2000.
- Scoth, W. E. *Development in the Western Highlands*. USAID, Younde, 1980.
- Tchouamo, I. R. *Cooperatives and Development in the West-Province of Cameroon*. M.Sc Thesis. S.S., the Hague, 1980.
- Tchouamo, S.R. *Les Relations Hiérarchiques d'une Institution Rurale et l'Organisation socio-économique de sa zone d'Intervention: cas de l'UCCAO au Cameroun*. ENSA, Yaoundé, 1978.
- MINAGRI, *Enquête de Base sur la zone du Projet Hauts Plateaux de l'Ouest*, Direction des Etudes et Projets, Yaoundé, 1981.
- Tchouamo, S. R. *Les Impasses des Stratégies de Substitutions chez les planteurs de l'Ouest du Cameroun*. In Couade, G. *Le village Camerounais à l'Heure de l'Ajustement*. Karthala, Paris, 1994 PP 344-353.
- Tchouamo, I. R. *Café et démocratie dans les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun*. Communication au colloque International de Dschang sur: "La Caféiculture paysanne des Hautes Terres du Cameroun: Mutations spatiales et Transformations Socio-Politiques". Université de Dschang, 26-30 Novembre 2000.
- Tsala Ekam, G. *Gros Plan sur l'UCCAO*. *Cameroun Agriculture* 2: 15, 1986.
- Vercrujse, E., *The Limitations of Peasant Production*. Paper presented at the conference on " The African small Farmer: Production and commercialisation ", Africa studies Centrum, Leiden,

ANNEXE 6. Débats sur les trois premières présentations

1. Intégration de la pisciculture à l'agriculture familiale (*Victor Pouomogne*)

- JL Reboul : par rapport à l'éloignement des marchés : qu'envisagez vous au niveau post-récolte ?
- Victor P. : tout se vend au bord de l'étang.
- E. Douya : Etudes de marché pourraient être faites parce que les villes sont approvisionnées par des poissons venant des étangs.
- B. Tailliez : Est-ce que la diffusion de la technologie est possible ?
- Victor P. : Oui. Par contre il y a une diffusion paysan / paysan qu'on ne maîtrise pas.
- O. Mikolasek : Le PCP pourrait considérer ce débat : organisations professionnelles pour mieux diffuser, approvisionnement des villes, prix de vente au consommateur.
- Quels sont les facteurs déterminants dans la prise de décision des paysans de faire du poisson ?
- Victor P. : Les éléments naturels : il faut de l'eau, le sol, une bonne topographie. Il y a aussi les effets d'imitation : l'ami à côté de chez vous qui a son étang, les encadreurs qui suggèrent la création d'étang, enfin la visite de bailleurs de fonds dans le village qui jouent un rôle moteur.
- S. Dury : faudrait-il cibler des zones où vous pouvez facilement implanter la pisciculture (où réelle demande) ?
- Yves Clouet : quels sont les avantages de cette recherche en s'intégrant au PCP ? Quelles recherches seraient à développer dans le PCP ?
- Réponse Victor P. : 1) Intensification (aliments, etc.) ; 2) bailleurs locaux.
- Réponse Olivier Mikolasek : 1) Intégration, flux de matières organiques dans l'exploitation, synergies optimales, 2) la mise en marché, le marché de proximité plutôt que la capitale si éloignée, 3) Comment créer une dynamique sociale autour de cette pisciculture (forte adoption), qui doit animer ce secteur : professionnalisation, organisation paysannes, vulgarisation, etc, 4) Qualité-santé.

Sur le volet Intensification (cf. réponse Victor) : le relier à "modèles techniques".

2. Partenariat entre l'agriculture de plantation industrielle et l'agriculture paysanne pour le développement de la petite exploitation familiale (*J. Tchakoa*)

- Victor Pouomogne : Quelle intégration pisciculture-palmier à huile ?
- O. David : pourquoi la Socapalm se lance dans ce type de contrats ?
- B. Tailliez : Depuis la privatisation de la filière, il peut se poser un problème de confiance entre le planteur et la SOCAPALM.
- E. Douya : une des pistes de recherche : quelle est la condition de survie des plantations villageoises dans ce contexte de libéralisation ?
- S. Dury : Cet exposé pose aussi deux questions : a) L'approvisionnement des usines de transformation agro-alimentaire (par exemple dans la culture du manioc plusieurs usines se montent et se posent des questions sur les relations avec les producteurs, la mise en marché, etc.), donc quelles sont les relations "usines - agriculture familiale" ?, b) Qu'est ce qui est le plus rentable ou le plus intéressant : l'organisation industrielle ou artisanale ?
- E. Cheyns : 1) Par rapport à la question de S. Dury, "quel système est le plus efficace" : cela dépendra des critères d'efficacité que l'on se fixe.
- 2) Qui sont les bénéficiaires de votre projet de recherche ?
- J Tchakoa : c'est avant tout un travail universitaire (thèse).
- S. Rafflegeau : l'analyse est assez complexe au niveau du fonctionnement. Cela dépend par exemple si l'on se situe dans un "bassin d'approvisionnement" ou hors bassin.

- Yves Clouet : est-ce que notre recherche sera finalisée (articulation forte avec la demande ou les utilisateurs, articulation avec l'action) ou orientée vers la compréhension des mécanismes (effet plus interne) ? A débattre.

3. Le devenir de l'exploitation agricole familiale face au développement du vivrier dans les Hautes Terres. (Martin Kueté)

- B. Tailliez : Comment faire travailler de façon pluridisciplinaire des chercheurs de plusieurs institutions (l'Irad, Dschang, Univ de Yaoundé, Cirad, etc.) dans la problématique du PCP ?
- Réponse : proposition de scinder le sujet en sous-thèmes, et chacun peut s'inscrire dans un sous-thème.
- E. Douya : le but est de savoir quoi ? les cultures à développer ou autre chose ?
- Réponse : voir les orientations que prend l'économie rurale dans un territoire investi pendant 70 ans par les cultures pérennes, aujourd'hui remplacé par ce que l'on appelait "agriculture de subsistance", et aujourd'hui "agriculture marchande". Cela invite à revoir les systèmes de vente ? Les Bamileké sont pourvoyeurs de l'approvisionnement des villes. Est-ce que son potentiel actuel lui permet de répondre aux exigences actuelles ? En qualité et quantités suffisantes ? Pour ça peut-on encore rester dans le cadre de l'agriculture familiale ? Ne faut-il pas dépasser ce stade ?
- Bella Manga : quelles sont les conséquences de cette substitution ?
- Réponse : les cultures vivrières sont un outil d'intégration avec les populations frontalières. Le commerce des produits vivriers est aujourd'hui libéralisé.
- S. Dury : quels sont les facteurs des réussites actuelles ? Peut-on partager ça avec d'autres régions ?
- Bella Manga : on constate un appauvrissement avec crise des cultures pérennes. Les cultures vivrières ne peuvent pas remplacer les cultures pérennes. Eviter la "substitution".
- Réponse : il faut considérer l'existence d'une recomposition des économies. Il y a des acteurs qui tirent d'aussi gros bénéfices avec les cultures vivrières.
- X : il faut repenser la problématique de la recherche dans les Hautes terres de l'Ouest. On constate une forte pression démographique dans l'Ouest, et les sols sont en baisse de fertilité. D'autres zones se développent. Mettre en lien la question de la productivité avec la pression démographique.
- Olivier David : impact de cette forte densité sur les mécanismes d'accumulation : émergence de processus d'industrialisation ?
- Réponse : on constate une "rurbanisation" (il n'y a plus de distinction possible entre l'urbain et le rural - voir l'impact de l'élite extérieure sur ce phénomène).
- O. Mikolasek : maintien de la fertilité par interaction entre élevage et agriculture ?
- X : les bas-fonds sont revendiqués par les anciens propriétaires d'avant leur mise en valeur, à coup de machettes. Les bas-fonds constituent des limites de village.
- O. Mikolasek : Est-ce que le PCP pourrait avoir un rôle pour sortir cette recherche d'une recherche seulement cognitive, de compréhension ? Est-ce que nous PCP on entre par la ferme avec le point de vue du paysan, ou celui de l'Etat ?
- Réponse : Nous, nous sommes géographes : on entre par la porte de l'espace, c'est à dire par la porte du paysan. Nous ne sommes liés à personne. Nous n'avons même pas un financement de l'Université, nous faisons cela avec nos propres moyens. Si on avait un collaborateur qui nous permette de valoriser... = intérêt du PCP.
- X : Ce sont les étudiants qui font les études.
- S. Dury : qu'en est-il des dynamiques d'agro-foresterie dans l'Ouest ?
- Avec qui et pour qui fait-on ces recherches ?

ANNEXE 7. Autres présentations

Présentation d'un projet de recherche PCP Sud-Cameroun: Le cas de l'observatoire de la production du plantain mis au point par le CARBAP

Achille BIKOI, Agroéconomiste CARBAP

Introduction

La création du CARBAP se situe autour des enjeux de la sécurité alimentaire qui résultent :

- d'une forte demande alimentaire au Cameroun et dans les pays de la sous-région, notamment dans les villes du fait de la croissance de la population urbaine;
- d'une faible performance du secteur agricole et notamment vivrier en terme de production et de productivité ;
- de l'existence d'une plante (le plantain) appréciée par les populations et adaptée aux conditions agroécologiques et avec un potentiel d'accroissement de la productivité remarquable de 5 tonnes/ ha à plus de 30 tonnes (sous réserve de la maîtrise des contraintes agronomiques et économiques).

Le CARBAP a donc été créé pour mener des activités de recherches destinées à trouver des solutions pour lever ces contraintes (à travers une agriculture durable et respectueuse de l'environnement).

Les activités de recherche menées par le Centre recouvrent divers aspects (programmes) :

- L'amélioration variétale (où on cherche à sélectionner et/ou à créer des variétés ayant des potentialités agronomiques et de résistance aux parasites intéressantes)
- L'amélioration des systèmes de production et de commercialisation (à travers la mise au point d'itinéraires techniques adaptés avec un minimum d'intrants polluants
- La protection de la plante (à travers l'élaboration des stratégies de lutte contre les principaux parasites et ravageurs du bananier plantain)
- La maîtrise de l'aval de la filière (où on recherche l'amélioration de la commercialisation et de conditions post - récolte du produit).

De ces programmes découlent naturellement divers projets de recherche.

Parmi ces projets, « l'observatoire de la production du plantain » est celui qui se rapproche le plus de la problématique retenue dans le cadre du PCP (une problématique centrée sur l'exploitation familiale : sa gestion, son degré d'ouverture d'innovations, ses trajectoires d'évolution possibles...)

Contexte

Prise de conscience de :

- La diversité et de la dynamique (caractère évolutif) des systèmes de production impliquant le plantain,
- La nécessité de tenir compte des objectifs, des ressources des producteurs dans la mise au point et le transfert des innovations.

Acteurs et partenaires impliqués

Acteurs et partenaires	Rôle
Chercheurs du CARBAP	Conception et mise au point du projet Suivi et supervision de sa réalisation sur le terrain Utilisateurs des résultats (orientation de la recherche)
Direction du CARBAP	Gestion financière et administrative du projet
Paysans	Participation à la production des données et mise à la disposition des parcelles d'observation

Vulgarisateurs (AVZ)	Choix des producteurs de l'échantillon Interface et communication entre la recherche et les producteurs Utilisateurs des résultats (orientation du transfert)
Chercheurs du CIRAD et de l'INRA	Appui scientifique sur le plan méthodologique
Bailleurs de fonds (UE, Etat ...)	Financement

Objectifs

1. Connaître les pratiques culturelles des producteurs. Il s'agit de réaliser à l'échelle de la parcelle, un diagnostic des pratiques culturelles pour expliciter les mécanismes d'élaboration du rendement et hiérarchiser les facteurs limitants.
2. Orienter les activités de recherche en station ; il s'agit de permettre aux chercheurs de définir les programmes de recherche à partir des contraintes identifiées en milieu paysan.
3. Développer un conseil de gestion adapté aux besoins des producteurs ;
4. Valider certaines propositions de recherche en milieu paysan ; il s'agit de tester l'efficacité des innovations proposées et leur appropriation par les producteurs.

Localisation du projet

Les provinces concernées par l'observatoire sont le Sud-ouest et le Littoral. Sur cette région, 4 zones agro-pédologiques ont été retenues : le Mont Cameroun et son pourtour, le Mont Koupé jusqu'à Mbanga et Kumba, le bassin de la Mémé, le Sud de la vallée du Mougo.

Cette localisation est limitée aux bassins de production et à la proximité du Centre de recherche (Njombe) sur un rayon inférieur à 100 km.

L'observatoire constituant également un outil méthodologique, sa validation finale permettra de l'élargir à d'autres bassins de production au Cameroun et dans d'autres pays producteurs de plantain. Cet élargissement dépendra naturellement de la disponibilité des ressources requises.

Démarche adoptée

Par rapport aux objectifs poursuivis, 2 niveaux d'observations ont été retenus :

- à l'échelle de la parcelle : on observe (on mesure) un certain nombre (une quinzaine) de paramètres qui se rapportent à la croissance et au développement des bananiers. 50 bananiers sont suivis mensuellement sur chaque parcelle de l'échantillon.
- à l'échelle de l'exploitation, des données sont recueillies (sur les caractéristiques de l'exploitation, les opérations économiques effectuées ...) pour compléter les observations agronomiques sur la parcelle. Ces données permettent entre autres de situer la place du bananier plantain dans la constitution du revenu et dans l'autoconsommation.

L'importance et la fréquence des observations a nécessité le choix d'un échantillon restreint (18 planteurs) et intégrant les situations les plus représentatives.

Difficultés rencontrées

La difficulté de la conduite de l'observatoire : c'est un dispositif d'enquêtes relativement lourd (importance et fréquence des observations) et coûteux.

La difficulté de faire collaborer les différents chercheurs concernés, de faire interagir les différentes disciplines impliquées (le problème du cloisonnement de la recherche même lorsqu'elle est menée autour d'une plante).

La difficulté de pouvoir intégrer les différents niveaux d'observation (parcelle, exploitation).

Le déphasage entre la production des résultats de l'observatoire et la programmation de la recherche.

Le danger d'une déconnexion entre ces deux activités de la recherche est bien réel.

La difficulté de poursuivre l'ensemble des objectifs assignés à l'observatoire. Le danger de limiter l'observatoire à sa seule fonction d'outil de diagnostic.

La difficulté de faire fonctionner durablement l'observatoire (interruption du fonctionnement de l'observatoire de juillet 2000 à octobre 2001 à cause des contraintes financières).

La difficulté d'une auto évaluation de l'outil "observatoire par ces utilisateurs. Le danger de la routine et de la sclérose.

Impact observé

Un grand intérêt manifesté par les paysans suivis au problème de gestion. Cela résulte de la restitution aux planteurs des données collectées et analysés (sur leur exploitation) sous forme de bilans mensuels, récapitulant leurs recettes et leurs recettes, le prix de vente du plantain, la rémunération du travail salarié et le temps de travail familial. L'élaboration d'un cahier et probablement d'un manuel de gestion des exploitations est actuellement envisagée au CARBAP.

Conclusion

L'analyse des pratiques et des résultats obtenus au niveau des exploitations paysannes est une étape fondamentale dans la conduite d'une recherche finalisée. Elle apporte une meilleure connaissance des itinéraires techniques et des facteurs limitant le rendement et permet de mettre en évidence les problématiques présentes en milieu paysan.

L'observatoire résulte d'une démarche pluridisciplinaire flexible et évolutive, qui se doit d'être la plus légère possible. C'est un outil qui permet de structurer les relations entre la recherche en station et la recherche en milieu réel et d'amorcer un dialogue et une réflexion entre la recherche et le développement.

Projet FAC Recherche filière hévéa : développement de l'hévéaculture villageoise

Bénédicte Chambon (IRAD-CIRAD, NRRP Ekona)

LE CONTEXTE (au moment de la conception du projet)

Le projet FAC¹ « appui aux programmes de recherche agronomique par filière au Cameroun » est né en 1995 dans un contexte de restructuration du système de recherche agronomique camerounais. Parmi les filières concernées figure l'hévéa².

Au moment de la conception du projet FAC, les conditions étaient favorables au développement de l'hévéaculture au Cameroun : demande en caoutchouc naturel croissante sur le marché mondial, cours en hausse pendant la période 1994-95 et compétitivité de la filière hévéa restaurée suite à la dévaluation du FCFA en janvier 1994.

Compte tenu de cette situation, le gouvernement camerounais a commandité une étude sur la filière en août/septembre 1996 à l'Agence française de développement. Pendant cinq semaines, une équipe constituée de cinq experts de différentes disciplines (agro-économiste, agronome, sociologue, spécialiste en marché et technologie du caoutchouc, pédologue) s'est rendue au Cameroun. Elle devait évaluer l'opportunité de profiter du contexte favorable à la filière hévéa pour accroître les parts de marché à l'exportation pour le pays et déboucher sur des propositions de contenus et de modalités d'un programme de développement hévéicole.

Le diagnostic a pris en compte les plantations industrielles et villageoises. Il établit que :

- en raison de la baisse prévue de la production du caoutchouc naturel en Asie du Sud Est (80% de la production mondiale) et d'une hausse de sa consommation intérieure, les pays africains dont le Cameroun disposent d'un avantage compétitif à long terme basé sur des coûts de main-d'œuvre modérés, des conditions climatiques et physiques généralement favorables à l'hévéaculture et des terres aptes aux plantations encore largement disponibles,
- le Cameroun occupe une place très modeste sur le marché international (moins de 1% de la production mondiale) ; sa marge de développement est donc importante,
- depuis la dévaluation du FCFA, les marges sont redevenues positives encourageant les agro-industries à rajeunir ou étendre leur verger,
- le secteur villageois reste peu développé,
- pourtant, la rentabilité des plantations villageoises résiste beaucoup mieux que les plantations industrielles à des niveaux de prix d'achat du caoutchouc faible,
- la recherche orientée vers le secteur villageois est limitée.

Sur la base du diagnostic réalisé et de ses connaissances propres, le programme hévéa de l'IRAD³ (NRRP⁴) a proposé un programme de recherche en collaboration avec le CIRAD.

Le projet devait être en mesure de fournir des éléments pour aider au développement de la filière hévéa au Cameroun en s'appuyant sur la relance du secteur villageois.

¹ Fond d'Aide à la Coopération.

² Les autres filières sont café/cacao, fruits et légumes, palmier à huile.

³ Institut de Recherche Agronomique pour le Développement.

⁴ Natural Rubber Research Programme.

LA REALISATION DU PROJET

Après le diagnostic réalisé en 1996, le projet et les activités n'ont réellement démarré qu'en mars 1999. Le projet est terminé depuis décembre 2001 mais les activités ont quand même pu être poursuivies depuis, grâce à l'investissement du CIRAD et de l'IRAD.

Les partenaires

Le projet est mis en œuvre au sein du programme hévéa de l'IRAD (NRRP).

La Coopération française est le principal bailleur de fonds du projet. Elle assurait le fonctionnement scientifique du projet jusqu'en décembre 2001, le financement d'un assistant technique direct puis d'un volontaire international (novembre 2001-avril 2003).

Le CIRAD apporte un appui scientifique et technique. Depuis janvier 2002, un chercheur est en poste pour travailler sur le projet.

Les planteurs villageois, principaux bénéficiaires du projet, ont été impliqués dans la phase de diagnostic.

Les agro-industries contribuent au financement de la recherche et à la réalisation du diagnostic. La CDC surtout, HEVECAM et dans une moindre mesure SAFACAM jouent un rôle important dans la mise en relation des chercheurs et des planteurs villageois.

D'un point de vue institutionnel, une convention a été signée entre l'IRAD et le SCAC⁵, mais aucune convention n'a été signée avec le CIRAD. Ce dernier intervient dans le projet par le détachement d'un chercheur CIRAD en poste depuis janvier 2002 et du fait de son rôle dans le comité de pilotage scientifique, comité exécutif qui regroupe le bailleurs de fonds (SCAC) et les partenaires de la recherche (IRAD et CIRAD).

Fin 2000, une évaluation du projet FAC recherche dans son ensemble a été demandée au BDPA par le ministère français des affaires étrangères. Les experts ont jugé les objectifs du programme pertinents et les résultats obtenus et surtout à venir d'une grande utilité pour les petits et moyens planteurs.

Actuellement, le projet n'est pas pérennisé. La deuxième phase du programme est toujours en attente.

Les contenus

Le projet FAC Recherche est un projet sectoriel. Son objectif principal est de favoriser le développement des plantations villageoises d'hévéa.

Plus particulièrement, il doit permettre de :

- déterminer les surfaces à planter, replanter ou réhabiliter en fonction de critères climatiques, pédologiques et agronomiques pertinents
- identifier les clones et les systèmes de saignée adaptés aux conditions d'exploitation des petits planteurs
- diagnostiquer et réduire l'incidence des maladies, des infestations parasitaires et des encoches sèches
- optimiser les performances techniques et économiques de la production en particulier en diminuant les coûts de production en champ et à l'usine
- étudier la faisabilité du pré-usinage du caoutchouc en milieu villageois
- introduire les cultures associées à l'hévéaculture villageoise
- mettre en place un programme de formation.

Les produits attendus sont, dans un premier temps, un diagnostic de la situation de l'hévéaculture villageoise puis, dans un deuxième temps, des recommandations techniques à diffuser auprès des petites et moyennes plantations.

⁵ Service de Coopération et d'Action Culturelle.

Les travaux de recherche conduits par le projet doivent avoir essentiellement un impact économique. Ils doivent améliorer la productivité et la compétitivité de la filière pour permettre l'extension des plantations villageoises dans de nouvelles zones notamment en diminuant les coûts de production. Ceci devrait contribuer à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Ils pourraient servir de base dans le cas où un programme de développement de l'hévéaculture villageoise se mettrait en place.

Le projet doit également amener les professionnels de la filière à financer ces recherches dans le cadre de structures autonomes spécialisées passant des contrats avec la recherche pour des travaux bien précis.

La localisation

Jusqu'à présent, la zone d'intervention du projet s'est focalisée sur les bassins d'approvisionnement des agro-industries, surtout la CDC et HEVECAM. C'est là qu'est localisée la majorité des petites et moyennes plantations villageoises d'hévéa et que se déroulent toutes les activités de la filière (production et transformation). Beaucoup d'actions sont entreprises dans la zone CDC du fait de la forte concentration des plantations villageoises établies dans le cadre du projet FONADER⁶ et de la proximité avec le centre de recherche d'Ekona.

Dans la perspective d'un développement des plantations villageoises dans de nouvelles zones, des actions ponctuelles ont également eu lieu dans les provinces du Littoral, du Centre ainsi que dans les provinces du Sud et Sud Ouest en dehors des zones d'intervention des deux agro-industries.

De nouvelles interventions sont prévues à court terme dans les provinces Centre, Sud et Est afin d'étendre le diagnostic des plantations villageoises d'hévéa en dehors des zones d'intervention du FONADER et d'identifier les potentialités socio-économiques d'intégration de l'hévéa dans les exploitations agricoles.

Les modalités d'action

Compte tenu de son objet de recherche et de sa finalité, le projet a opté pour une recherche participative ; deux phases étaient prévues : un diagnostic puis des expérimentations en milieu villageois.

Le diagnostic s'est essentiellement appuyé sur l'analyse du fonctionnement des petites et moyennes exploitations hévéicoles réalisée à deux niveaux : technique et économique. Il n'a concerné jusqu'à présent que les plantations villageoises créées dans les zones d'intervention du programme FONADER. Plusieurs séries d'enquêtes ont été réalisées :

1. enquête de caractérisation technico-économique des petites et moyennes exploitations hévéicoles et diagnostic agronomique des parcelles d'hévéa dans les zones d'intervention de la CDC et d'HEVECAM. 35 exploitations ont été visitées.
2. enquête visant à quantifier les coûts de production et les revenus dans les exploitations hévéicoles et non hévéicoles et à approfondir le fonctionnement des exploitations dans la zone d'intervention de la CDC. 14 planteurs sélectionnés pour l'essentiel dans l'échantillon de l'enquête précédente ont été interrogés.
3. enquête de caractérisation des dynamiques de plantation et des pratiques villageoises pour la mise en place et l'entretien des plantations créées sur fonds propres dans les années 1990 dans la zone d'intervention de la CDC (zone où une dynamique de plantation a pu être observée). 33 planteurs ont été interrogés.

A partir des analyses de sol prélevé dans les zones identifiées comme potentiellement favorables au développement de l'hévéaculture, des cartes d'aptitudes des sols à la culture ont été réalisées.

⁶ Programme de développement de l'hévéaculture villageoise co-financé par le gouvernement camerounais et la Banque mondiale. Il a été mis en œuvre entre 1979 et 1986. La CDC et HEVECAM était les opérateurs techniques du projet.

Les expérimentations ont démarré : un atelier pilote pour le traitement post-récolte du caoutchouc par les villageois est en cours d'installation. Parallèlement, des enquêtes ont été réalisées chez les petits planteurs et auprès des trois agro-industries. Elles visent à comprendre l'organisation de la collecte, du transport et de la vente de la production par les petits planteurs, mettre en évidence l'intérêt des usiniers pour les produits pré-usinés (crêpes et feuilles) et évaluer la capacité au niveau des lignes de production des usines à transformer les produits pré-usinés ainsi que les propriétés technologiques.

Le diagnostic du secteur hévéicole villageois a été conduit au niveau de l'exploitation agricole ; les synthèses sont utilisées au niveau national. Un atelier de concertation avec les opérateurs économiques sur les politiques agricoles s'est tenu en février 2001. Une mission commanditée par la FAO/BM en 2002 sur les possibilités de relance de l'hévéaculture au Cameroun s'est largement appuyée sur les résultats obtenus au cours du projet.

Par ailleurs, la problématique à laquelle s'intéresse le projet est commune à l'ensemble des pays de la région qui travaillent déjà ensemble dans le cadre du projet ACNA sur l'amélioration de la qualité du caoutchouc africain.

Les personnes qui devaient être mobilisées sur le projet sont :

- pour le Cameroun : M. Gobina (phytopathologiste), M. Chuba (agronome), M. Enow (agronome en formation en Belgique), M. Ehabe (technologue en formation en France), M. Awa (pédologue de l'IRAD et non du NRRP)
- pour la France : M. Leroux (physiologiste jusqu'en juillet 2001), M. Michels (agronome, jusqu'en juin 2001), M. Place (technologue, Volontaire International de novembre 2001 à avril 2003), Mme Chambon (agro-économiste du CIRAD-CP, à partir de janvier 2002).

Les sources de financement se répartissent comme suit :

Sources de financement	M FCFA
Etat camerounais (salaires personnel)	27
Ressources propres	96
Subventions FAC	120
TOTAL	243

Source : rapport d'évaluation BDPA, 2001

Les opérations du projet ont été budgétisées de la façon suivante :

Opération	K FCFA
Détermination des surfaces à planter, replanter, réhabiliter	21 779
Choix des clones et systèmes de saignée	5 405
Diagnostic et réduction de l'incidence des maladies et ravageurs	9 237
Optimisation des performances techniques et économiques de la production	1 575
Pré-usinage du caoutchouc	6 492
Introduction des cultures associées	12 000
Formation	51 512
Gestion (10%)	12 000
TOTAL	120 000

Source : rapport d'évaluation BDPA, 2001

La formation occupait près de 50% du budget initialement prévu pour la mise en oeuvre du projet. Elle n'a pas pu être réalisée mais fera l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la deuxième phase du projet.

Le zonage qui constituait le deuxième poste de dépense a quant à lui bien été réalisé dès la première phase du projet.

RESULTATS OBTENUS, QUESTIONS POSEES, ZONES D'OMBRE A EXPLORER

Produits obtenus

1. les cartes d'aptitude à l'hévéaculture pour les zones identifiées comme potentiellement favorables dans les provinces Littoral, Centre, Sud et Sud Ouest.
2. une bonne connaissance du secteur hévéicole villageois :
 - deux typologies des exploitations hévéicoles de la zone d'intervention du programme FONADER : une est basée sur la construction de l'appareil de production, l'autre sur les stratégies de conduite de la plantation d'hévéa
 - caractérisation des pratiques culturelles des planteurs villageois à tous les stades du cycle de la culture
 - identification des coûts de production des systèmes de culture hévéa et des autres cultures
 - modélisation d'exploitations types et simulations d'évolution des revenus agricoles et de la part des différentes cultures dans la constitution des revenus (grâce au logiciel Olympe).
 - caractérisation des exploitations engagées dans une dynamique de plantation et mise en évidence de certains facteurs déclenchant l'investissement dans les cultures pérennes ainsi qu'un certain nombre de déterminants du choix des cultures.
3. installation de l'atelier de traitement post-récolte de caoutchouc par les villageois bien avancée : machine (mini crêpeuse) montée et testée, qualité du caoutchouc produit analysé, bâtiment construit dans la zone de Mbonge. Les petits planteurs montrent un grand intérêt pour le traitement post-récolte de leur caoutchouc.
4. mise en place d'un référentiel hévéicole. Cette base de données raisonnée qui permettra une synthèse des connaissances écoclimatiques, agronomiques et économiques en hévéaculture est en cours de création au CIRAD à Montpellier.

Les planteurs devraient être les principaux bénéficiaires du projet. Jusqu'à présent, aucun bénéfice direct sur les planteurs n'a été réalisée.

Les activités démarrées dans le cadre du FAC recherche devraient cependant être poursuivies grâce au projet FSP en cours de préparation. Cette deuxième phase du projet sera centrée sur l'expérimentation en milieu villageois. Par conséquent, les impacts directs devraient être plus importants.

Difficultés rencontrées et questions posées

Le projet a commencé avec beaucoup de retard par rapport au programme prévu. Les activités n'ont effectivement démarré qu'en août 1999.

L'assistant technique coordinateur du projet est parti avant la fin de son contrat. Il en a résulté une période d'interruption des activités de plusieurs mois.

Le projet FAC recherche étant terminé depuis décembre 2001 et aucun projet n'ayant pris la suite jusqu'à présent, les moyens financiers ont été limités. Les activités ont cependant pu être partiellement maintenues grâce aux reliquats du budget FAC et aux financements apportés par les programmes hévéa de l'IRAD et du CIRAD. Une conséquence directe du manque de moyens est le report d'une année du démarrage des essais agronomiques avec les villageois (prévus pour 2004). La priorité a été donnée au montage de l'atelier pilote de traitement post-récolte du caoutchouc par les villageois.

Au cours du projet, on note une évolution du niveau d'analyse. Initialement basé sur l'étude de la parcelle hévéa, le diagnostic s'est ensuite intéressé au système de culture hévéa puis à l'ensemble de l'exploitation agricole. D'une approche strictement agronomique du problème, on est passé à une approche systémique qui a pris en compte le facteur humain et cherché à mettre en évidence les stratégies des petits planteurs.

Au début des années 2000, le contexte de la filière hévéa au Cameroun est peu différent de ce qu'il était en 1995. L'agro-industrie continue à dominer largement : les trois agro-industries couvrent presque 40 000 ha et produisent 50 000 T de caoutchouc sec par an quand le secteur villageois comprend 4 000 ha et produit environ 3 000 T/an. Les villageois continuent à dépendre fortement de l'agro-industrie tant au niveau de l'approvisionnement en intrants que de l'encadrement technique ou de la commercialisation de la production. Le secteur villageois reste peu structuré ce qui limite son pouvoir de négociation vis à vis de l'agro-industrie. Enfin, après une période de bas prix, à partir de la fin 2001, les cours du caoutchouc naturel ont connu une hausse. Sur le marché national (CDC), en 2002, il a quasiment atteint le même niveau qu'en 1994.

Actuellement, beaucoup de questions posées par le secteur hévéicole villageois restent encore sans réponse ; la deuxième phase du projet devrait permettre d'en apporter concernant notamment :

- l'amélioration de l'accès des villageois au matériel végétal greffé de qualité
- les itinéraires techniques qui permettent une gestion de la phase immature des plantations d'hévéa économiquement adaptées aux conditions des exploitations familiales grâce à l'introduction des cultures associées
- les systèmes d'exploitation adaptés aux différentes conditions paysannes
- la ou les techniques de traitement post-récolte permettant de réduire de façon conséquente les coûts de production du caoutchouc
- le fonctionnement des exploitations hévéicoles et leurs pratiques en dehors des zones d'intervention du projet FONADER (en particulier dans les provinces Centre, Sud et Est)
- les potentialités socio-économiques d'extension de l'hévéaculture en dehors des zones d'intervention du FONADER.

Un certain nombre de questions n'ont pas encore été intégrées au projet ou n'ont pas encore obtenu de réponse satisfaisante :

- comment expliquer le faible développement du secteur hévéicole villageois au Cameroun⁷. L'absence de volonté politique est certainement un élément explicatif. Est-il le seul ?
- quel est le rôle des réseaux d'information locale dans la décision d'investir dans les cultures pérennes, en particulier l'hévéa, et dans le choix des cultures ?
- comment aider les planteurs d'hévéa à se structurer afin qu'ils puissent davantage négocier avec les agro-industries qui représentent actuellement leurs seuls partenaires ?
- comment et dans quelle mesure les synergies entre les différentes cultures et productions au sein des exploitations peuvent améliorer la capacité d'autofinancement des villageois dans des cultures pérennes ?

⁷ Il est sous développé par rapport à de nombreux autres pays producteurs de caoutchouc naturel, y compris en Afrique (Cote d'Ivoire, Nigeria).

La complémentarité Maraîchage / Cultures pérennes dans les exploitations familiales en zone tropicale humide au Cameroun

Vincent de Paul MBOUAPOUOGNIGNI (Agronome, IRAD – Foumbot)

Laurent NOUNAMO (Chef du Programme Cultures Maraîchères et Légumineuses)

Olivier DAVID (Assistant Technique, IRAD – Nkolbisson)

I. Introduction

Nous commencerons par présenter la position du Programme « Cultures maraîchères et Légumineuses » de l'IRAD (Département des Cultures Annuelles) à l'égard du PCP en insistant sur les points qui expliquent les raisons de notre adhésion :

Les projets issus du PCP porteront tout d'abord sur l'agriculture familiale ; ils tenteront par ailleurs de l'aborder dans sa complexité par l'entrée de l'analyse du système que représente l'exploitation (prise en compte de l'ensemble des membres, de l'ensemble des activités, de l'ensemble des surfaces exploitées et en jachères) ;

Parallèlement, le PCP se propose de replacer l'exploitation dans un environnement socio-économique et politique plus vaste, illustré par l'ensemble des filières qui relient chaque exploitation entre elles et toutes les exploitations aux différents segments du marché. Nous entendons par ce 'système de filières' l'ensemble des activités relationnelles et commerciales qui lient une exploitation à son environnement 'extérieur'. Ce champ d'investigation ouvre la porte à des travaux de recherche plus englobant sur les différentes formes de coordination des acteurs, sur les différentes formes de connexion des exploitations au marché (marché local, urbain, international...), ainsi que sur la réactivité des producteurs aux décisions de politique agricole prises au niveau national.

Cette imbrication des échelles, du « micro » au « macro », et la nécessaire pluridisciplinarité qu'elle imposera aux équipes de recherche, nous paraissent particulièrement importantes au niveau du Programme « Cultures maraîchères et Légumineuses » de l'IRAD (voir Schéma Directeur de Développement du Secteur Horticole. MINAGRI. 1997). Cette pluridisciplinarité nous est chère, comme en témoigne la complémentarité des compétences de nos chercheurs au sein du programme en sélection et amélioration variétale, en agronomie et défense des cultures, en biochimie et biotechnologies. A notre échelle, nous tentons d'intervenir aux différents niveaux du processus de production : de l'amélioration variétale en amont à la recherche qualité en aval en passant par l'accompagnement des producteurs dans leur identification des meilleurs itinéraires techniques. Nous sommes particulièrement favorables à la valorisation de nos thèmes de recherche par un rattachement à des problématiques plus larges (par exemple, les liens entre caractéristiques variétales et conditions de commercialisation ; entre les différentes options d'itinéraires techniques et les attentes des consommateurs en matière de qualité finale du produit, entre l'innovation dans la transformation d'un produit et les nécessaires liens nouveaux qu'impose cette innovation entre producteurs, commerçants et agro-industriels...).

Le PCP offre par ailleurs l'opportunité de travailler en collaboration avec des chercheurs de l'IRAD localisés dans d'autres départements ainsi qu'avec des chercheurs provenant d'autres structures (Universités, Instituts de recherche nationaux, centres de recherche étrangers et centres d'envergure régionale et internationale) et s'impliquant dans des problématiques soient proches, soient complémentaires. Nous adhérons également d'autant plus au PCP qu'il impliquera des institutions du développement (nationaux, étrangers) dont nous recherchons particulièrement la collaboration dans le cadre d'actions de Recherche-Développement auxquelles nous sommes particulièrement attachés.

Enfin, nous espérons pouvoir partager avec le PCP notre préoccupation de répondre à une véritable demande des producteurs. C'est dans cet optique, compte tenu du développement des cultures maraîchères dans les zones cacaoyères et caféières du 'Grand Sud' Cameroun, que nous proposons ici

une réflexion sur la manière dont les planteurs qui souhaitent se diversifier peuvent tirer au mieux profit des complémentarités entre maraîchage et cultures pérennes en zone tropicale humide (zones III, IV et V selon le zonage en vigueur à l'IRAD).

II. Le contexte

Le contexte est dicté ici par les informations collectées au cours d'une rapide synthèse bibliographique de documents et études réalisés après la crise de 1986.

Ces travaux proviennent de recherches menées à l'IRAD ainsi que dans d'autres organismes (OCISCA, SODECAO, MINAGRI, CIRAD).

Cette synthèse bibliographique doit être complétée... C'est un travail en cours au sein du Programme (Cultures Maraîchères et Légumineuses).

Les points forts qui ressortent de cette première synthèse :

L'importance des cultures légumières dans le 'Grand Sud'

- Les légumes représentent en 1997 une production agricole finale (PAF) de 99 Milliard de FCFA (pour comparaison, la PAF du café-cacao = 151 Milliard de FCFA). *L. Temple 1999*. Ce montant doit être commenté : il s'agit de la production nationale. Elle évalue donc la production auto-consommée. La production vendue apporte un revenu brut monétaire (RBM) de plus de 40 milliard de FCFA (supérieur au RBM du café : 32 Milliard de FCFA pour Arabica et Robusta). Ces montants restent considérables.
- Les productions légumières sont concentrées dans l'espace national : les provinces du Centre et de l'Ouest représentent 50 % de la PAF. Le 'Grand Sud' totalise 62 %. *L. Temple 1999*
- Les principaux légumes cultivés dans le 'Grand Sud' sont la tomate, le piment, la pomme de terre, le gombo et les légumes feuilles. Certaines provinces plus enclavées ou plus éloignées des marchés urbains font aussi des productions maraîchères : la tomate à l'Est, la carotte au Sud-Ouest, le piment au Littoral et même le gombo dans l'Adamaoua.

Cette prédominance des légumes qui se conservent semble témoigner d'une logique spatiale des spéculations maraîchères, les producteurs les plus enclavés cultivant des produits qui se stockent, se transforment ou se transportent le mieux. Cette stratégie prédispose la présence de certaines cultures maraîchères jusque dans des zones caféières et cacaoyères éloignées.

- Les cultures maraîchères (au-delà du simple jardin de case) sont recensées dans les plantations de café et de cacao depuis 1985 / 1986. Leur présences sont directement liées à la crise économique qui a frappé les planteurs. *OCISCA 1994*
- Dans les zones non enclavées, nous trouvons de grands maraîchers (tomate, piment, égoussi, pastèques, gombo) qui travaillent parallèlement sur leurs plantations de cacao (UJICAEN, Ntui dans le Mbam) *VdP. Mbouapouognigni et F. Damesse. IRAD/PPDR. 2002*.
- Les légumes feuilles sont également fréquemment produits par les planteurs. Ils sont consommés 2 à 6 fois par semaine par la majorité de la population (52,5 % des familles productrices de Yemessoa, département de La Lékié). Et les feuilles de manioc sont produites par plus de 89 % des planteurs, pour leur consommation (apports vitaminiques et minéraux en accompagnement des féculents). *OCISCA 1994*

Système de culture et complémentarités

- Dans le calendrier culturel d'une parcelle récemment défrichée pour le café ou le cacao, les premières cultures sont très fréquemment potagères : l'égoussi (zone café et cacao) *L. Nounamo ...* L'objectif étant de récolter dans le mois qui suit (cultures à cycle court). Les recettes obtenues permettent la mise en place de cultures plus longues mais plus rémunératrices : la tomate, le piment. Certains planteurs repiquent directement la tomate et le piment après défriche (Ebolowa, Sangmélina, Kribi, en zone cacao) *VdP Mbouapouognigni*.

Avec la croissance des arbustes (zone café) l'ombrage élimine la tomate de la parcelle. Par contre, le piment peut se maintenir. Le succès de cultures associées avec café dépend aussi de la densité de la plantation et de l'espacement entre les jeunes arbres. Cf. *travaux du programme café (M. Abolo IRAD)* dans la zone Arabica où les planteurs se sont mis à abattre leurs arbres pour développer des cultures maraîchères (tomate, poivron, oignon).

- Au-delà de la concurrence, des cas de complémentarités ont également été observés. La pratique de cultures maraîchères en tête de rotation nécessite le recours à des intrants chimiques qui peuvent profiter aux jeunes plants de café. Le traitement phyto. sur tomate conte l'agent phytophthora peut également profiter aux cacaoyers (la réduction d'incidence d'inoculum est également profiter aux parcelles cacaoyères voisines).
- Le compostage des cabosses de cacao et des parches de café permet une valorisation des sous-produits des cultures pérennes dans les cultures maraîchères (*JL Farinet, CIRAD*)

Organisations paysannes

- La présence des cultures maraîchères s'accompagne de dynamiques nouvelles en matière d'organisation des producteurs (GIC, GIE) *F Damesse, 2002*. Ces dynamiques sont d'autant plus compréhensibles que le maraîchage en zone de plantation est fréquemment pratiqué par une population jeune, cadets n'ayant pas accès à la terre et aux revenus du café-cacao. *OCISCA, 1994*.

Les difficultés de la diversification

Pourtant, dans l'étude de l'OCISCA, en 1993, seul 29 % des exploitants pratiquent le maraîchage). Plus de la moitié des planteurs qui ont essayé les cultures maraîchères ont échoué et abandonné (avec 40 % après un seul essai). La tomate est particulièrement difficile à cultiver et ses résultats souvent aléatoires.

III. Quelques pistes pour un projet sur la complémentarité « maraîchage-cultures pérennes »

Le programme travaille actuellement à la forme concrète que peut prendre notre projet sur ce thème. Plusieurs axes d'approche sont envisageables. Nous vous soumettons davantage ici des pistes de réflexion qu'un projet achevé.

Les questions soulevées par la présentation du contexte (quoi faire ?)

Le contexte mentionné ci-avant fait apparaître certains thèmes d'action et de recherche :

- Le maraîchage est une culture connue des planteurs et l'alternative offerte par une stratégie de diversification par le maraîchage au sein de systèmes à base de cacao et de café remonte au moins à la crise du milieu des années 80 (plus de 15 ans). Mais une phase de diagnostic reste à faire afin de savoir :
 - Quels sont les déterminants moteurs d'une opération de diversification au sein de l'exploitation (crise économique, extension café-cacao, localisation, historique du producteurs, opportunités, liens...) ?
 - Quelle place occupe la production maraîchère issue des exploitations cacaoyères et caféières par rapport à la production totale de cette zone (III, IV et V) et par rapport aux volumes commercialisés ?
 - Quel est le profil du planteur-maraîcher (vieux ou jeune, aîné ou cadet, avec ou sans terre, avec ou sans main-d'œuvre familiale, pluri-actif ou non...) ?
 - Quelle est l'actuelle évolution du maraîchage dans les exploitations cacaoyères alors que le cours du cacao remonte ? Les planteurs modifieront-ils leurs activités de diversification pour autant ?

- le maraîchage est une activité difficile qui demande au planteur d'être bien informé sur ces cultures et d'être soutenu dans ses tentatives de diversification (tant au niveau technique qu'au niveau de la commercialisation) à moins de quoi il abandonnera sans pouvoir profiter des opportunités qu'offrent ces spéculations. L'appui à la production peut s'effectuer à plusieurs niveaux :
 - Mettre à la disposition des planteurs un matériel végétal sain qui s'adapte le mieux à leur environnement agronomique et économique, compte tenu des différentes conditions agro-climatiques et des critères de qualité exigés par les commerçants et consommateurs (identifier les différentes zones agro-climatiques, les cultures maraîchères que les producteurs veulent prioritairement faire, les contraintes liées à la protection des cultures...)
 - Accompagner techniquement et durablement les planteurs qui souhaitent développer leurs cultures maraîchères (formation des formateurs des zones tropicales humides jusque là spécialisés dans la production des cultures pérennes ; définition et transfert auprès des planteurs d'itinéraires techniques adaptés quant aux associations, rotations, pépinières, repiquage, test, évaluation critique et utilisation d'intrants chimiques, fabrication de compost... ; appui aux planteurs dans leur recherches d'informations techniques et économiques...)
- La complémentarité entre le maraîchage et le cacao et le café peut être analysée à différents niveaux :
 - *Une complémentarité agronomique* (la tomate peut-elle être utilisée comme plante piège contre phytophthora ? quel est l'impact des plantes aromatiques sur les mirides du cacaoyer ? quels peuvent être les apports nutritionnels des sous-produits du maraîchage sur café après compostage ? Et les apports des sous-produits du cacao et du café sur les cultures maraîchères ?... ;
 - *Une complémentarité économique* (la valorisation des nouvelles parcelles défrichées par les cultures maraîchères en attendant l'entrée en production des plantes pérennes ; l'impact de cultures maraîchères à cycle court dont les recettes peuvent intervenir à différentes étapes du calendrier de production du café ou du cacao) ;
 - *Une complémentarité spatiale* (mise en valeur par le maraîchage de parcelles au conditions impropres pour les cultures pérennes : bas-fonds, accès foncier temporaire...) ;
 - *Une complémentarité organisationnelle* (l'influence du maraîchage, par sa production, sa commercialisation, sa transformation ou son stockage..., sur l'émergence d'OP et de GIC au sein de villages de planteurs où ses formes d'organisations étaient jusqu'alors peu développées ou peu actives ; impact de structures émergentes de travail associé, de micro-crédit, de négociation interprofessionnels entre producteurs maraîchers, fournisseurs d'intrants et commerçants, de représentativité accrue des femmes et des cadets produisant des cultures maraîchères sur la gestion et l'organisation des cultures du cacao et du café...) ;

Les collaborations au sein et hors de l'IRAD (avec qui ?)

- Partir de la demande des producteurs. Plusieurs chercheurs du programme « Cultures Maraîchères et Légumineuses » ont eu à identifier la demande de producteurs qui s'avèrent par ailleurs être planteurs de café ou de cacao, selon les zones. Ce travail a été effectué dans le cadre du diagnostic discontinu de base des différentes provinces de la zone où interviennent les chercheurs du programme. Il a également été effectué auprès de différents groupements de producteurs (GIE, GIC...) dans le cadre de travaux de recherche (PPDR, FRBC) réalisés en partenariat avec des chercheurs du programme « Fruit ». Les attentes les plus pressantes des planteurs-maraîchers portent sur la défense des cultures (flétrissement bactérien de la tomate, mildiou, ravageurs...) ainsi que sur l'accès à des intrants de qualité (semences, engrais et produits phytosanitaires chimiques).
- Les compétences du programme « Cultures Maraîchères et Légumineuses » Les chercheurs du programme « Cultures Maraîchères et Légumineuses » peuvent intervenir à plusieurs niveaux :
 - . la phase de diagnostic agro-climatique et agro-technique ;
 - . l'évaluation de la demande des planteurs-maraîchers (enquêtes et entretiens) ;

- . l'amélioration variétale et la production de semences ;
- . l'identification des meilleurs itinéraires techniques ;
- . l'analyse micro-biologique des compostes ;
- . l'analyse qualité des légumes produits (résidus de pesticides...) et transformés ou stockés.

Un Assistant Technique agro-économiste affecté au programme pourra également mener, superviser et/ou collaborer à des recherches sur les systèmes de production (coûts de production, complémentarité économique), sur les filières marchandes (typologie des marchés, flux, formation des prix, répartition des marges) et sur la coordination des acteurs au sein de ces filières (entre producteurs, transporteurs, transformateurs, commerçants et consommateurs).

- Les partenaires de recherche au sein de l'IRAD. A titre d'exemple, de nombreuses compétences devront être sollicitées auprès des autres équipes de l'IRAD :
 - . Sélectionneurs et agronomes du Programme « Plantain et tubercules » du CA pour les travaux portant sur la pomme de terre ;
 - . Agronomes café pour les travaux sur Association maraîchage-café (M. Abolo) ;
 - . Entomologistes cacao pour étudier les effets de cultures maraîchères pièges ou odorantes sur certains ravageurs du cacao (L. Diboc) ;
 - . Agronomes du programme fruit pour leur compétence en matière de cultures maraîchères (F. Damesse) ;
 - . Economistes et sociologues du programme « systèmes de production et économie rurale » pour l'analyse des complémentarités économiques et organisationnelles entre maraîchage et cultures pérennes ainsi que pour les travaux relatifs aux déterminants des dynamiques de diversification chez les planteurs...
- Les partenaires de recherche hors de l'IRAD. Ces thèmes peuvent être conduits en partenariat avec des chercheurs extérieurs à l'IRAD :
 - . Universités (Université de Dschang, Yaoundé 1 et Yaoundé 2 → DEA en cours sur diversification) ;
 - . Instituts nationaux de recherche (IMPM, INC... sous tutelle du MINREST) ;
 - . Les centres de recherche étrangers (CIRAD, IRD, CECI) ;
 - . Les centres à vocation régionale ou internationale (CARBAP, IITA, ICRAF) ;
 - . Autres institutions (statistiques, OCISCA...)
- Les institutions de développement Le Programme « cultures maraîchères et légumineuses » définit ses activités de recherche dans le cadre d'une programmation scientifique qui s'inscrit dans le PNVRA selon les recommandations de l'interface. Les actions du programme sont donc conduites par un double souci permanent de répondre à des enjeux de recherche et de développement. L'opérationnalité des activités entreprises reste un caractère primordial.

A ce titre, le Programme souhaite à l'occasion de ce projet au sein du PCP développer ses partenariats avec l'organe national de vulgarisation (sous tutelle du MINAGRI) ainsi qu'avec les ONG nationales et étrangères déjà impliquées auprès des maraîchers et intéressées par le thème du développement du maraîchage dans les exploitations cacaoyères et caféières (AFVP, GTZ, SNV...). Un rapprochement serait également souhaitable avec les chambres consulaires (chambre d'Agriculture, chambre de commerce) et les syndicats professionnels.

Les thèmes prioritaires porteraient alors par exemple sur la formation de formateurs, la diffusion des techniques et moyens de compostage aux planteurs-maraîchers, l'appui au micro-crédit, la mise en place de structures d'appui aux producteurs qui puisse dériver vers des conseils de gestion locaux, l'initialisation de cadres de concertation entre les acteurs privés et publics de la filière afin de lever les contraintes liées à la commercialisation (connaissance des informations relatives aux volumes, aux prix, à la demande ; problèmes de transports, de transformation...).

Les zones d'investigation (où ?)

Le Programme « Cultures Maraîchères et Légumineuses » a accumulé une certaine expérience auprès de sites qu'il serait possible de valoriser davantage dans le cadre de ce projet : SA'A, NTUI, SANGMELINA, etc....

Il serait souhaitable que des sites soient identifiés dans les trois zones (III, IV et V) où sont déjà intervenus les chercheurs du Programme :

- . 2 sites dans l'Ouest (zone III) : Maraîchage + Robusta en basse altitude, Maraîchage + Arabica en moyenne altitude ;
- . 2 sites dans la zone Littorale (zone IV avec une longue saison des pluies) : Maraîchage + Robusta, maraîchage + Cacao ;
- . 2 sites dans la zone Centre-Sud (zone V avec 2 saisons des pluies et 2 saisons sèches) : Maraîchage + Cacao en zone enclavée ; Maraîchage + Cacao en zone non enclavée.

IV. Les questionnements en cours (zones d'ombre et voies à explorer)

Le projet qui se dessine n'en est encore qu'au stade d'ébauche. La réflexion est en cours au sein du programme « Cultures maraîchères et Légumineuses ». De ce fait, des zones d'ombres restent à lever et des axes d'investigation à approfondir.

La Recherche-Développement n'exclue pas un ancrage théorique. Mais au stade de développement de ce programme, qui est très jeune au sein de l'IRAD, ce positionnement n'est pas encore réalisé. Une piste serait à approfondir au niveau de la problématique posée par l'émergence d'une innovation au sein d'un système de production. Une hypothèse pourrait être à chercher au niveau des corrélations entre innovation en matière de diversification et cycle de vie des plantations au sein de l'exploitation... à débattre.

La prise en compte des arachides dans le projet compte tenu de la généralisation de cette culture sur l'ensemble de la zone, et notamment en zone cacaoyère ; et compte tenu du rattachement institutionnel des légumineuses aux cultures maraîchères à l'IRAD. D'autres légumineuses peuvent être prises en compte (haricot commun, niébé, soja...) si il est démontré que ces cultures reflètent des dynamiques de diversification au sein des systèmes cacao et café.

Le développement de plantes médicinales dans les systèmes maraîchers et l'utilisation de ces plantes dans le cadre de lutte intégrée ou biologique dans les plantations (caféiers, cacaoyers, fruitiers) nécessiterait un rapprochement en direction de l'IMPM.

Le thème de la complémentarité pourrait être généralisé aux tubercules, à la banane plantain, dans le cadre de travaux conduits parallèlement.

Les bailleurs de fonds n'ont pour l'instant pas été sollicités dans la mesure où le présent projet n'est qu'en cours de conception. Il devra être discuté et achevé avant d'être présenté aux partenaires financiers.

Les projets du PCP peuvent-ils déposer leurs candidatures au MINAGRI dans le cadre du PPTE ? Le recours à ce type de financement permettrait d'envisager des actions de développement de plus grande ampleur (ouverture de pistes en zones enclavées, appui à la création de marchés ruraux, crédits aux transporteurs et à des grossistes responsables de chambres froides au niveau des marchés de gros de Yaoundé et de Douala...). L'intervention de tels aménagements serait à coordonner avec des enquêtes socio-économiques et des diagnostics agronomiques avant et après afin de se doter d'outils de mesure d'impact de tels aménagements pour extrapolation et modélisation en matière d'aménagement du territoire.

Bibliographie

- ARDITI C. JARRIGE F. RUF F. 1989.** Département du Nyong et Mfoumou dans la crise du marché international. Quelles perspectives ? Quelles propositions. 97 p. CIRAD. Montpellier.
- BDPA. 2001.** Evaluation ex-post du projet FAC : « Appui aux programmes de recherche agronomique par filière au Cameroun. 1995 – 2000 ». 172 p.
- TONNEAU J.-P., TAILLIEZ B., BELLA MANGA 2002.** Gestion intégrée des exploitations familiales dans les écosystèmes agro-forestiers tropicaux du sud Cameroun. PCP : Quelques éléments de programmation. Rapport de mission (21 octobre – 31 octobre). CIRAD/IRAD. 35P.
- DAMESSE F. MBOUAPOUOGNIGNI V de P. 2002.** Rapport du Diagnostic des contraintes de production en maraîchage. PPDR. IRAD. Nkolbisson et Foubot.
- DAMESSE F. 2002.** Recherche-action sur l'agriculture périurbaine de Yaoundé. FRBC. IRAD. Nkolbisson.
- FAO/MINREST. 1996.** Le Système National de Recherche Agricole du Cameroun. Proposition d'un plan national à moyen terme. 40 p. + Annexes (120 p.)
- IRAD/PNVRA. 2002.** Baseline Discontinuous Diagnosis. North West Province. 118 p. IARD/NAERP. Buea.
- IRAD/PNVRA. 2002.** Diagnostic Discontinu de Base des Exploitations Agricoles et d'Elevage dans la Province de l'Ouest. IRAD/PNVRA. 160 p.
- LOSCH B. 1990.** Evolution des systèmes de production agricoles en zone SODECAO et principales réactions des producteurs camerounais à la crise. 71 p. CIRAD. Montpellier.
- MINAGRI/DEA. 1996.** Enquête maraîchage – Cameroun. 114 p. MINAGRI. Yaoundé.
- MINAGRI. 1997.** Schéma Directeur de Développement du secteur des produits frais et transformés du Cameroun. Secteur Horticole. 217 p. MINAGRI. Yaoundé.
- OCISCA. 1994.** Résultats d'enquêtes. Les Cahiers de l'OCISCA (Observatoire des Changements et de l'Innovation Sociale au Cameroun). N° 3 et 6. Yaoundé.
- TCHIAT L. VARLET F. 1991.** Dynamique de plantation et stratégie des planteurs dans les zones cacaoyères et caféières de Makénéné et de Ndikiniméki (centre Cameroun). SODECAO. Yaoundé.
- TEMPLE L. 1995.** Cultures d'exportation et cultures vivrières au Cameroun. L'éclairage d'une controverse par une modélisation micro-économique. CIRAD. Montpellier.
- TEMPLE L. 1999.** Le marché des fruits et légumes au Cameroun. Quantification des Flux et Analyse des Prix. IRAD/CIRAD/SCAC.

Développement de l'exploitation agricole familiale dans la zone forestière sud du Cameroun

S. Raffleau, B. Ndigui (IRAD-CIRAD)

Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Développement de l'exploitation agricole familiale dans la zone forestière sud du Cameroun

Projet de recherche sur le palmier à huile



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

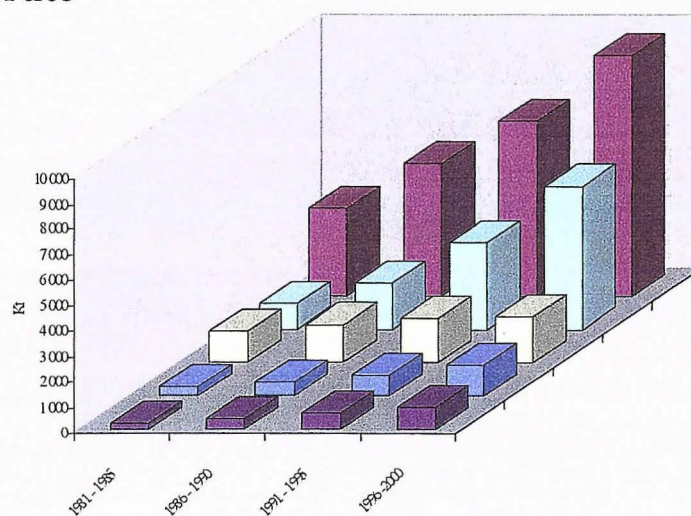
Sylvain RAFFLEGEAU



Palmier à huile

Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Production mondiale d'huile de palme brute



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Sylvain RAFFLEGEAU



Palmier à huile

Projet de recherche sur le palmier à huile au Cameroun

1. La filière et son contexte



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Notre analyse de la filière et de son contexte se fonde sur

- Connaissance des acteurs, du milieu et de l'historique de la culture
- Etude et analyse des pratiques des élaeiculteurs, des débouchés et du fonctionnement des exploitations élaeicoles du sud du Cameroun en 2000 : 170 parcelles visitées dans 100 exploitations agricoles
- Etude filière réalisée pour la FAO / BM en 2002
collecte d'informations auprès de tous les acteurs (AI, ONG, OP, projet de développement, producteurs de semences, douanes,...)



Benjamin NDIGUI

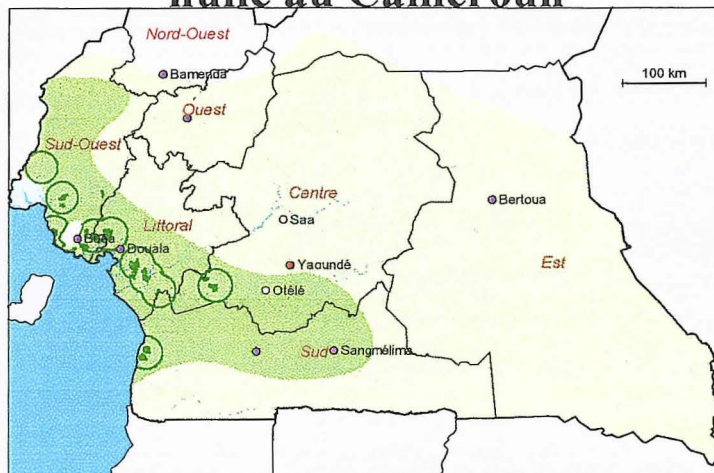
Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



L'aire d'extension du palmier à huile au Cameroun



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Sylvain RAFFLEGEAU



Palmier à huile

VERGER ACTUEL

INDUSTRIEL

- 60.000 ha
- 5 sociétés dont 3 privées et 2 en voie de privatisation
- 18 plantations
- 8 % juvénile en 2002
- 30% > 25 ans

VILLAGEOIS

- >35.000 ha (TV ?)
- 14.000 ha encadrés AI
- 21.000 ha plantés depuis 1996 (vente semences)
- 44 % juvénile en 2002
- Forte dynamique de plantation, sans appui, toutes zones



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Sylvain RAFFLEGEAU



Palmier à huile

PREMIERE TRANSFORMATION

INDUSTRIELLE

- 110.000 t/an huile brute
- 250 t/h capacité globale
- 18 à 23% huile brute
- 0,5 à 4 % palmistes
- certaines usines : pannes fréquentes
- certaines usines non saturées en pointe

ARTISANALE

- estimation : 15.000t huile
- nombre de presses ?
- 10 à 18% huile rouge
- palmistes brûlés
- au sein de BA des AI, pic huilerie plus accentué
- huile rouge qualité cuisine africaine



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Sylvain RAFFLEGEAU

Palmier à huile



MARCHES DE L'HUILE

INDUSTRIELLE

- Marché local :
savonneries,
alimentation, raffineries
- Huile raffinée exportée
dans la région

ARTISANALE

- Marché local :
savonneries,
alimentation

Protection tarifaire : 30%

Offre actuelle insuffisante et production industrielle
stable pendant 10 ans => importations



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Sylvain RAFFLEGEAU

Palmier à huile



Filière en pleine évolution

- Saturation d'huilerie ou panne pendant la pointe
=> développement de l'extraction artisanale
- Privatisation des sociétés nationales de développement
=> effort de collecte, entretien des pistes, crédits, approvisionnement intrants et MV, encadrement
- Organisation naissante des planteurs villageois
=> pas encore d'interlocuteur représentatif, pas de défense des intérêts de planteurs ni de contractualisation des relations avec les sociétés privées



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Projet de recherche sur le palmier à huile au Cameroun

2. Le projet



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Questions posées au développement

- Organiser les petits producteurs ?
- Assurer les anciennes fonctions des ex-sociétés nationales de développement ?
- Gérer l'investissement en capacité de transformation par bassin d'approvisionnement ?



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Questions posées à la recherche

- Réduire l'investissement de création ?
- Conduire une pépinière MV sélectionné ?
- Faire du vivrier en phase juvénile ?
- Produire plus de régimes ?
- Conduire une palmeraie sans engrais ?
- Extraire davantage d'huile ?
- Type de matériel d'extraction artisanale ?



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Questions posées par la Recherche

- Favoriser les synergies entre les différents SdC des EA, surtout vivriers et palmier ?
- Augmenter la productivité du verger en connaissant les contraintes des EA ?
- Améliorer notre connaissance du fonctionnement des exploitations élaeicoles?



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Recherche Agronomique prospective

- Intégrer les contraintes de l'agriculture familiale dans les critères de sélection du MV
- Aider les planteurs à bien valoriser le potentiel génétique du matériel sélectionné (précocité et niveau de production)
- Eviter les erreurs agronomiques difficilement rattrapables (envahissement d'adventices, mortalité de plants,...)
- Réduire les coûts de création de palmeraie et d'entretien pendant la phase juvénile
- Analyse des processus de décisions des élaeiculteurs



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Recherche d'accompagnement et vulgarisation

Pour vulgarisateurs, encadreurs et responsables d'OP

- **Formation de base à la génétique du palmier pour éviter aux agriculteurs de planter du TV sans le savoir**
 - **Formation à la conduite de pépinière**
- **Vulgarisation des pratiques visant à bien récolter toute la production de régimes**
- **Adaptation des procédés d'extraction artisanale au type de presse utilisée et organisation du chantier pour optimiser le taux d'extraction et la rémunération du temps de travail**



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Atelier PCP Cameroun du 18 au 20 mars 2003

Projet de Recherche sur le palmier à huile au Cameroun

3. Les résultats et perspectives



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Résultats attendus

- MV adapté aux contraintes EA familiales
- - de plantations avec desc. libre *tenera*
- Entrée en production rapide
- - investissement de création
- + productivité en régimes
- Extraction artisanale : + rentabilité du temps de travail et + taux d'extraction
- + connaissances du fonctionnement EA



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



Questions communes

- Estimation des surfaces non industrielles (palmeraies sélectionnées ou non)
- Filière artisanale : Quel volume de production? Quelle qualité de production?



Benjamin NDIGUI

Station IRAD de LA DIBAMBA

Palmier à huile

Sylvain RAFFLEGEAU



